Vol 13 # 18 • Du 6 au 12 Novembre 2019
Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00





# HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162 Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

# MANIFESTATION À BROOKLYN, NY

Voir page 5

En solidarité avec les revendications populaires en Haïti, le dimanche 3 novembre 2019, des haïtiens ont manifesté à Brooklyn, NY exigeant la démission du président Jovenel Moïse

Nan moman listwa nou ye jodi a, mas Pèp la fèt pou soti kaye l

Page 6

English
Page 9



Les verrues sociales que cache la PASSERELLE !

Page 7



English
Page 9



Voir page 5

En solidarité avec les revendications populaires en Haïti, le dimanche 3 novembre 2019, des haïtiens ont manifesté à Brooklyn, NY exigeant la démission du président Jovenel Moïse



Les verrues sociales que cache la PASSERELLE !

Page 7



« Progressisme »* à Cuba et Mémoires du sous-développement !

Page 10-11

# UN AUTRE BLOC A FAIT SURFACE!






En solidarité avec les revendications populaires en Haïti, le dimanche 3 novembre 2019, des haïtiens ont manifesté à Brooklyn, NY exigeant la démission du président Jovenel Moïse

# UN AUTRE BLOC A FAIT SURFACE!

Voir page 3

Le 5 novembre 2019 un nouveau regroupement de parti politique dénommé : « Bloc Démocratique pour le Redressement National » composé de 37 organisations sociales et socioprofessionnelles a été presenté au peuple.



**« Progressisme »* à Cuba et Mémoires du sous-développement !**

Page 10-11




**Les Algériens ont symboliquement renoué avec leur histoire**

Page 18

# Allons-nous vers un renouveau politique ?

**Par Berthony Dupont**

Il n'est certes pas très facile de porter un jugement sur les diverses propositions de sortie de crise des différentes organisations politiques, tellement elles se ressemblent, et ce qui les différencie est insignifiant pour ne pas dire inexistant.

La marge de manœuvre du régime en place semble étroite et se réduit de plus en plus, cela augmente en quelque sorte les ambitions individuelles chez certains dirigeants. C'est en tout cas le sentiment qui prévaut actuellement et qui illustre bien la mentalité d'une classe moyenne qui a fondé son pari politique sur la détresse populaire.

Une certaine mésentente se déroule actuellement entre les différentes tendances politiques prétendant à la succession éventuelle de Jovenel Moise au pouvoir. La dynamique en cours est là pour témoigner qu'elles se sont lancées consciemment dans une tentative de déstabilisation de la lutte qu'elles prétendent orchestrer, à en juger par les dénonciations ouvertes de certains de leurs cadres qui se rendent compte des graves dangers les menaçant. Et pour toute solution, ils cherchent à établir un certain équilibre même en sourdine pour leur survie.

Malgré toutes ces marches et démarches en cours, personne ne peut prédire de quelle façon cette crise sera conjurée. L'opposition va-t-elle vraiment ouvrir les portes d'un changement pour les masses populaires tel que l'exprime le profond mécontentement des masses ?

Au sujet des forces présentes de l'opposition, tout ce qui explique leur embarras, leur incapacité à s'unir même temporairement, c'est du fait elles n'ont rien dans leur tinuer à maintenir les classes déshéritées dans la misère, la corruption, l'oppression, la pauvreté et l'exploitation de façon à refermer et renforcer davantage l'étau d'acier impérial sur les aspirations sociales du peuple.

L'opposition doit savoir que le peuple manifestant dans les rues, à l'ombre d'une certaine unité, est déterminé à lutter inlassablement non pas contre l'insignifiante personne de Jovenel Moise, mais contre la politique néolibérale dont il est un agent et pour exiger de meilleures conditions de vie.

La sagesse populaire haïtienne l'exprime ainsi bien clairement : c'est la veille d'une fête qu'on peut augurer de son succès ou de son échec. Aussi, du train où vont les choses, les masses en lutte ne peuvent oser compter sur les forces d'autrui mais sur leurs propres forces. La lutte contre le régime du PHTK doit être une lutte anti-impérialiste de classe. Point barre.

A ce compte, les masses populaires doivent s'organiser davantage puisque la lutte commence à peine et de nouvelles et douloureuses épreuves seront encore à endurer. En aucune circonstance, les masses laborieuses ne doivent miser sur quelque classe politique inféodée aux puissances capitalistes qui n'apporteront aucun changement fondamental à leur vie, sauf de petites réformes de façade et de mirobolantes promesses. Qui pis est, demain nous serons en grande confrontation face à ces hommes et femmes de l'actuelle opposition puisque leur intérêt de classe n'est pas identique aux intérêts de ceux vivant dans les zones de non-droit.

Le peuple impatient de gouter aux fruits du changement exige sur ses barricades érigées dans les rues du pays un renouveau de système et de direction politique, rompant catégoriquement avec la continuité de la domi-




*1583 Albany Ave*
*Brooklyn, NY 11210*
*Tel: 718-421-0162*
*Fax: 718-421-3471*

*3, 2ème Impasse Lavaud*
*Port-au-Prince, Haiti*

*Email :*
*editor@haitiliberte.com*

*Website :*
*www.haitiliberte.com*

La marge de manœuvre du régime en place semble étroite et se réduit de plus en plus, cela augmente en quelque sorte les ambitions individuelles chez certains dirigeants. C'est en tout cas le sentiment qui prévaut actuellement et qui illustre bien la mentalité d'une classe moyenne qui a fondé son pari politique sur la détresse populaire.

Une certaine mésentente se déroule actuellement entre les différentes tendances politiques prétendant à la succession éventuelle de Jovenel Moise au pouvoir. La dynamique en cours est là pour témoigner qu'elles se sont lancées consciemment dans une tentative de déstabilisation de la lutte qu'elles prétendent orchestrer, à en juger par les dénonciations ouvertes de certains de leurs cadres qui se rendent compte des graves dangers les menaçant. Et pour toute solution, ils cherchent à établir un certain équilibre même en sourdine pour leur survie.

Malgré toutes ces marches et démarches en cours, personne ne peut prédire de quelle façon cette crise sera conjurée. L'opposition va-t-elle vraiment ouvrir les portes d'un changement pour les masses populaires tel que l'exprime le profond mécontentement des masses ?

Au sujet des forces présentes de l'opposition, tout ce qui explique leur embarras, leur incapacité à s'unir même temporairement, c'est du fait elles n'ont rien dans leur ADN de lutte qui correspond aux revendications des masses laborieuses voire un projet national.

Toutes leurs déclarations ne sont que masturbations politiques qui n'ont rien de substantiel, rien de fondamental sauf satisfaire leur propre personnalité. En effet, qu'il s'agit de gouvernement de transition, d'unité nationale, de salut public, d'entente ou de dialogue, ces déclarations n'ont qu'une seule visée (inavouée) : barrer la route à la seule force militante ayant un objectif concret, le peuple.

Aussi, que les propositions se nomment gouvernement de transition, dialogue ou autre baliverne, elles auront toutes misérablement échoué face aux masses populaires parce qu'elles seront bâties sur les mêmes critères exigés par le système néolibéral, à dessein de con-

néolibérale dont il est un agent et pour exiger de meilleures conditions de vie.

La sagesse populaire haïtienne l'exprime ainsi bien clairement : c'est la veille d'une fête qu'on peut augurer de son succès ou de son échec. Aussi, du train où vont les choses, les masses en lutte ne peuvent oser compter sur les forces d'autrui mais sur leurs propres forces. La lutte contre le régime du PHTK doit être une lutte anti-impérialiste de classe. Point barre.

A ce compte, les masses populaires doivent s'organiser davantage puisque la lutte commence à peine et de nouvelles et douloureuses épreuves seront encore à endurer. En aucune circonstance, les masses laborieuses ne doivent miser sur quelque classe politique inféodée aux puissances capitalistes qui n'apporteront aucun changement fondamental à leur vie, sauf de petites réformes de façade et de mirobolantes promesses. Qui pis est, demain nous serons en grande confrontation face à ces hommes et femmes de l'actuelle opposition puisque leur intérêt de classe n'est pas identique aux intérêts de ceux vivant dans les zones de non-droit.

Le peuple impatient de gouter aux fruits du changement exige sur ses barricades érigées dans les rues du pays un renouveau de système et de direction politique, rompant catégoriquement avec la continuité de la domination historique de l'oligarchie haïtienne, décadente, incompétente, corrompue et criminelle. Nous sommes fiers que nos sacrifices consentis soient au service d'une cause noble et juste et non pour des objectifs douteux et confus.

L'histoire montre que les masses populaires opprimées, organisées triomphent immanquablement dans leur juste lutte contre l'exploitation pour la liberté et la libération nationale.

Sans une conscience révolutionnaire selon laquelle on est le maitre de son destin, on ne saurait construire une Haïti nouvelle de changement, de prospérité et de progrès.

Dans cette conjoncture, allons-nous vers un renouveau politique ? Il est permis d'en douter.

*Berthony Dupont*

*RÉDACTION*
*Berthony Dupont*
*Frantz Latour (Français)*
*Wiener Kerns Fleurimond*
*Kim Ives (Anglais)*
*Marie Laurette Numa (Kreyòl)*

*CORRESPONDANTS EN HAITI*
*Daniel Tercier*
*Bissainthe Anneseau*

*COLLABORATEURS*
*Marie-Célie Agnant*
*J. Fatal Piard*
*Catherine Charlemagne*
*Pierre L. Florestal*
*Yves Camille*
*Jacques Elie Leblanc*
*Roger Leduc*
*Claudel C. Loiseau*
*Henriot Dorcent*
*Dr. Antoine Fritz Pierre*
*Jackson Rateau*
*Eddy Toussaint*
*Ray Laforest*
*Edmond Bertin*
*Robert Garoute*
*Jacques Nési*
*Ed Rainer*
*Ing. Roosevelt René*
*Robert Lodimus*
*Luckner Elysée Vil*

*ADMINISTRATION*
*Marie Laurette Numa*
*Didier Leblanc*

*DISTRIBUTION: MIAMI*
*Pierre Baptiste*
*(786) 262-4457*

*COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES*
*Mevlana Media Solutions Inc.*
*computertrusting@gmail.com*

qui explique leur embarras, leur incapacité à s'unir même temporairement, c'est du fait elles n'ont rien dans leur ADN de lutte qui correspond aux revendications des masses laborieuses voire un projet national.

Toutes leurs déclarations ne sont que masturbations politiques qui n'ont rien de substantiel, rien de fondamental sauf satisfaire leur propre personnalité. En effet, qu'il s'agit de gouvernement de transition, d'unité nationale, de salut public, d'entente ou de dialogue, ces déclarations n'ont qu'une seule visée (inavouée) : barrer la route à la seule force militante ayant un objectif concret, le peuple.

Aussi, que les propositions se nomment gouvernement de transition, dialogue ou autre baliverne, elles auront toutes misérablement échoué face aux masses populaires parce qu'elles seront bâties sur les mêmes critères exigés par le système néolibéral, à dessein de con-

pays un renouveau de système et de direction politique, rompant catégoriquement avec la continuité de la domination historique de l'oligarchie haïtienne, décadente, incompétente, corrompue et criminelle. Nous sommes fiers que nos sacrifices consentis soient au service d'une cause noble et juste et non pour des objectifs douteux et confus.

L'histoire montre que les masses populaires opprimées, organisées triomphent immanquablement dans leur juste lutte contre l'exploitation pour la liberté et la libération nationale.

Sans une conscience révolutionnaire selon laquelle on est le maitre de son destin, on ne saurait construire une Haïti nouvelle de changement, de prospérité et de progrès.

Dans cette conjoncture, allons-nous vers un renouveau politique ? Il est permis d'en douter.

# A qui l'ambassadeur américain en Haïti passe-t-elle ses ordres ?

Par Thomas Peralte

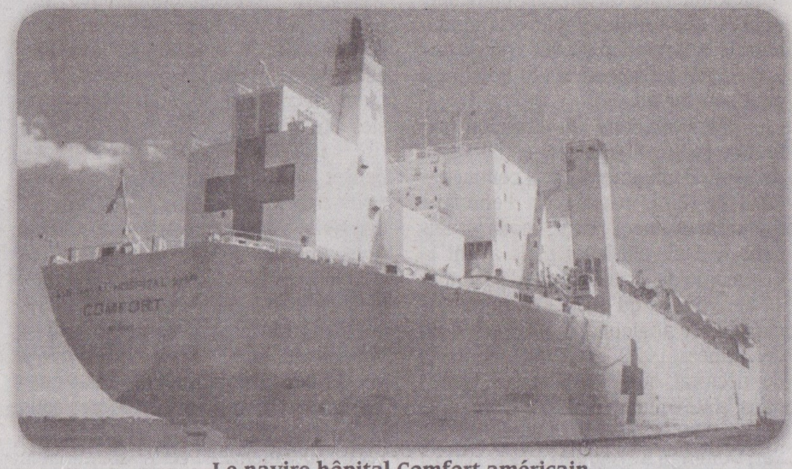


De gauche à droite l'ambassadeur des Etats-Unis en Haïti, Mme Michèle Sison, Jovenel Moise et sa femme Martine

L'ambassadeur des Etats–Unis en Haïti, Mme Michèle Sison vient, après deux anciens communiqués publiés à la fin du mois d'Octobre, rappeler l'ouverture sans conditions préalables d'un quelconque dialogue entre les différents protagonistes pour mettre fin à la crise politique en Haïti.

Elle en a profité pour indiquer que son pays soutient les aspirations des Haïtiens à de meilleures conditions de vie. Quelle menteuse ! Elle devrait dire de préférence, si elle était honnête, que son pays qui nous domine depuis plus d'un centenaire empêche au peuple haïtien d'aspirer à de meilleures conditions de vie en nous imposant au pouvoir du pays toute une pléiade de bandits légaux, de mercenaires, trafiquants de toute sorte.

Dans l'un de ses communiqués l'ambassade avait indiqué : *Les États-Unis continuent d'inviter tous les acteurs politiques, économiques et de la société civile d'Haïti à entamer sans tarder ou sans conditions préalables un dialogue inclusif en vue*




Le navire hôpital Comfort américain

# Un autre Bloc a fait surface!



Victor Benoit (Mèt Ben)

Par Marie Laurette Numa



Suite à la crise actuelle du pays devant aboutir à un gouvernement provisoire ou de transition, tous les politiciens espèrent sucer un os. Est-ce dans cette optique que le professeur Victor Benoit (Mèt Ben) ainsi que Emmanuel Ménard de l'organisation politique Force louverturienne ont présenté au public le 5 novembre 2019 un nouveau regroupement de parti politique

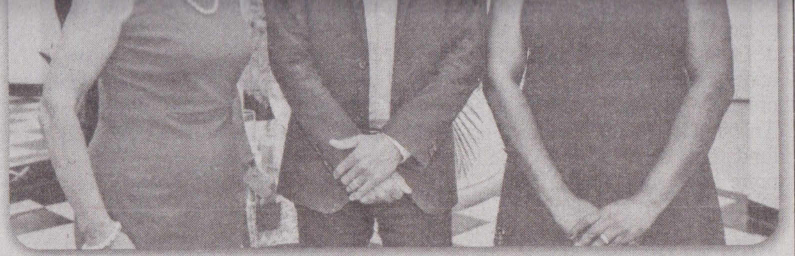
mois d'Octobre, rappeler l'ouverture sans conditions préalables d'un quelconque dialogue entre les différents protagonistes pour mettre fin à la crise politique en Haïti.

Elle en a profité pour indiquer que son pays soutient les aspirations des Haïtiens à de meilleures conditions de vie. Quelle menteuse ! Elle devrait dire de préférence, si elle était honnête, que son pays qui nous domine depuis plus d'un centenaire empêche au peuple haïtien d'aspirer à de meilleures conditions de vie en nous imposant au pouvoir du pays toute une pléiade de bandits légaux, de mercenaires, trafiquants de toute sorte.

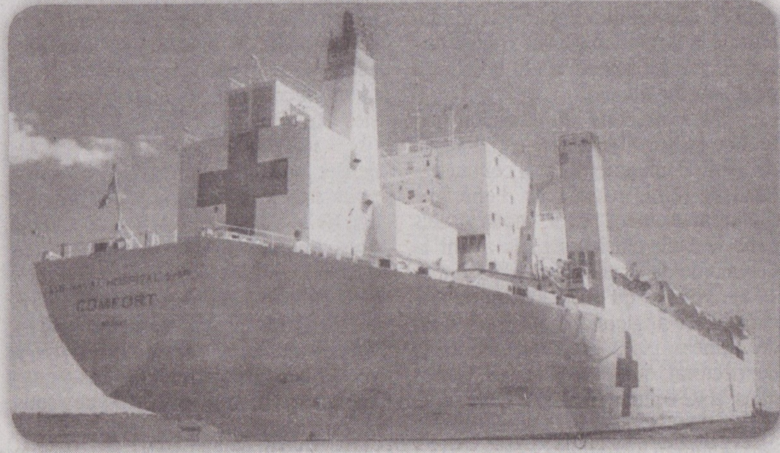
Dans l'un de ses communiqués l'ambassade avait indiqué : *Les États-Unis continuent d'inviter tous les acteurs politiques, économiques et de la société civile d'Haïti à entamer sans tarder ou sans conditions préalables un dialogue inclusif en vue de déterminer la voie à suivre pour constituer un gouvernement opérationnel qui servira le peuple haïtien et répondra aux préoccupations économiques et sociales pressantes du pays.*

Même son de cloche de la part de l'administrateur Mark Green le 1er novembre dernier sur la situation en Haïti : Les États-Unis invitent les leaders politiques, économiques et de la société civile à former un gouvernement qui sera à l'écoute des besoins de l'ensemble des citoyens haïtiens.

Dans la foulée, Mme Sison



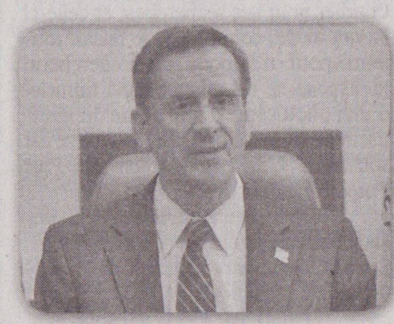
**De gauche à droite l'ambassadeur des Etats–Unis en Haïti, Mme Michèle Sison, Jovenel Moise et sa femme Martine**




**Le navire hôpital Comfort américain**

annonce que le navire hôpital Comfort américain baigne actuellement dans la rade de Port-au Prince et est justement escorté de deux autres bateaux des garde-côtes américains.

Selon des observateurs, le timing de cette opération "Promesse Durable (Enduring Promise)" de la marine des États-Unis est très suspecte puisqu'il coïncide avec la demande humanitaire que Jovenel Moise avait sollicitée des États-Unis qui lui ont octroyé 2,000 tonnes d'aliments pour secourir les affamés que le système capitaliste et son



**Mark Green de l'USAID**

instrument Jovenel Moise placé à la présidence d'Haïti continuent d'abandonner à leur sort, après avoir pillé le pays.



**Victor Benoit (Mèt Ben)**

Par Marie Laurette Numa

Suite à la crise actuelle du pays devant aboutir à un gouvernement provisoire ou de transition, tous les politiciens espèrent sucer un os. Est-ce dans cette optique que le professeur Victor Benoit (Mèt Ben) ainsi que Emmanuel Ménard de l'organisation politique Force louverturienne ont présenté au public le 5 novembre 2019 un nouveau regroupement de parti politique dénommé : parti « Bloc Démocratique pour le Redressement National » composé de 37 organisations sociales et socioprofessionnelles ? Cette présentation a eu lieu au local du Rassemblement social-démocrate pour le Progrès d'Haïti (RSD).

Le directoire du Blok s'est bel et bien positionné en déclarant par l'organe d'Emmanuel Ménard : « Nous nous engageons à la mobilisation pacifique et éventuellement à des négociations devant aboutir au départ du pouvoir du Président Jovenel Moise ; démission réclamée par tous les secteurs de la vie nationale. Contribuer à la définition et l'application d'une politique en vue d'une vraie transition pour le redressement national, s'aligne également dans nos objectifs » a



**Emmanuel Ménard**

Victor Benoit pour sa part veut « Engager des négociations avec les forces nationales et internationales en vue de parvenir à une résolution urgente et pacifique de la crise. Choisir un juge à la Cour de Cassation comme prochain Président provisoire de la République. Former un gouvernement d'exception, avec un cabinet ministériel restreint sans Premier ministre, compte tenu du disfonctionnement du Parlement ».





*vile d'Haïti à entamer sans tarder ou sans conditions préalables un dialogue inclusif en vue de déterminer la voie à suivre pour constituer un gouvernement opérationnel qui servira le peuple haïtien et répondra aux préoccupations économiques et sociales pressantes du pays.*

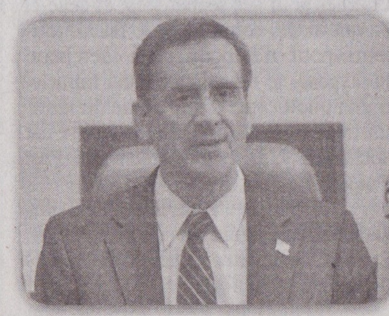
Même son de cloche de la part de l'administrateur Mark Green le 1er novembre dernier sur la situation en Haïti : Les États-Unis invitent les leaders politiques, économiques et de la société civile à former un gouvernement qui sera à l'écoute des besoins de l'ensemble des citoyens haïtiens.

Dans la foulée, Mme Sison

Le navire hôpital Comfort américain

annonce que le navire hôpital Comfort américain baigne actuellement dans la rade de Port-au Prince et est justement escorté de deux autres bateaux des garde-côtes américains.

Selon des observateurs, le timing de cette opération "Promesse Durable (Enduring Promise)" de la marine des États-Unis est très suspecte puisqu'il coïncide avec la demande humanitaire que Jovenel Moise avait sollicitée des Etats-Unis qui lui ont octroyé 2,000 tonnes d'aliments pour secourir les affamés que le système capitaliste et son


Mark Green de l'USAID

instrument Jovenel Moise placé à la présidence d'Haïti continuent d'abandonner à leur sort, après avoir pillé le pays.

tique Force louverturienne ont présenté au public le 5 novembre 2019 un nouveau regroupement de parti politique dénommé : parti « Bloc Démocratique pour le Redressement National » composé de 37 organisations sociales et socioprofessionnelles ? Cette présentation a eu lieu au local du Rassemblement social-démocrate pour le Progrès d'Haïti (RSD).

Le directoire du Blok s'est bel et bien positionné en déclarant par l'organe d'Emmanuel Ménard : « Nous nous engageons à la mobilisation pacifique et éventuellement à des négociations devant aboutir au départ du pouvoir du Président Jovenel Moise ; démission réclamée par tous les secteurs de la vie nationale. Contribuer à la définition et l'application d'une politique en vue d'une vraie transition pour le redressement national, s'aligne également dans nos objectifs » a


Emmanuel Ménard

Victor Benoit pour sa part veut « Engager des négociations avec les forces nationales et internationales en vue de parvenir à une résolution urgente et pacifique de la crise. Choisir un juge à la Cour de Cassation comme prochain Président provisoire de la République. Former un gouvernement d'exception, avec un cabinet ministériel restreint sans Premier ministre, compte tenu du disfonctionnement du Parlement ».

# Le Camp d'Eté de la Fraternité 2019





L'École de Sport Jean Marie de la Mennais

Par J. Fatal Piard

*Mens sana in corpore sano (Un esprit sain dans un corps sain)*

**Decimus Iunius Iuvenalis (Juvénal)**

Dans un contexte où toutes les

les bénéficiaires ont eu l'opportunité d'être gratifiés d'un entraînement de qualité.

", Je ne saurais décelé les mots qu'il faut pour traduire ma pleine satisfaction de pouvoir parvenir à perpétuer la matérialisation de ce traditionnel camp d'été. Selon plusieurs observations c'est l'unique activité de cette sorte organisée pour les en-

# Sur "Les points de vue originaux du professeur Roger Petit-Frère" Le Nouvelliste, 8 et 9 août 2009

Par André Charlier

Je dois en tout premier lieu présenter mes condoléances émues à la famille et à toutes celles et ceux qui aimaient M. Roger Petit-Frère.

Il est fort rare, dans n'importe quelle science, qu'un chercheur présente un point de vue nouveau sur des faits le plus souvent connus, mais aussi souvent méconnus ou mal interprétés. M. Roger Petit-Frère a fait cela. Il n'est ni le seul, ni le premier: les pères fondateurs de l'Histoire scientifique de notre pays sont, que je sache, C.L.R. James (1938) et Etienne D. Charlier (1954). Deux marxistes, ont le sait. Ils ont, les premiers, tenté de remplacer les idéologies par la Science. M. Roger Petit-Frère a, à mon sens, poursuivi et approfondi leur travail, en particulier pour ce qui a trait à l'apartheid fondateur de la formation sociale Haïtienne.

Qu'il lui soit ici rendu hommage pour son travail. A.C.

M. Petit-Frère dit, dans son texte, que la Révolution anti-esclavagiste de Saint-Domingue n'a pas commencé dans le Nord, comme on l'enseigne traditionnellement chez nous, mais dans le Sud, plusieurs mois avant la Cérémonie du Bois-Caïman, le 14 août 1791. Voici ce qu'écrit, à ce sujet, une chercheuse anglophone qui, vers la fin des années 1970, préparait une thèse de doctorat sur "Les masses Noires dans la Révolution de Saint-Domingue (1791-1803)" (Black Masses in the San Domingo Revolution 1791-1803). Cette dame avait eu recours à Ghislaine

ta dans le Nord, où le vodou joua un rôle politiquement déterminant dans sa préparation et son exécution. C'était un début, cependant, et les exigences [des esclaves] étaient les mêmes que celles qu'exprimeraient plus tard les esclaves au Bois-Caïman."

Fin de citation. Miss Fick continue en donnant des détails sur l'insurrection. L'on voit donc que M. Petit-Frère a parfaitement raison d'affirmer que le soulèvement général qui devait enfanter de notre Nanchon commença dans le Sud, à Port-Salut, et non dans le Nord, comme l'on l'enseigne traditionnellement chez nous. Il y a donc, dans nos manuels, un chapitre à corriger. Soit dit en passant, ce n'est pas le seul. Loin de là…

D'autre part, M. Petit-Frère écrit ce qui suit:

"Nos classes dominantes ont toujours été violentes. (…) Elles n'ont jamais mené de bataille démocratique: elles ne se sont pas imposées de la même façon que les autres bourgeoisies, d'ailleurs."

M. Petit-Frère semble donc penser que la "bourgeoisie" de chez nous est exceptionnelle dans son usage de la violence et de la corruption. Bon. Prenons le cas des Etats-Unis d'Amérique: comment, par quels moyens, s'est imposé le capitalisme dans ce pays? Tout le monde le sait: par le vol des terres des Amérindiens qui y vivaient depuis quinze mille ans, et par leur massacre, connu de nos jours sous le gentil nom de génocide, qui voile pudiquement cette abominable boucherie; et par l'esclavage mercan-

lement ni pour les Africains, ni surtout pour les Cherokees, les Mohawks, les Sioux, les Comanches, les Apaches, nu, dans le et autres peuples qui n'eurent que le tort de se trouver au mauvais moment et au mauvais endroit, sur la route de la bourgeoisie et de son profit maximum… Et qu'on ne me dise pas que ce fut plus pacifique ailleurs sur le globe. Marx a mis à nu, dans Le Capital (un livre dont on parle beaucoup, mais qu'on lit peu) Livre Premier, Huitième section, pages 517 à 566 des Editions Sociales, l'accumulation primitive, la conquête du pouvoir et de la richesse par toutes les bourgeoisies du Monde, et a prouvé qu'elle s'est faite, dans tous les cas, par le fer et par le feu, le pillage, le viol, le viol, elatriye.

Démocratie? Certes. Mais seulement des fosses communes.

Et pendant que nous en parlons, je vous donnerai ma définition de cette démocratie dont on nous rabat les oreilles: c'est ce que l'on construit après avoir tout ratiboisé.

Je terminerai par une boutade qui dit bien ce qu'elle veut dire. Voici: selon une théorie, dans la famille Haïtienne, le père bat la mère, la mère bat les enfants, et les enfants battent le chien. Sans oublier la petite rèstavèk, sur laquelle tout le monde s'acharne. Tout le monde sauf toutouss qui, intelligent comme lui seul, défend son mayi moulen quotidien, qu'elle est anchaje de lui donner

Duvalier, selon cette doctrine, ne fut que la traduction nationale de ces moeurs familiales. Le Papa de tous les papas, le Père Supérieur, le Petit Père

et à toutes celles et ceux qui aimaient M. Roger Petit-Frère.

Il est fort rare, dans n'importe quelle science, qu'un chercheur présente un point de vue nouveau sur des faits le plus souvent connus, mais aussi souvent méconnus ou mal interprétés. M. Roger Petit-Frère a fait cela. Il n'est ni le seul, ni le premier: les pères fondateurs de l'Histoire scientifique de notre pays sont, que je sache, C.L.R. James (1938) et Etienne D. Charlier (1954). Deux marxistes, ont le sait. Ils ont, les premiers, tenté de remplacer les idéologies par la Science. M. Roger Petit-Frère a, à mon sens, poursuivi et approfondi leur travail, en particulier pour ce qui a trait à l'apartheid fondateur de la formation sociale Haïtienne.

Qu'il lui soit ici rendu hommage pour son travail. A.C.

M. Petit-Frère dit, dans son texte, que la Révolution anti-esclavagiste de Saint-Domingue n'a pas commencé dans le Nord, comme on l'enseigne traditionnellement chez nous, mais dans le Sud, plusieurs mois avant la Cérémonie du Bois-Caïman, le 14 août 1791. Voici ce qu'écrit, à ce sujet, une chercheuse anglophone qui, vers la fin des années 1970, préparait une thèse de doctorat sur "Les masses Noires dans la Révolution de Saint-Domingue (1791–1803)" (Black Masses in the San Domingo Revolution 1791–1803). Cette dame avait eu recours à Ghislaine Charlier pour ses recherches, et celle-ci l'avait aidée, comme elle le faisait toujours pour n'importe quel chercheur. Je dispose, je ne sais par quel miracle, d'une photocopie d'une partie du manuscrit de Miss Carolyn Elaine Fick, c'est son nom. C'en est la troisième: Part Three (The South).

Voici ce qu'écrit Miss Fick, dès les premières lignes de son Chapitre VI, Du Part-Salut aux Platons (je traduis de l'anglais, bien sûr):

"En Janvier 1791, presque sept mois avant le déclenchement de la massive révolte des esclaves dans le Nord, les esclaves de Port-Salut, dans la région avoisinant les Cayes, avaient déjà commencé à organiser un mouvement insurrectionnel. Il n'était pas aussi vaste que le mouvement qui écla-

qu'exprimeraient plus tard les esclaves au Bois-Caïman."

Fin de citation. Miss Fick continue en donnant des détails sur l'insurrection. L'on voit donc que M. Petit-Frère a parfaitement raison d'affirmer que le soulèvement général qui devait enfanter de notre Nanchon commença dans le Sud, à Port-Salut, et non dans le Nord, comme l'on l'enseigne traditionnellement chez nous. Il y a donc, dans nos manuels, un chapitre à corriger. Soit dit en passant, ce n'est pas le seul. Loin de là…

D'autre part, M. Petit-Frère écrit ce qui suit:

"Nos classes dominantes ont toujours été violentes. (…) Elles n'ont jamais mené de bataille démocratique: elles ne se sont pas imposées de la même façon que les autres bourgeoisies, d'ailleurs."

M. Petit-Frère semble donc penser que la "bourgeoisie" de chez nous est exceptionnelle dans son usage de la violence et de la corruption. Bon. Prenons le cas des Etats-Unis d'Amérique: comment, par quels moyens, s'est imposé le capitalisme dans ce pays? Tout le monde le sait: par le vol des terres des Amérindiens qui y vivaient depuis quinze mille ans, et par leur massacre, connu de nos jours sous le gentil nom de génocide, qui voile pudiquement cette abominable boucherie; et par l'esclavage mercantile des peuples Africains, qui ravagea ce continent, entre autres…

Si ce furent là des moyens démocratiques, ils ne le furent pas tel-

vais moment et au mauvais endroit, sur la route de la bourgeoisie et de son profit maximum… Et qu'on ne me dise pas que ce fut plus pacifique ailleurs sur le globe. Marx a mis à nu, dans Le Capital (un livre dont on parle beaucoup, mais qu'on lit peu) Livre Premier, Huitième section, pages 517 à 566 des Editions Sociales, l'accumulation primitive, la conquête du pouvoir et de la richesse par toutes les bourgeoisies du Monde, et a prouvé qu'elle s'est faite, dans tous les cas, par le fer et par le feu, le pillage, le viol, le viol, elatriye.

Démocratie? Certes. Mais seulement des fosses communes.

Et pendant que nous en parlons, je vous donnerai ma définition de cette démocratie dont on nous rabat les oreilles: c'est ce que l'on construit après avoir tout ratiboisé.

Je terminerai par une boutade qui dit bien ce qu'elle veut dire. Voici: selon une théorie, dans la famille Haïtienne, le père bat la mère, la mère bat les enfants, et les enfants battent le chien. Sans oublier la petite rèstavèk, sur laquelle tout le monde s'acharne. Tout le monde sauf toutouss qui, intelligent comme lui seul, défend son mayi moulen quotidien, qu'elle est anchaje de lui donner

Duvalier, selon cette doctrine, ne fut que la traduction nationale de ces moeurs familiales. Le Papa de tous les papas, le Père Supérieur, le Petit Père du Peuple, comme vous voudrez…

Le (petit) problème, c'est que c'était un Père un peu trop Fouettard…



L'École de Sport Jean Marie de la Mennais

Par J. Fatal Piard

*Mens sana in corpore sano (Un esprit sain dans un corps sain)*

**Decimus Iunius Iuvenalis (Juvénal)**

Dans un contexte où toutes les strates sociales font face à tout un ensemble de réalités traumatisantes, suite aux nouvelles donnes socioéconomiques, et où les statistiques en termes d'inflation et d'indices de développement humain laissent sans nul doute augurer des lendemains encore plus dramatiques, il eût été rationnel que les hauts dirigeants de l'Etat puissent parvenir à mettre en place des programmes axés sur les loisirs.

Ce serait la meilleure façon d'aider la population, les jeunes en particulier, à compenser ces traumatismes insurmontables, qui, s'ils ne sont pas pris en compte vont porter à coup sûr des préjudices irréparables à l'équilibre psychique et mental de nos progénitures. En l'absence d'initiatives de la part des hauts responsables concernées de l'Etat, c'est à ceux et celles qui sont grandement conscients de l'importance de la pratique des disciplines sportives de compenser ce lourd déficit par l'adoption de mesures appropriées.

les bénéficiaires ont eu l'opportunité d'être gratifiés d'un entraînement de qualité.

", Je ne saurais décelé les mots qu'il faut pour traduire ma pleine satisfaction de pouvoir parvenir à perpétuer la matérialisation de ce traditionnel camp d'été. Selon plusieurs observations c'est l'unique activité de cette sorte organisée pour les enfants et les jeunes dans la commune de Pétion-Ville dans un environnement d'apprentissage stimulant et motivant en compagnie de formateurs chevronnés". C'est ce qu'a fait savoir le principal organisateur de cette activité sportive.

Poursuivant ses propos, l'entraîneur de profession Ronald St Hilaire, a par ailleurs, fait part de sa sincère gratitude à l'endroit de ces mécènes privés, qui, pendant deux longues semaines ont facilité l'alimentation en plats chauds de tous les participants. Parmi ces bienfaiteurs, il a fait mention de la mission église baptiste "Mission of Hope dont l'espace a servi de site à

*suite à la page(6)*

Decimus Junius Juvenalis
(Juvénal)

Dans un contexte où toutes les strates sociales font face à tout un ensemble de réalités traumatisantes, suite aux nouvelles donnes socioéconomiques, et où les statistiques en termes d'inflation et d'indices de développement humain laissent sans nul doute augurer des lendemains encore plus dramatiques, il eût été rationnel que les hauts dirigeants de l'Etat puissent parvenir à mettre en place des programmes axés sur les loisirs.

Ce serait la meilleure façon d'aider la population, les jeunes en particulier, à compenser ces traumatismes insurmontables, qui, s'ils ne sont pas pris en compte vont porter à coup sûr des préjudices irréparables à l'équilibre psychique et mental de nos progénitures. En l'absence d'initiatives de la part des hauts responsables concernées de l'Etat, c'est à ceux et celles qui sont grandement conscients de l'importance de la pratique des disciplines sportives de compenser ce lourd déficit par l'adoption de mesures appropriées.

Dans cet ordre d'idées, Ronald St. Hilaire s'est jeté corps et âme dans cette rude bataille qui prend en compte la formation sportive des jeunes des deux sexes dans plusieurs disciplines sportives. En conséquence, l'entrepreneur sportif a tenu à organiser pour la 7ème année consécutive le Camp de la Fraternité de L'école de Sport Jean Marie de la Mennais. Et, en cette occasion, il nous a été donné l'opportunité de nous entretenir en toute exclusivité avec lui.

En effet, du 8 juillet au 9 août dernier, au parc sportif de Thomassin 25, un quartier surplombant la commune de Pétion-Ville, plusieurs dizaines d'enfants âgés de 5 à 15 ans désireux de s'initier aux techniques leur permettant de maitriser l'art du football ont pris part au camp d'été de la fraternité. Organisé par l'Ecole de Football Jean Marie de la Mennais, perpétuer la matérialisation de ce traditionnel camp d'été. Selon plusieurs observations c'est l'unique activité de cette sorte organisée pour les enfants et les jeunes dans la commune de Pétion-Ville dans un environnement d'apprentissage stimulant et motivant en compagnie de formateurs chevronnés". C'est ce qu'a fait savoir le principal organisateur de cette activité sportive.

Poursuivant ses propos, l'entraîneur de profession Ronald St Hilaire, a par ailleurs, fait part de sa sincère gratitude à l'endroit de ces mécènes privés, qui, pendant deux longues semaines ont facilité l'alimentation en plats chauds de tous les participants. Parmi ces bienfaiteurs, il a fait mention de la mission église baptiste "Mission of Hope dont l'espace a servi de site à

*suite à la page(6)*

dans la Révolution de Saint-Domingue (1791–1803)" (Black Masses in the San Domingo Revolution 1791–1803). Cette dame avait eu recours à Ghislaine Charlier pour ses recherches, et celle-ci l'avait aidée, comme elle le faisait toujours pour n'importe quel chercheur. Je dispose, je ne sais par quel miracle, d'une photocopie d'une partie du manuscrit de Miss Carolyn Elaine Fick, c'est son nom. C'en est la troisième: Part Three (The South).

Voici ce qu'écrit Miss Fick, dès les premières lignes de son Chapitre VI, Du Port-Salut aux Platons (je traduis de l'anglais, bien sûr):

"En Janvier 1791, presque sept mois avant le déclenchement de la massive révolte des esclaves dans le Nord, les esclaves de Port-Salut, dans la région avoisinant les Cayes, avaient déjà commencé à organiser un mouvement insurrectionnel. Il n'était pas aussi vaste que le mouvement qui écla-

leur massacre, connu de nos jours sous le gentil nom de génocide, qui voile pudiquement cette abominable boucherie; et par l'esclavage mercantile des peuples Africains, qui ravagea ce continent, entre autres…

Si ce furent là des moyens démocratiques, ils ne le furent pas tel-

Duvalier, selon cette doctrine, ne fut que la traduction nationale de ces moeurs familiales. Le Papa de tous les papas, le Père Supérieur, le Petit Père du Peuple, comme vous voudrez…

Le (petit) problème, c'est que c'était un Père un peu trop Fouettard…

## AVIS JUDICIAIRE

Par Ces Motifs, Le Tribunal après en avoir délibéré au vœu de la loi, jaugeant à charge d'appel et au nom de la République, maintient le défaut requis et octroyé contre le Cité Saint Fleur Fils-Aimé Ignace. Accueille l'action de la Requérante la Dame Jacqueline Maycock représentée par le sieur Jean André Joseph pour être juste et fondée. En conséquence reconnaît le contrat liant les parties, dit que le Locataire à l'échéance du bail est un occupant illégal. Résiliant le dit contrat tout en ordonnant l'expulsion des lieux du Cité. Accorde l'exécution provisoire sans caution de la présente décision nonobstant Appel ou pourvoi en Cassation. Commet l'huissier Jean Raymond Joachim pour la signification du présent jugement. Ainsi Jugé et prononcé par nous Philippe Vincent, Juge au Tribunal de Paix de la Section Sud de Port- au- Prince en audience Publique et Civle du Jeudi vingt six Septembre deux mille dix neuf avec l'assistance du Greffier Wesner Jean Joseph. Il est Ordonné ect… En foi de quoi ect .

Ainsi signé Me Philippe Vincent, Wesner Jean Joseph. Port-au-Prince, le 27 Octobre 2019. Me Achille P Joseph , Avocat.

# Manifestation à New York

Par Kim Ives

Le dimanche 3 novembre 2019, plus d'une centaine d'haïtiens ont marché dans les rues de Brooklyn en solidarité aux revendications populaires en Haïti. Ils ont défilé sur l'avenue Nostrand de l'Eastern Park à l'avenue Newkirk de 2 hrs PM jusqu' 7 heures du soir en vue d'exiger la démission du Président inculpé dans les blanchiments d'argent et du pillage des fonds Petro Caribe, Jovenel Moïse.

Les manifestants n'ont pas été tendres avec le pouvoir PHTKiste qui depuis le règne de Michel Martelly prélève une taxe à l'extérieur de $1.50 sur chaque transfert envoyé en Haïti.

Ils ont également critiqué avec énergie l'administration Trump qui continue à appuyer le président haïtien décrié.

# Funérailles de Néhémie Joseph !

Par François Lebon Sylvestre

des militants ont pris part aux obsèques du travailleur de la presse. L'inhumation a eu lieu





PM jusqu' 7 heures du soir en vue d'exiger la démission du Président inculpé dans les blanchiments d'argent et du pillage des fonds Petro Caribe, Jovenel Moïse.

Les manifestants n'ont pas été tendres avec le pouvoir PHTKiste qui depuis le règne de Michel Martelly prélève une taxe à l'extérieur de $1.50 sur chaque transfert envoyé en Haïti.

Ils ont également critiqué avec énergie l'administration Trump qui continue à appuyer le président haïtien décrié.




# Funérailles de Néhémie Joseph !

Par François Lebon Sylvestre

Les funérailles du Journaliste Néhémie Joseph assassiné le jeudi 10 octobre dernier ont finalement eu lieu le samedi 2 novembre 2019 vers les 8h du matin, sur la place publique de Mirebalais.

Transformées en manifestation au moment où le cortège funèbre allait se rendre au cimetière de la ville, des groupes de jeunes qui scandaient des slogans hostiles au pouvoir ont profité pour réclamer justice en faveur de la famille du journaliste. Des amis, parents et des militants ont pris part aux obsèques du travailleur de la presse. L'inhumation a eu lieu au Cimetière de la ville.

Un militant politique Jean-Philippe Hyppolite, surnommé Kadafi, qui participait aux funérailles n'a pas échappé de ses blessures par balles, dans l'après-midi du samedi 2 novembre 2019. Au cours de cette manifestation après les funérailles 8 personnes ont été blessées.

Des affrontements eurent lieu entre des agents de l'Unité Départementale de Maintien de l'Ordre (UDMO) venus en la circonstance pour rétablir l'ordre.


Le cercueil de Néhémie sur la place publique de Mirebalais


Le journaliste Néhémie Joseph

Par ailleurs, le vendredi 1er novembre 2019, la veille des funérailles de Néhémie Joseph, on a enregistré deux autres victimes, il s'agit d'un policier de la 14e promotion, Omuscat Jn-Robert et de sa femme dans la zone de Beaugé, devant l'entreprise Préfab SA, aux environs de 3 heures de l'après-midi. Le policier a été brûlé!



# OBITUARY



Myrlande Desulma died at Mount Sinai Hospital on Tuesday October 29th, 2019 in Brooklyn, New York at the age of 48.

Mrs. Saint-Juste is survived by her Parents Joseph and Marie Rose Desulma, her husband

Par François Lebon Sylvestre

Les funérailles du Journaliste Néhémie Joseph assassiné le jeudi 10 octobre dernier ont finalement eu lieu le samedi 2 novembre 2019 vers les 8h du matin, sur la place publique de Mirebalais.

Transformées en manifestation au moment où le cortège funèbre allait se rendre au cimetière de la ville, des groupes de jeunes qui scandaient des slogans hostiles au pouvoir ont profité pour réclamer justice en faveur de la famille du journaliste. Des amis, parents et des militants ont pris part aux obsèques du travailleur de la presse. L'inhumation a eu lieu au Cimetière de la ville.

Un militant politique Jean-Philippe Hyppolite, surnommé Kadafi, qui participait aux funérailles n'a pas échappé de ses blessures par balles, dans l'après-midi du samedi 2 novembre 2019. Au cours de cette manifestation après les funérailles 8 personnes ont été blessées.

Des affrontements eurent lieu entre des agents de l'Unité Départementale de Maintien de l'Ordre (UDMO) venus en la circonstance pour rétablir l'ordre.



Le cercueil de Néhémie sur la place publique de Mirebalais



Le journaliste Néhémie Joseph

Par ailleurs, le vendredi 1er novembre 2019, la veille des funérailles de Néhémie Joseph, on a enregistré deux autres victimes, il s'agit d'un policier de la 14e promotion, Omuscat Jn-Robert et de sa femme dans la zone de Beaugé, devant l'entreprise Préfab SA, aux environs de 3 heures de l'après-midi. Le policier a été brûlé!



# OBITUARY



Myrlande Desulma died at Mount Sinai Hospital on Tuesday October 29th, 2019 in Brooklyn, New York at the age of 48.

Mrs. Saint-Juste is survived by her Parents Joseph and Marie Rose Desulma, her husband Jean-Philppe whom she adored, her precious children Johnathan Philippe & Nathalie Myrlande Saint-Juste, her unique brother Chesnel Desulma; her nieces and nephew, Chestina, Chesner, & Rebecca Desulma; her mother-in-law Mrs. Bernadette Jean-Gilles, her father-in-law Mr. Clama Saint-Juste; her aunts and uncles; Mrs. Bernadette Huguette Desulma Appoleon who was devoted to her like second mom, Mrs. Elvita Pierre Azor, Mrs. Marcilien Sica, Mr. Frank Venus, Mr. Philippe Venus, Mr. Dieuson-Braron; her many cousins; her sisters-in-law & brothers-in-law; her god-daughters & god-sons; many friends, co-workers & family who were dear to her. Myrlande Desulma will be sorely missed by all who have known her, and we will cherish her memory and the love we shared with her.

Wake:
Friday November 8th, 2019
4:00 to 9:00Pm
At Guarino Funeral Home
9222 Flatland ave, Brooklyn

Service:
Saturday November 9th, 2019 8h: 00AM
Eglise Baptiste du Rédempteur d'Expression française de Brooklyn
532-534 East 26th Street Brooklyn NY

Burial:
Canarsie Cemetery 1370 Remsen Ave
Brooklyn NY 11236
Repass:
Parish Center 741 E 86th street, Brooklyn
Between Flatland & Glenwood Ave

# Adje Mesye!!!

Manman Klè: Tizou!..Tizou..Kote Tizou ye mezanmi...Tizou!
Tizou : Kisa mwen fè Manman Klè pou w ap kònen relem konsa?
Manman Klè :Ou pa fè anyen.Sèlman mwen bezwen konnen
ki leson w aprann nan klas katechis w ale chak
dimanch lan
Tizou : AA...! Mwen aprann anpil bagay mwen pa te konnen..
Manman Klè :Kòm ki dirè...Bon...Banm yon egzanp.
Tizou :Koute Manman Klè.
Manman Klè : Wi..m ap koute.
Tizou :Ou mè pòv sou Latè, w apral rich nan syèl.
Manman Klè : Kisa ?
Tizou : Sa w tande a..Kounyela wa sispann plenyen
Manman Klè : Adje Mesye!.. Sispann Kale pwa..bòl la plen..
Tizou :Kisa ou vle di la Manman Klè ?
Manman Klè : Mwen ta vle di: moun rich yo rich depi la
Kreyasyon..men malere yo dwe tann jijman
dènye tankou pwatann pou yo ere.
Tizou : Antouka se pawòl dimanch...se pawòl enfayib....
Manman Klè : Eske nou pa poze pè a kesyon pou plis limyè sou zafè rich ak pòv la.
Tizou : Wi Manman Klè... Mwen poze l kezyon sou zafè"Pòv sou Latè a apral rich nan syèl"
Manman KLè : Kisa li di ?
Tizou : Pè a pat kontan... Li reponn mwen nan yon langaj
mwen pa menm konprann..
Manman KLè : Ki langaj sa ?
Tizou : Li di m: Tekit izi...
Manaman Klè : Bon.. Se sa mwen te di w : Tekit Izi a vle di:
Malere dwe tann tankou pwatann jijman dènye
pou li ere.
Tizou : Adje Mesye.. Ou gen rezon
Manman Klè: Sa yon moun
pa konnen pi gran pase w.

**Cauvin Paul**

*Suite de la page (4)*

la tenue de ces activités.

Le Camp d'Eté de la Fraternité 2019 a connu un succès surprenant. C'était en outre l'occasion propice pour plus de 90 enfants de profiter de quatre semaines d'activités sportives de qualité tout en se liant d'amitié avec des compatriotes venus d'horizons divers. Ce camp d'été a permis d'établir de solides liens entre les enfants et les formateurs, qui se sont réjouis de partager leurs connaissances sportives avec les futurs formateurs.

En guise de conclusion le principal concerné a cru rationnel d'exhorter les responsables du pays à faire la promotion de ces genres d'activités personnalisé, d'améliorer ses capacités physiques et mentales, à travers la gestion de ses émotions et à l'entretien de sa motivation

Respecter les directives d'éthiques et les normes professionnelles. Etablir le contrat de coaching : Comprendre ce qui est exigé et se mettre d'accord avec les jeunes sur les procédures et la relation de coaching. Construire un climat fondé sur la confiance et le respect. Créer une relation spontanée avec les Jeunes par une communication ouverte, souple et rassurante. Être capable d'intégrer et d'évaluer avec précision les multiples sources d'information et présenter des suggestions qui aident les jeunes à atteindre les objectifs fixés.

# Nan moman listwa nou ye jodi a, mas Pèp la fèt pou soti kaye l

*«Lide kòrèk yo toujou sèvi pèp yo,lide makawon yo toujou sèvi lenmi pèp yo»*

**Louis Althusser**



**Manifestasyon popilè**

Pawòl la di kreyon pèp la pa gen gòm, kidonk li pa kapab efase sa l fin ekri. Si pawòl sa te vre, se t ap yon bon bagay pou lit la paske li t ap pèmèt evite refè èrè ki te fèt deja nan dinamik batay yo. Nan regade kaye kote nou ekri non lenmi, sa t ap pèmèt nou vanse pi vit, pi djanm, pi kòdyòm. Men sa nou te ekri nan yon atik jounal Alaso te pibliye nan lane 2018 :

Gen yon pwoblèm fondamantalman politik tout revolisyonè gen pou poze epi reponn nan pratik militan tankou nan teyori se kesyon kouman fini ak lòd ki la a, lòd ki etabli pou defann enterè yon ti gwoup privilejye, pou pase nan yon lòt lòd ki pi jis nan enterè tout moun oswa nan enterè kategori moun pi lajman laj. Si se vre yon apwòch konsa pa opoze ak demach rive pran aparèy pouvwa politik ki la a, apwòch la pa nesesèman redwi ak demach sa paske pouvwa politik ki la a se senpman yon fòm ak yon ekspresyon lòd etabli a. Lòd etabli a genyen plizyè lòt figi epi li genyen pi fondamantalman ladan l tou pouvwa ekonomik la, pouvwa sosyal, kiltirèl elt... Pou yon revolisyonè kominis, nan yon pèspektiv dyalektik matery-

!!! Menmlè li rale kreyon l make sa k pase yo, sa rive souvan nou retounen pase nan menm wout nou te fè deja. Paske memwa nou kout, paske tou nou tèlman gen lòt bagay ki pase nan premye plan. Sa rive souvan tou, moun ki swadizan lidè yo mennen nou sou menm tras pye n te fè avanyè. Fwa sa a, sa pap pase konsa.

San nou pa paranòy, nou fèt pou n konnen lenmi pèp la pi plis pase zanmi l. Se sa k fè li klè fò n gen tan idantifye tout lenmi yo. Gen lenmi ki klè, nou pa kapab twonpe n sou yo menmsi je n ta fèmen yo nan boujwazi a (gwo ak mwayèn boujwa yo), gen puisans enperyalis ak neyokolonyalis yo (USA, Lafrans, Kanada, UE elt... ak ajan lokal yo genyen nan peyi

jwèt yo ap vin jwe pi devan. Epitou gen pifò Laprès la jounen jodi a ak tout kò represif, gang ak inifòm, k ap defann lòd sosyal yo, Lapolis, Lame, ajans sekirite elt...

Menm nan mitan nou, fò n idantifye moun k ap travay pou kenbe sistèm nan tennfas oswa ki bezwen jis fè ti chanjman sou pwèl retire kò w ban m mete pa m. Dayè nou tout konnen gen kèk zanmi ou genyen, ou pa menm bezwen gen lenmi ankò. Se zanmi nan dan ! Zanmi lè sa bon ! Rapid vit yo pral kòmanse di nou retire kò n, yo pral mande nou rantre lakay nou al tann – ki lakay ? yo pral di yo pral travay pou nou remèt yo pouvwa, yo pral mande pou n aji ak disiplin.

Li posib menm ansanm ak patwon yo, yo gen dwa pran de-

yon egzanp.
Tizou :Koute Manman Klè.
Manman Klè : Wi..m ap koute.
Tizou :Ou mè pòv sou Latè, w apral rich nan syèl.
Manman Klè : Kisa ?
Tizou : Sa w tande a..Kounyela wa sispann plenyen
Manman Klè : Adje Mesye!.. Sispann Kale pwa..bòl la plen..
Tizou :Kisa ou vle di la Manman Klè ?
Manman Klè : Mwen ta vle di: moun rich yo rich depi la Kreyasyon..men malere yo dwe tann mwen nan yon langaj mwen pa menm konprann..
Manman KLè : Ki langaj sa ?
Tizou : Li di m: Tekit izi...
Manaman Klè : Bon.. Se sa mwen te di w : Tekit Izi a vle di:
Malere dwe tann tankou pwatann jijman dènye pou li ere.
Tizou : Adje Mesye.. Ou gen rezon Manman Klè: Sa yon moun pa konnen pi gran pase w.

**Cauvin Paul**

*Suite de la page (4)*

la tenue de ces activités.

Le Camp d'Eté de la Fraternité 2019 a connu un succès surprenant. C'était en outre l'occasion propice pour plus de 90 enfants de profiter de quatre semaines d'activités sportives de qualité tout en se liant d'amitié avec des compatriotes venus d'horizons divers. Ce camp d'été a permis d'établir de solides liens entre les enfants et les formateurs, qui se sont réjouis de partager leurs connaissances sportives avec les futurs formateurs.

En guise de conclusion le principal concerné a cru rationnel d'exhorter les responsables du pays à faire la promotion de ces genres d'activités pouvant aider à combattre la délinquance juvénile, tout en contribuant activement à la formation sportive, civique et citoyenne des générations futures. Car c'est tout à fait évident que c'est à elles qu'il incombe entre autres la lourde responsabilité de perpétuer le cycle sportif en tant que loisir par excellence dans un contexte socioéconomique et politique où tout est frustration, traumatisme et stress.

"De beaux gestes techniques agréablement satisfaisants tels le passement de jambes, la roulette, le petit et le grand pont, le coup du sombrero, le panenka. Et, nul n'est sans savoir que ce sont ces gestes qui font la richesse et la beauté du jeu et qui encourage les spectateurs à s'y intéresser le plus". Telles ont été les impressions de Louis Darlens qui nous a appris que Duckens Nazon et Steeven Saba sont ses idoles. Du coup, il s'est promis à l'instar de ses modèles dans le football haïtien, de porter les couleurs nationales qu'il aura à defender du bec et des ongles.

**Informations sur Ronald St. Hilaire**

personnalisé, d'améliorer ses capacités physiques et mentales, à travers la gestion de ses émotions et à l'entretien de sa motivation

Respecter les directives d'éthiques et les normes professionnelles. Etablir le contrat de coaching : Comprendre ce qui est exigé et se mettre d'accord avec les jeunes sur les procédures et la relation de coaching. Construire un climat fondé sur la confiance et le respect. Créer une relation spontanée avec les Jeunes par une communication ouverte, souple et rassurante. Être capable d'intégrer et d'évaluer avec précision les multiples sources d'information et présenter des suggestions qui aident les jeunes à atteindre les objectifs fixés.

Expériences Professionnelles. Moniteur au Comité Olympique Haïtien. Entraineur & Arbitre à la Fédération Haïtienne de Tennis, Coordonnateur Général de l'Ecole Sport Jean Marie de la Mennais (ESJMM). Constructeur de Parasismique, Technicien en Bâtiment Formations FIFAO Soccer Certificate.

Certificat d'Entraineur en Ligue Basket Ball de Pétion-Ville. Animation Sportive (C.O.H) Court niveau 1. International Badminton. Comité Olympique Haïtien (C.OH) IST/VIH/SIDA, Planification familiale. Environnement. Diplôme d'entraineur National Fédération Haïtienne de Tennis. Diplôme d'Entraineur de Tennis International (ITF). Certificat d'Entraineur Comité Olympique. International. Certificat Fédération Haïtienne de Football.

ap yon bon bagay pou lit la paske li t ap pèmèt evite refè èrè ki te fèt deja nan dinamik batay yo. Nan regade kaye kote nou ekri non lenmi, sa t ap pèmèt nou vanse pi vit, pi djanm, pi kòdyòm. Men sa nou te ekri nan yon atik jounal Alaso te pibliye nan lane 2018 :

Gen yon pwoblèm fondamantalman politik tout revolisyonè gen pou poze epi reponn nan pratik militan tankou nan teyori se kesyon kouman fini ak lòd ki la a, lòd ki etabli pou defann enterè yon ti gwoup privilejye, pou pase nan yon lòt lòd ki pi jis nan enterè tout moun oswa nan enterè kategori moun pi lajman laj. Si se vre yon apwòch konsa pa opoze ak demach rive pran aparèy pouvwa politik ki la a, apwòch la pa nesesèman redwi ak demach sa paske pouvwa politik ki la a se senpman yon fòm ak yon ekspresyon lòd etabli a. Lòd etabli a genyen plizyè lòt figi epi li genyen pi fondamantalman ladan l tou pouvwa ekonomik la, pouvwa sosyal, kiltirèl elt... Pou yon revolisyonè kominis, nan yon pèspektiv dyalektik materyalis, kesyon ki parèt pi marande ak ranvèse lòd etabli a se kesyon ranvèse ak kapote pouvwa ekonomik la poutèt se rapò ekonomik yo – rapò pwodiksyon yo - ki sèvi baz pou tout lòt rapò anndan sosyete a. Moun ki gen pouvwa ekonomik yo, se yo menm ki kontwole sosyete a epi yo enpoze yon fason oswa yon lòt enterè yo kòm enterè tout rès sosyete a.

Se pa t yon pawòl anlè. Li te dwe prepare n pou nou dètèmine aklè nan dinamik batay nou ye jounen jodi a kilès ki lenmi, kont kilès n ap batay sitou lè n ap pale chavire sistèm nan. Nan eksperyans batay dènye tan sa yo mas pèp la pran gwo kou, li pran anpil kou !!! Menmlè li rale kreyon l make sa k pase yo, sa rive souvan nou retounen pase nan menm wout nou te fè deja. Paske memwa nou kout, paske tou nou tèlman gen lòt bagay ki pase nan premye plan. Sa rive souvan tou, moun ki swadizan lidè yo mennen nou sou menm tras pye n te fè avanyè. Fwa sa a, sa pap pase konsa.



**Manifestasyon popilè**

San nou pa paranòy, nou fèt pou n konnen lenmi pèp la pi plis pase zanmi l. Se sa k fè li klè fò n gen tan idantifye tout lenmi yo. Gen lenmi ki klè, nou pa kapab twonpe n sou yo menmsi je n ta fèmen yo nan boujwazi a (gwo ak mwayèn boujwa yo), gen puisans enperyalis ak neyokolonyalis yo (USA, Lafrans, Kanada, UE elt... ak ajan lokal yo genyen nan peyi a), gen politisyen mafya yo (anpil abolotcho). Gen lenmi ki pa fin two klè yo nan kategori sa sitou gen yon bon pòsyon nan tiboujwazi souflantyou sistèm lan, souvan se yo menm kategori retwograd yo itilize sou baz yo pi pwòch pèp la, yo soti nan matris li, yo konn kondisyon l, sitiyasyon l, yo konnen ki jan pou yo pale avè l. Youn nan rèv yo se entegre blòk ki sou pouvwa nan sistèm dominasyon an pou mennen menm lavi ak yo. Nan mòd konjonkti sa yo, fò n veye yo anpil. Se okazyon pou yo fè pwomosyon sou do batay mas Pèp la. Si n al gade nan istwa n ap wè kijan yo konn opere sa ap pèmèt nou we pi klè nan mòd jwèt yo ap vin jwe pi devan. Epitou gen pifò Laprès la jounen jodi a ak tout kò represif, gang ak inifòm, k ap defann lòd sosyal yo, Lapolis, Lame, ajans sekirite elt...

Menm nan mitan nou, fò n idantifye moun k ap travay pou kenbe sistèm nan tennfas oswa ki bezwen jis fè ti chanjman sou pwèl retire kò w ban m mete pa m. Dayè nou tout konnen gen kèk zanmi ou genyen, ou pa menm bezwen gen lenmi ankò. Se zanmi nan dan ! Zanmi lè sa bon ! Rapid vit yo pral kòmanse di nou retire kò n, yo pral mande nou rantre lakay nou al tann – ki lakay ? yo pral di yo pral travay pou nou remèt yo pouvwa, yo pral mande pou n aji ak disiplin.

Li posib menm ansanm ak patwon yo, yo gen dwa pran detwa ti desizyon kosmetik – tankou desann pri manje, bay de twa ti djòb degouden elt... - men fò n klè depi n dakò rantre nou pèdi. Batay la se pou chanje sistèm apatay la nèt alkole, se pou fini ak sistèm kapitalis la. Nou pap mande lacharite ni nou pap mande moun pou fè anyen pou nou, sa nou vle se pran desten nou men. Se planifye lavi nou, planifye egzistans nou ! N ap gonfle venn nou, touse ponyèt nou : Nou konn kote n soti - Nou konn kote n prale - Toutotan n pa rive - Batay la fenk kòmanse !

**Kolektif Kanmarad Janil Prezan ak Gwoup « Rhizomes » Jiyè-Sektanm 2019**



# KOMEMORASYON BATAY VÈTYÈ

1803-2019, 216 lane apre viktwa lame endijèn

En guise de conclusion le principal concerné a cru rationnel d'exhorter les responsables du pays à faire la promotion de ces genres d'activités pouvant aider à combattre la délinquance juvénile, tout en contribuant activement à la formation sportive, civique et citoyenne des générations futures. Car c'est tout à fait évident que c'est à elles qu'il incombe entre autres la lourde responsabilité de perpétuer le cycle sportif en tant que loisir par excellence dans un contexte socioéconomique et politique où tout est frustration, traumatisme et stress.

"De beaux gestes techniques agréablement satisfaisants tels le passement de jambes, la roulette, le petit et le grand pont, le coup du sombrero, le panenka. Et, nul n'est sans savoir que ce sont ces gestes qui font la richesse et la beauté du jeu et qui encourage les spectateurs à s'y intéresser le plus". Telles ont été les impressions de Louis Darlens qui nous a appris que Duckens Nazon et Steeven Saba sont ses idoles. Du coup, il s'est promis à l'instar de ses modèles dans le football haïtien, de porter les couleurs nationales qu'il aura à defender du bec et des ongles.

**Informations sur Ronald St. Hilaire**

L'entraîneur Ronald St. Hilaire nous a appris que l'École de Sport Jean Marie de la Mennais (ESJMM) qui s'adonne à la formation des enfants et compte déjà neuf (9) ans d'existence est dument enregistrée au Service des Organisations Sociales du Ministère des Affaires Sociales et du Travail. L'École assiste des personnes dans leur entraînement physique, motive les Jeunes pour les porter à se fixer des objectifs et les conseille sur la faisabilité de livraison des services.

Mesurer la force et les faiblesses des Jeunes et évaluer leur forme physique. Ces évaluations sont de préférence réalisées avant et après un programme d'exercices (macro-cycle) pour mesurer l'amélioration de la condition physique. Arriver à déterminer les points forts et les points faibles de chacun, lui permettre d'élaborer un véritable programme sur-mesure. Permettre au sportif, grâce à un coaching d'évaluer avec précision les multiples sources d'information et présenter des suggestions qui aident les jeunes à atteindre les objectifs fixés.

Expériences Professionnelles. Moniteur au Comité Olympique Haïtien. Entraineur & Arbitre à la Fédération Haïtienne de Tennis, Coordonnateur Général de l'Ecole Sport Jean Marie de la Mennais (ESJMM). Constructeur de Parasismique, Technicien en Bâtiment Formations FIFAO Soccer Certificate.

Certificat d'Entraineur en Ligue Basket Ball de Pétion-Ville. Animation Sportive (C.O.H) Court niveau 1. International Badminton. Comité Olympique Haïtien (C.OH) IST/VIH/SIDA, Planification familiale. Environnement. Diplôme d'entraineur National Fédération Haïtienne de Tennis. Diplôme d'Entraineur de Tennis International (ITF). Certificat d'Entraineur Comité Olympique. International. Certificat Fédération Haïtienne de Football.

pouvwa sosyal, kiltirel elt… Pou yon revolisyonè kominis, nan yon pèspektiv dyalektik materyalis, kesyon ki parèt pi marande ak ranvèse lòd etabli a se kesyon ranvèse ak kapote pouvwa ekonomik la poutèt se rapò ekonomik yo – rapò pwodiksyon yo - ki sèvi baz pou tout lòt rapò anndan sosyete a. Moun ki gen pouvwa ekonomik yo, se yo menm ki kontwole sosyete a epi yo enpoze yon fason oswa yon lòt enterè yo kòm enterè tout rès sosyete a.

Se pa t yon pawòl anlè. Li te dwe prepare n pou nou dètèmine aklè nan dinamik batay nou ye jounen jodi a kilès ki lenmi, kont kilès n ap batay sitou lè n ap pale chavire sistèm nan. Nan eksperyans batay dènye tan sa yo mas pèp la pran gwo kou, li pran anpil kou enperyalis ak neyokolonyalis yo (USA, Lafrans, Kanada, UE elt… ak ajan lokal yo genyen nan peyi a), gen politisyen mafya yo (anpil abolotcho). Gen lenmi ki pa fin two klè yo nan kategori sa sitou gen yon bon pòsyon nan tiboujwazi souflantyou sistèm lan, souvan se yo menm kategori retwograd yo itilize sou baz yo pi pwòch pèp la, yo soti nan matris li, yo konn kondisyon l, sitiyasyon l, yo konnen ki jan pou yo pale avè l. Youn nan rèv yo se entegre blòk ki sou pouvwa nan sistèm dominasyon an pou mennen menm lavi ak yo. Nan mòd konjonkti sa yo, fò n veye yo anpil. Se okazyon pou yo fè pwomosyon sou do batay mas Pèp la. Si n al gade nan istwa n ap wè kijan yo konn opere sa ap pèmèt nou we pi klè nan mòd yo pral mande pou n aji ak disiplin.

Li posib menm ansanm ak patwon yo, yo gen dwa pran detwa ti desizyon kosmetik – tankou desann pri manje, bay de twa ti djòb degouden elt… - men fò n klè depi n dakò rantre nou pèdi. Batay la se pou chanje sistèm apatay la nèt alkole, se pou fini ak sistèm kapitalis la. Nou pap mande lacharite ni nou pap mande moun pou fè anyen pou nou, sa nou vle se pran desten nou men. Se planifye lavi nou, planifye egzistans nou ! N ap gonfle venn nou, touse ponyèt nou : Nou konn kote n soti - Nou konn kote n prale - Toutotan n pa rive - Batay la fenk kòmanse !

**Kolektif Kanmarad Janil Prezan ak Gwoup « Rhizomes » Jiyè-Sektanm 2019**



# KOMEMORASYON BATAY VÈTYÈ

1803-2019, 216 lane apre viktwa lame endijèn lan nan Vètyè, Ayiti Toma sou okipasyon. Jounal Ayiti Libète ak Konbit Ayisyen pou Kore Lakay (KAKOLA) ap envite w nan yon fowòm sou enpòtans kokennchenn viktwa sa a pou limanite.



Nou pral debat ansanm:

- Kisa Batay Vètyè a aprann limanite.
- Kijan nou ka itilize leson Batay Vètyè a jounen jodi a pandan pèp la kanpe sou sèn politik la pou li defann dwa li epi pouse revandikasyon l yo?

Vin anfoul Fete kokennchenn viktwa sa a!

Dimanch 17 novanm 2019, 7è nan aswè
Nan sal Harry Numa
Nan lokal Haïti Liberté
1583 Albany Ave (kwen Glenwood Road)
Brooklyn, NY 11210

Antre Gratis!
Pou plis enfòmasyon rele (917) 251-6057,
Osnon E-mail konbitla@yahoo.com

# Les verrues sociales que cache la PASSERELLE !

**Par Stephen William PHELPS**

Le dimanche 20 octobre, j'ai été participer à la manifestation / mobilisation convoquée par certains artistes dont principalement Izolan et comme à mon habitude, j'ai pris des centaines de photos tout en constatant les manœuvres de récupération/ détournement carnavalesque de cette manifestation pourtant authentiquement Populaire et ou la présence de nombreux militants de Conviction était notée.

Quand les esprits seront plus apaisés, je reviendrai sur les manoeuvres de récupération / détournement...car il faut bien enfin savoir / pouvoir honnêtement et lucidement tirer les leçons de tant d'échecs du Mouvement Populaire Haïtien et ce, en dépit de tant et de tant d'Énergie investie et surtout, en dépit de tant et de tant de SANG Versé, de tant de Vies Fauchées!!

Mon propos aujourd'hui est de Vous présenter, de présenter à votre CONSCIENCE une IMAGE, un état de fait que pourtant Beaucoup ont Ignoré ou ont feint, par manque patent d'Humanité , de N'avoir Pas Vu sur la passerelle située à hauteur de Delmas 33/ 32 et où des centaines de Citoyens Ordinaires et des journalistes sont pourtant passés pour prendre de belles prises de Vues Panoramiques de la seconde mobilisation des artistes en date du 20 Octobre 2019 qui avait pour triple slogan dominant : " Jojo Dòmi Deyò, An n Fè Yon Ti Kouri, Leve Men Nou Anlè", petite bouteille de rhum plat dans la poche arrière!!

Quand j'évoque la CONSCIENCE, je ne Parle pas de Conscience Citoyenne Haïtienne : Non ! Je Parle de Conscience HUMAINE et je vais vous Faire Comprendre car la Photo Publiée Ne DIT PAS TOUT et Ne DIT Pas l'ESSENTIEL !!!

En fait, quand j'évoque "les Verrues Sociales que Cache La Passerelle" je fais allusion à cette passerelle de Delmas 33 / 32 qui est transformée, la nuit tombée, à la fois en Dortoir (pour des Enfants de Rues d'un très Jeune Age qui sont complètement abandonnés : 6, 8 12 ans) , en lieu de Baise et de Prostitution et en LATRINE en Hauteur !!!

Et là , à 2 pas de la Télévision Nationale d'Haïti, tout se Melange : La BAISE, les Enfants qui Dorment et se Font Baiser et Contaminer entre autres par le SIDA à 6 , 8 ou 12 ans et la MERDE qui est Omniprésente dans les boites dites "A emporter" qui jonchent les haillons qui servent à Réchauffer les Petits Anges quand le Froid de la Nuit devient Insupportable .

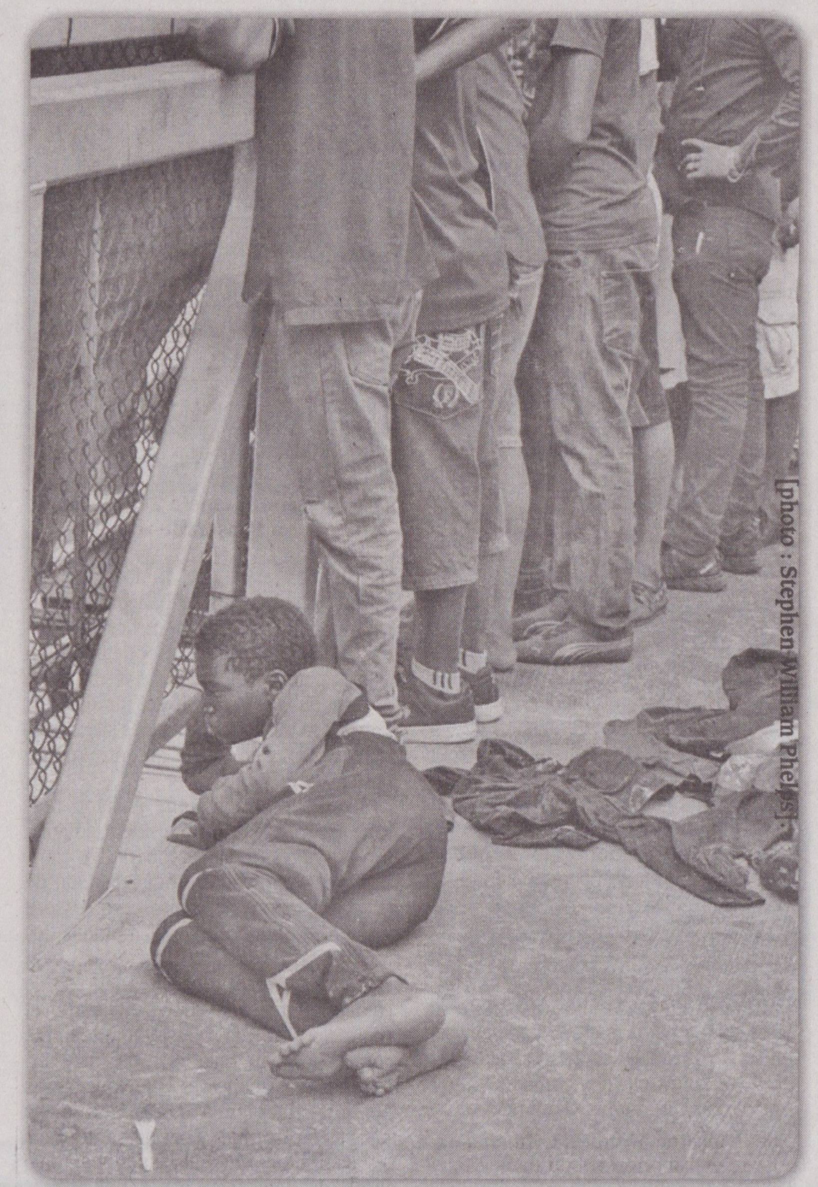
Certes, les passants qui montent et descendent le long de la route de Delmas diront qu'ils ne savent pas qu'il y a tout cela au haut de la Passerelle et les automobilistes huppés , toutes vitres montées , ne prendront pas l'odeur des matières fécales qui émane de la Belle Passerelle et diront tranquillement : " Ayiti pa m lan diferan" !!!

Le dimanche 20 octobre 2019 c'est " la Manif des artistes " qui faisaient le BUZZ et tous ceux, simples citoyens et journalistes sont montés, tout comme Moi, sur cette passerelle pour prendre de belles photos à poster en enjambant rapidement ce Petit ANGE couché à côté d'une pile de haillons vers midi et en se pinçant le nez pour ne pas prendre l'odeur forte de MERDE que dégageaient les boîtes en Polystyrène plein de matières fécales dégoulinantes entourant ce petit à l'air drogué , indifférent et Inerte presque, face à l'agitation ambiante !

Le Petit : Notre ENFANT à Tous et à Toutes, Notre Petit Frère à Tous et à toutes que la plupart d'entre nous ONT FEINT DE NE PAS VOIR Pour Avoir la Pseudo Conscience Tranquille, présents sur cette MAUDITE et HYPOCRITE PASSERELLE paraissant Si Belle pour Ceux et Celles qui Ne Savent Par Regarder avec les yeux du Cœur. Si Personne ne Parle pour LUI, si personne ne Revendique pour Lui , si Personne Ne Cherche Une Petite Place Pour Lui dans l'Haïti de DEMAIN, c'est que Le Changement de Système n'est toujours, malheureusement qu'un Lointain et Inaccessible MIRAGE !

En Fait Lui, ce Petit Ange, c'est Elle aussi car il y a de plus en plus de Petites Filles dans les RUES aussi et puis ils sont des centaines et des milliers et des dizaines de milliers et des centaines de milliers qui n'ont plus de familles, plus de toits, qui n'ont Jamais Connu l'École et qui Mangent, Dorment et Se Font Baiser près des Piles de FATRAS, près des boîtes " À. Emporter" dégoulinantes de matières fécales dans une Société en Putréfaction Avancée qui a Emporté Tous les REVES d'AVENIR de ses ANGES qui Demain par instinct de Survie seront transformés en Ouvriers du racket, de Tous les Rackets ... ayant emmagasiné toute la HAINE d'une Société Mortifère qui dès leur plus jeune âge, ne leur a offert que la VIOLENCE, le MÉPRIS, l'HUMILIATION et la MORT!!

J'ai beaucoup hésité à faire ce cliché, je l'ai fait furtivement, un peu Honteux de Violer l'Intimité de Ce Petit ANGE au milieu des FATRAS . Depuis , cette IMAGE Me Hante, Me TOURMENTE et



[photo : Stephen William Phelps]

Par Stephen William PHELPS

Le dimanche 20 octobre, j'ai été participer à la manifestation / mobilisation convoquée par certains artistes dont principalement Izolan et comme à mon habitude, j'ai pris des centaines de photos tout en constatant les manœuvres de récupération/ détournement carnavalesque de cette manifestation pourtant authentiquement Populaire et ou la présence de nombreux militants de Conviction était notée.

Quand les esprits seront plus apaisés, je reviendrai sur les manoeuvres de récupération / détournement...car il faut bien enfin savoir / pouvoir honnêtement et lucidement tirer les leçons de tant d'échecs du Mouvement Populaire Haïtien et ce, en dépit de tant et de tant d'Énergie investie et surtout, en dépit de tant et de tant de SANG Versé, de tant de Vies Fauchées!!

Mon propos aujourd'hui est de Vous présenter, de présenter à votre CONSCIENCE une IMAGE, un état de fait que pourtant Beaucoup ont Ignoré ou ont feint, par manque patent d'Humanité , de N'avoir Pas Vu sur la passerelle située à hauteur de Delmas 33/ 32 et où des centaines de Citoyens Ordinaires et des journalistes sont pourtant passés pour prendre de belles prises de Vues Panoramiques de la seconde mobilisation des artistes en date du 20 Octobre 2019 qui avait pour triple slogan dominant : " Jojo Dòmi Deyò, An n Fè Yon Ti Kouri, Leve Men Nou Anlè", petite bouteille de rhum plat dans la poche arrière!!

Quand j'évoque la CONSCIENCE, je ne Parle pas de Conscience Citoyenne Haïtienne : Non ! Je Parle de Conscience HUMAINE et je vais vous Faire Comprendre car la Photo Publiée Ne DIT PAS TOUT et Ne DIT Pas l'ESSENTIEL !!!

En fait, quand j'évoque "les Verrues Sociales que Cache La Passerelle" je fais allusion à cette passerelle de Delmas 33 / 32 qui est transformée, la nuit tombée, à la fois en Dortoir (pour des Enfants de Rues d'un très Jeune Age qui sont complètement abandonnés : 6, 8 12 ans) , en lieu de Baise et de Prostitution et en LATRINE en Hauteur !!!

Et là , à 2 pas de la Télévision Nationale d'Haïti, tout se Melange : La BAISE, les Enfants qui Dorment et se Font Baiser et Contaminer entre autres par le SIDA à 6 , 8 ou 12 ans et la MERDE qui est Omniprésente dans les boites dites "A emporter" qui jonchent les haillons qui servent à Réchauffer les Petits Anges quand le Froid de la Nuit devient Insupportable .

Certes, les passants qui montent et descendent le long de la route de Delmas diront qu'ils ne savent pas qu'il y a tout cela au haut de la Passerelle et les automobilistes huppés , toutes vitres montées , ne prendront pas l'odeur des matières fécales qui émane de la Belle Passerelle et diront tranquillement : " Ayiti pa m lan diferan" !!!

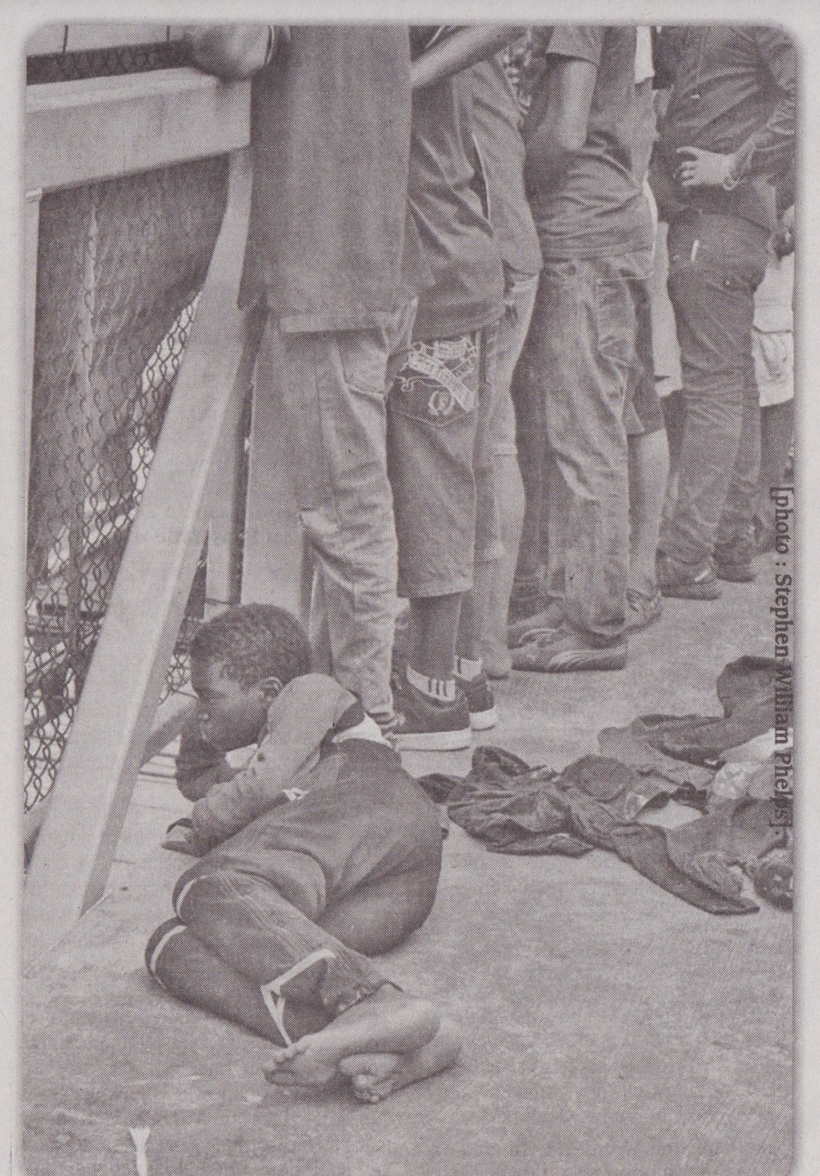
Le dimanche 20 octobre 2019 c'est " la Manif des artistes " qui faisaient le BUZZ et tous ceux, simples citoyens et journalistes sont montés, tout comme Moi, sur cette passerelle pour prendre de belles photos à poster en enjambant rapidement ce Petit ANGE couché à côté d'une pile de haillons vers midi et en se pinçant le nez pour ne pas prendre l'odeur forte de MERDE que dégageaient les boîtes en Polystyrène plein de matières fécales dégoulinantes entourant ce petit à l'air drogué , indifférent et Inerte presque, face à l'agitation ambiante !

Le Petit : Notre ENFANT à Tous et à Toutes, Notre Petit Frère à Tous et à toutes que la plupart d'entre nous ONT FEINT DE NE PAS VOIR Pour Avoir la Pseudo Conscience Tranquille, présents sur cette MAUDITE et HYPOCRITE PASSERELLE paraissant Si Belle pour Ceux et Celles qui Ne Savent Par Regarder avec les yeux du Cœur. Si Personne ne Parle pour LUI, si personne ne Revendique pour Lui , si Personne Ne Cherche Une Petite Place Pour Lui dans l'Haïti de DEMAIN, c'est que Le Changement de Système n'est toujours, malheureusement qu'un Lointain et Inaccessible MIRAGE !

En Fait Lui, ce Petit Ange, c'est Elle aussi car il y a de plus en plus de Petites Filles dans les RUES aussi et puis ils sont des centaines et des milliers et des dizaines de milliers et des centaines de milliers qui n'ont plus de familles, plus de toits, qui n'ont Jamais Connu l'École et qui Mangent, Dorment et Se Font Baiser près des Piles de FATRAS, près des boîtes " À. Emporter" dégoulinantes de matières fécales dans une Société en Putréfaction Avancée qui a Emporté Tous les REVES d'AVENIR de ses ANGES qui Demain par instinct de Survie seront transformés en Ouvriers du racket, de Tous les Rackets ... ayant emmagasiné toute la HAINE d'une Société Mortifère qui dès leur plus jeune âge, ne leur a offert que la VIOLENCE, le MÉPRIS, l'HUMILIATION et la MORT!!

J'ai beaucoup hésité à faire ce cliché, je l'ai fait furtivement, un peu Honteux de Violer l'Intimité de Ce Petit ANGE au milieu des FATRAS . Depuis , cette IMAGE Me Hante, Me TOURMENTE et le seul exutoire que j'ai trouvé à ce cauchemar, est de Publier, de Partager avec Vous Cette image TERRIBLE afin que Votre Esprit Soit aussi tourmenté et que Vous puissiez Prendre Conscience de la VRAIE VIOLENCE SOCIALE que beaucoup Feignent de ne pas Voir !

Puisqu'une image vaut Mille mots, regardez bien, SCRUTEZ bien Cette IMAGE en Ouvrant Votre Cœur d'ETRE HUMAIN afin de COMPRENDRE les conséquences immédiates de la Violence Sociale et Economique exercée par une OLIGARCHIE Rapace et un ETAT MAFIEUX et Complice ! Vous Pourrez alors Identifier la SOURCE


[photo : Stephen William Phelps]

Vite afin d'Établir Enfin en Haïti Une Société de JUSTICE Economique et Sociale, une Société authentiquement fraternelle et SOLIDAIRE!!

Enfin, je dois vous faire une petite Confidence : depuis, Je Ne Fais Plus CONFIANCE aux belles et Hypocrites PASSERELLES qui Abritent et Cachent tant de MISERES HUMAINES tout en Exhibant effrontément, Audacieusement : des Apparences de Progrès et de Changements sans Fondements !

Le Changement VERITABLE, le Changement SOCIAL Authentique Se Fera Par la LUTTE, sur les BARRICADES et avec l'accompagnement d'Organisa-

avec ces pseudos Rassemblements hétéroclites et sans Direction Populaire et Démocratique claire pour soi-disant accumuler des " forces" Politiques avec des éléments / "Leadeurs" Réactionnaires qui ont, durant ces 30 dernières années donnés tant de coups de couteau dans le DOS du Peuple Haïtien en LUTTE PERMANENTE pour la SURVIE! La présence de ces manipulateurs, de ces manœuvriers politiques à la solde de l'Impérialisme américain dans la majorité des cas, ne peut que nous conduire à CONTINUER A TOURNER EN ROND !

La LUTTE doit donc CONTINUER mais Avec Plus d'INTENSITE mais aussi

Quand j'évoque la CONSCIENCE, prendre l'odeur forte de MERDE que



che, je l'ai fait furtivement, un peu Honteux de Violer l'Intimité de Ce Petit ANGE au milieu des FATRAS . Depuis , cette IMAGE Me Hante, Me TOURMENTE et le seul exutoire que j'ai trouvé à ce cauchemar, est de Publier, de Partager avec Vous Cette image TERRIBLE afin que Votre Esprit Soit aussi tourmenté et que Vous puissiez Prendre Conscience de la VRAIE VIOLENCE SOCIALE que beaucoup Feignent de ne pas Voir !

Puisqu'une image vaut Mille mots, regardez bien, SCRUTEZ bien Cette IMAGE en Ouvrant Votre Cœur d'ETRE HUMAIN afin de COMPRENDRE les conséquences immédiates de la Violence Sociale et Economique exercée par une OLIGARCHIE Rapace et un ETAT MAFIEUX et Complice ! Vous Pourrez alors Identifier la SOURCE PRINCIPALE de la VIOLENCE actuelle et les ennemis Bi Séculaire du Peuple Souffrant que les militants conscients et Organisés Doivent NEUTRALISER au plus Vite afin d'Établir Enfin en Haïti Une Société de JUSTICE Economique et Sociale, une Société authentiquement fraternelle et SOLIDAIRE!!

Enfin, je dois vous faire une petite Confidence : depuis, Je Ne Fais Plus CONFIANCE aux belles et Hypocrites PASSERELLES qui Abritent et Cachent tant de MISERES HUMAINES tout en Exhibant effrontément, Audacieusement : des Apparences de Progrès et de Changements sans Fondements !

Le Changement VERITABLE, le Changement SOCIAL Authentique Se Fera Par la LUTTE, sur les BARRICADES et avec l'accompagnement d'Organisations Politiques Progressistes et Disciplinés. Certes, la LUTTE Sera LONGUE, car Ce SYSTEME MORTIFERE a des Racines Profondes!!

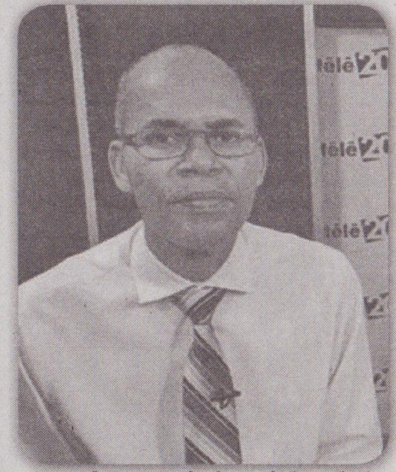
Il Faut en Finir cependant, avec ces pseudos Rassemblements hétéroclites et sans Direction Populaire et Démocratique claire pour soi-disant accumuler des " forces" Politiques avec des éléments / "Leadeurs" Réactionnaires qui ont, durant ces 30 dernières années donnés tant de coups de couteau dans le DOS du Peuple Haïtien en LUTTE PERMANENTE pour la SURVIE! La présence de ces manipulateurs, de ces manœuvriers politiques à la solde de l'Impérialisme américain dans la majorité des cas, ne peut que nous conduire à CONTINUER A TOURNER EN ROND !

La LUTTE doit donc CONTINUER mais Avec Plus d'INTENSITE mais aussi avec Moins de Confusion Idéologique et Moins d'Alliances Contre Nature !!!

**Stephen William PHELPS, Port-au-Prince, le 4 novembre 2019.**

# Haïti, les irréductibles !

À chacun sa stratégie et sa méthode. Dans la crise politique et institutionnelle qui transcende la société haïtienne depuis trois mois, les acteurs s'inventent d'ingéniosité pour convaincre la population du bien-fondé d'une part de la lutte pour chasser le Président Jovenel Moïse du pouvoir et d'autre part de la résistance de celui-ci qui tient mordicus à demeurer au Palais national contre vents et marrées. Les deux camps tentent par tous les moyens de maintenir la flamme jusqu'à ce qu'un maillon se désolidarise éventuellement de la chaîne de résistance. À ce petit jeu, le pays et le peuple haïtien ont des soucis à se faire dans la mesure où les deux camps demeurent convaincus qu'ils ont chacun raison sur toute la ligne et de fait, tôt ou tard, l'un ou l'autre finira par mettre KO son adversaire.



**Le Professeur Lémète Zéphyr de la « Passerelle »**

Si personne ne s'étonne de l'inventivité de l'opposition à trouver des stratégies pour continuer à rassembler le plus de monde possible dans son combat contre le régime, ce qui étonne plus d'un c'est la méthode employée par le chef de l'Etat pour continuer à faire diversion et de surcroît faire semblant de garder la main sur l'appareil de l'Etat. Quelqu'un de l'extérieur du pays et qui ne s'intéresse point aux flux d'informations diffusés par les réseaux sociaux et qui, par hasard, tombe sur l'entretien que le Président Jovenel Moïse a accordé aux deux journalistes de radio télé Métropole le lundi 28 octobre 2019 sur la conjoncture politique haïtienne n'aurait aucun doute à croire que dans ce pays c'est tout va bien madame la Marquise, à part quelques manifestations çà et là conduites par des emmerdeurs qui ont parfois des sautes d'humeur contre le gouvernement en place.

On est surpris, voire étonné du calme avec lequel le Président d'un pays

Or, il semblerait que le locataire du Palais national dont le bail prendra fin logiquement en 2022 mais dont le contrat qui le lie avec les propriétaires, en clair le peuple haïtien, a été résilié faute de n'avoir pas su tenir ses promesses, jure sur sa vie et sur la vie des siens qu'il n'abandonnerait ce lieu qu'entre quatre morceaux de planche.

Pour justifier cette position radicale et insensée, le Président Jovenel Moïse, après avoir été dans la clandestinité durant une longue période de la contestation populaire, est ressorti motivé et, curieusement, multiplie les interventions médiatiques très bien encadrées. Après une première sortie catastrophique à 2 heures du matin et naturellement sans résultat escompté compte-tenu la bizarrerie de cette intervention « Chanpwèl » quelques jours après, il est revenu à la charge cette fois sous forme de Conférence de presse dans les jardins de son Palais national, une façon de démontrer à ses adversaires qui, selon lui, n'arriveraient jamais à se mettre d'accord pour le partage du pouvoir. Pour le Président, son mandat de cinq années n'est pas négociable. Et pour cause. Ce sont les bénéficiaires de ce qu'il appelle le « Système » qui veulent sa peau pas forcément les millions de manifestants. Ceux qui, durant des décennies, ont fait leur beurre avec des contrats juteux sur le dos de l'Etat haïtien qui est une sorte de vache à lait nourricière qui, aujourd'hui, souhaitent son départ. Si tel est le cas, la réponse aux multiples appels à la démission c'est niet (non).

Il faut dire que bien avant son entretien avec Amélie Baron, le chef de l'Etat avait découvert cet angle de défense. Dans la toute première interview qu'il avait donnée au quotidien de la Floride, *Miami Herald*, quelques semaines plus tôt, il avait déjà mis en accusation le « Système » et ses agents qui ont rendu le pays dans cet état de misère et de pauvreté absolue. Selon lui, c'est une minorité qui veut sa démission mais pas le peuple comme le prétend l'opposition. C'est en suivant son regard qu'il faut tenter de reconnaître ces bénéficiaires du « Système » ; prudent, malin ou lâche, le chef de l'Etat refuse catégoriquement de citer les noms de ceux qui ont institué, organisé et généré le « Système » qui, depuis l'assassinat de l'Empereur Jean-Jacques Dessalines en 1806 ignore royalement la grande masse des laissés- pour-compte. Mais, bien qu'il ait identifié le bouc émissaire et ces concepteurs anonymes, la population n'entend point lâcher prise. Pire, d'autres secteurs, semble-t-il, du « Système » ont rejoint une mobilisation qui gagne en intensité.

Finalement, sa stratégie de communication passe mal et la ligne de défense qui consiste à rendre le « Sys- Moïse pourrait commencer à les agacer. Surtout que dans cette affaire, l'opposition, comme toujours, n'a rien à perdre, même pas la face dans la mesure où elle n'a rien à concéder.

Sinon accepter une sortie dans la dignité et le respect pour le Président. Ainsi, il ne faut pas s'attendre à une baisse de tension de la part de l'opposition qui, de son côté, n'entend pas non plus marquer un temps d'arrêt dans une lutte qu'elle est sur le point de gagner malgré la résistance et l'obstination du Président de la République à demeurer à la tête du pays. On l'a vu, pour le moment la voie choisie par l'équipe du régime est loin de donner des résultats qu'elle espérait. D'ailleurs, c'est l'inverse qui s'est produit. Aucune des quatre interventions de Jovenel Moïse n'a atténué ou n'a fait infléchir l'opposition et les contestataires. Le face à face tendu continue et chacun démontre sa détermination à aller jusqu'au bout de sa logique et de la manière dont il voit la fin du conflit. Irréductibilité donc aussi de la part de l'opposition et de la population qui, d'ailleurs, comptent employer tout politique de se retrouver dans l'obligation de s'excuser auprès des Etats tiers pour des actes commis par ses ressortissants. Entre-temps, les partisans des actions dures appellent à intensifier la mobilisation tout en laissant planer une atmosphère de psychose auprès de ceux qui seraient tentés de venir au secours du pouvoir. D'autre part, certains responsables de l'opposition continuent à vendre à l'extérieur leur lutte contre le Président Jovenel Moïse.

C'est ainsi qu'on a retrouvé dans la capitale fédérale américaine la semaine dernière un quatuor de leaders de l'opposition en quête de reconnaissance et de soutien auprès de l'Administration du Président Donald Trump. Une Administration au sein de laquelle, au fur et à mesure que les semaines passent, certains commencent à s'interroger sur le soutien qu'apporte le gouvernement américain au régime conduit par le successeur de Michel Martelly. C'est par un communiqué du bureau de communication du sénateur des Nippes, Nènel Cassy, lui-même faisant partie d'une délégation comprenant l'ancien sénateur



la flamme jusqu'à ce qu'un maillon se désolidarise éventuellement de la chaîne de résistance. À ce petit jeu, le pays et le peuple haïtien ont des soucis à se faire dans la mesure où les deux camps demeurent convaincus qu'ils ont chacun raison sur toute la ligne et de fait, tôt ou tard, l'un ou l'autre finira par mettre KO son adversaire.

Si personne ne s'étonne de l'inventivité de l'opposition à trouver des stratégies pour continuer à rassembler le plus de monde possible dans son combat contre le régime, ce qui étonne plus d'un c'est la méthode employée par le chef de l'Etat pour continuer à faire diversion et de surcroît faire semblant de garder la main sur l'appareil de l'Etat. Quelqu'un de l'extérieur du pays et qui ne s'intéresse point aux flux d'informations diffusées par les réseaux sociaux et qui, par hasard, tombe sur l'entretien que le Président Jovenel Moïse a accordé aux deux journalistes de radio télé Métropole le lundi 28 octobre 2019 sur la conjoncture politique haïtienne n'aurait aucun doute à croire que dans ce pays c'est tout va bien madame la Marquise, à part quelques manifestations çà et là conduites par des emmerdeurs qui ont parfois des sautes d'humeur contre le gouvernement en place.

On est surpris, voire étonné du calme avec lequel le Président d'un pays qui brûle dans tous les sens du terme depuis plus de trois mois répond aux questions plus que complaisantes de ces journalistes qui, en réalité, ne souhaitaient pas sortir du cadre de la ligne éditoriale des médias pour lesquels ils travaillent. Wendell Théodore et son confrère ne sont en vérité pour rien dans la manière dont ils ont conduit l'interview avec le chef de l'Etat. Ils étaient en mission commandée, donc ils ont rempli leur mission. Point barre ! Pour Jovenel Moïse, il fait comme si le pays ne vit pas dans une crise aiguë dont il est le principal responsable. D'ailleurs, puisque tout le monde dit qu'il existe une crise en Haïti et que le pays serait dans un chaos où tout, absolument tout est bloqué, alors il va prendre ou il a déjà pris des mesures afin de remédier à cette situation. Encore, selon lui, qu'il s'agissait d'un simple problème de « Système » qui devrait être résolu en l'espace de quelques jours si l'on suit sa lecture sur le conflit qui l'oppose non pas avec la population haïtienne mais uniquement avec quelques individus qui se réclament de l'opposition.

Une curieuse compréhension de cette crise endémique ! Finalement, on



**Le Professeur Lémète Zéphyr de la « Passerelle »**

Or, il semblerait que le locataire du Palais national dont le bail prendra fin logiquement en 2022 mais dont le contrat qui le lie avec les propriétaires, en clair le peuple haïtien, a été résilié faute de n'avoir pas su tenir ses promesses, jure sur sa vie et sur la vie des siens qu'il n'abandonnerait ce lieu qu'entre quatre morceaux de planche.

Pour justifier cette position radicale et insensée, le Président Jovenel Moïse, après avoir été dans la clandestinité durant une longue période de la contestation populaire, est ressorti motivé et, curieusement, multiplie les interventions médiatiques très bien encadrées. Après une première sortie catastrophique à 2 heures du matin et naturellement sans résultat escompté compte-tenu la bizarrerie de cette intervention « Chanpwèl » quelques jours après, il est revenu à la charge cette fois sous forme de Conférence de presse dans les jardins de son Palais national, une façon de démontrer à ses adversaires qu'il est « toujours vivant » et encore bien présent dans cet endroit mythique. Entre ces deux sorties là non plus sans résultat satisfaisant vu les difficultés du Président à justifier son refus d'abandonner le pouvoir, c'est l'inverse qui s'est produit. Il a même soulevé une vague de critiques et par la même occasion remotivé l'opposition et les contestataires qui ont compris que définitivement devant Jovenel Moïse ils font face à un mur.

De sa déclaration à la Nation faite nuitamment dans favorablement à une demande d'entretien de la correspondante permanente à Port-au-Prince laquelle il n'a rien dit de consistant à sa Conférence de presse qui s'est révélée être une sorte de provocation pour l'opposition et les milliers de manifestants, l'opération « pays lock » a pris de l'ampleur et c'est tout le corps social du pays qui s'est mis en mouvement contre son régime. Constatant que rien n'y fait en dépit des tentatives désespérées de sortir du bois avec des cérémonies médiatisées juste pour recevoir les lettres de créances des ambassadeurs de certains pays qui n'ont jamais rien compris de la lutte du peuple haïtien et tout en instruisant, paraît-il, des hauts fonctionnaires à pren-

son départ. Si tel est le cas, la réponse aux multiples appels à la démission c'est niet (non).

Il faut dire que bien avant son entretien avec Amélie Baron, le chef de l'Etat avait découvert cet angle de défense. Dans la toute première interview qu'il avait donnée au quotidien de la Floride, *Miami Herald,* quelques semaines plus tôt, il avait déjà mis en accusation le « Système » et ses agents qui ont rendu le pays dans cet état de misère et de pauvreté absolue. Selon lui, c'est une minorité qui veut sa démission mais pas le peuple comme le prétend l'opposition. C'est en suivant son regard qu'il faut tenter de reconnaître ces bénéficiaires du « Système » ; prudent, malin ou lâche, le chef de l'Etat refuse catégoriquement de citer les noms de ceux qui ont institué, organisé et généré le « Système » qui, depuis l'assassinat de l'Empereur Jean-Jacques Dessalines en 1806 ignore royalement la grande masse des laissés- pour-compte. Mais, bien qu'il ait identifié le bouc émissaire et ces concepteurs anonymes, la population n'entend point lâcher prise. Pire, d'autres secteurs, semble-t-il, du « Système » ont rejoint une mobilisation qui gagne en intensité.

Finalement, sa stratégie de communication passe mal et la ligne de défense qui consiste à rendre le « Système » responsable de sa mauvaise gouvernance et sa présidence catastrophique non plus ne tient pas. Puisque, après une intervention sur la TNH (Télévision Nationale d'Haïti), deux entretiens dans deux médias étrangers et une conférence de presse, le Président n'arrive toujours à convaincre personne que sa présence à la tête de l'Etat est le garant de la stabilité politique. Pire, les sorties médiatiques de Jovenel Moïse suscitent davantage de critiques et poussent plus de gens dans les rues, ce qui peut être considéré comme un dilemme. Or, en prenant cette posture d'irréductible qui refuse d'abandonner son poste de combat, le Président de la République joue avec le feu. Car, plus les jours et les semaines passent et que le pays continue à être sous le contrôle des contestataires sans que le pouvoir public n'arrive à reprendre le contrôle de la situation et des institutions, c'est son régime qui envoie l'image d'un pays ingouvernable, sombré dans la violence et un Etat en pleine déconfiture. Pour le moment, personne ne voit à quoi a servi la stratégie de communication du Président sinon qu'à lui faire paraître pour le dernier des Mohicans dans une guerre qu'il finira tôt ou tard par perdre

malgré la résistance et l'obstination du Président de la République à demeurer à la tête du pays. On l'a vu, pour le moment la voie choisie par l'équipe du régime est loin de donner des résultats qu'elle espérait. D'ailleurs, c'est l'inverse qui s'est produit. Aucune des quatre interventions de Jovenel Moïse n'a atténué ou n'a fait infléchir l'opposition et les contestataires. Le face à face tendu continue et chacun démontre sa détermination à aller jusqu'au bout de sa logique et de la manière dont il voit la fin du conflit. Irréductibilité donc aussi de la part de l'opposition et de la population qui, d'ailleurs, comptent employer tout

C'est ainsi qu'on a retrouvé dans la capitale fédérale américaine la semaine dernière un quatuor de leaders de l'opposition en quête de reconnaissance et de soutien auprès de l'Administration du Président Donald Trump. Une Administration au sein de laquelle, au fur et à mesure que les semaines passent, certains commencent à s'interroger sur le soutien qu'apporte le gouvernement américain au régime conduit par le successeur de Michel Martelly. C'est par un communiqué du bureau de communication du sénateur des Nippes, Nènel Cassy, lui-même faisant partie d'une délégation comprenant l'ancien sénateur



**À Washington, le congressman Andy Levin flanqué des leaders de l'opposition haïtienne. De gauche à droite : Evalière Beauplan, Rony Colin, Nènèl Cassy et Dieuseul Simon Desras dans le cadre de leur plan visant à renverser l'inculpé Jovenel Moïse**

ce dont ils disposent pour atteindre leur objectif.

On l'a bien compris, depuis quelques semaines, il y a une sorte de partage de rôle qui se fait entre les leaders de l'opposition dite radicale, les modérés et les protestataires en général. Finalement, on a constaté que parmi les diverses branches de l'opposition, il y en a une qui opte ouvertement pour l'affrontement avec le pouvoir. C'est celle conduite par Maître André Michel qui, de Conférences de presse en Conférence de presse, appelle la population à maintenir la pression par tous les moyens sur le Président Jovenel Moïse. Pour ce Porte-Parole du Secteur Démocratique et Populaire (SDP), il n'y a qu'un seul moyen pour que le pouvoir accepte d'écouter l'appel du peuple, c'est que les manifestations doivent être musclées, en clair il devrait avoir des dégâts collatéraux. Et en effet, à chaque fois qu'on enregistre quelques casses au cours des

et Président de l'Assemblée Nationale, Simon Dieuseul Desras, le sénateur du Nord-Ouest Evallière Beauplan et Rony Colin, Maire de la commune de la Croix-des-Bouquets et surtout PDG de radio et télé Zénith, deux médias jouant le rôle de porte-parole de l'opposition radicale contre le pouvoir, qu'on a appris que ces responsables étaient au pays de l'Oncle Sam dans le but d'expliquer leur opposition face au régime Tèt Kale. A signaler que ce n'est pas la première visite des leaders de l'opposition haïtienne à Washington dans le cadre de leur plan visant à renverser le Président Jovenel Moïse.

Cette fois, l'opposition plurielle semble opter à mettre en synergie leurs moyens d'action en vue d'atteindre leur but. Puisqu'au moment où les quatre chefs de l'opposition entamaient leur pèlerinage aux Etats-Unis d'Amérique, dans la capitale haïtienne la mobilisation passe à un niveau supérieur. C'est

ont parfois des sautes d'humeur contre le gouvernement en place.

On est surpris, voire étonné du calme avec lequel le Président d'un pays qui brûle dans tous les sens du terme depuis plus de trois mois répond aux questions plus que complaisantes de ces journalistes qui, en réalité, ne souhaitaient pas sortir du cadre de la ligne éditoriale des médias pour lesquels ils travaillent. Wendell Théodore et son confrère ne sont en vérité pour rien dans la manière dont ils ont conduit l'interview avec le chef de l'Etat. Ils étaient en mission commandée, donc ils ont rempli leur mission. Point barre ! Pour Jovenel Moïse, il fait comme si le pays ne vit pas dans une crise aiguë dont il est le principal responsable. D'ailleurs, puisque tout le monde dit qu'il existe une crise en Haïti et que le pays serait dans un chaos où tout, absolument tout est bloqué, alors il va prendre ou il a déjà pris des mesures afin de remédier à cette situation. Encore, selon lui, qu'il s'agissait d'un simple problème de « Système » qui devrait être résolu en l'espace de quelques jours si l'on suit sa lecture sur le conflit qui l'oppose non pas avec la population haïtienne mais uniquement avec quelques individus qui se réclament de l'opposition.

Une curieuse compréhension de cette crise endémique ! Finalement, on a le sentiment, selon l'approche faite par le Président de la République, qu'il suffit de dénoncer deux ou trois fournisseurs privés d'électricité en Haïti en l'occurrence - SOGENER, HAYTRAC et E-POWER - pour que les activités économiques reprennent, les établissements scolaires rouvrent leurs portes en somme la population retourne à ses occupations. En effet, en écoutant ou en lisant les messages de la Secrétairerie d'Etat à la Communication du gouvernement doublement démissionnaire du Premier ministre Jean Michel Lapin dont on ignore le statut exact tant il est hors contexte, on croit savoir que diverses mesures ont été prises afin de ramener le calme, la sécurité et même la tranquillité dans un pays où il faut être sourd et aveugle pour ne pas voir et entendre les vacarmes venus de loin de tout un peuple aujourd'hui ne reculant devant rien pour obtenir la démission du Président Jovenel Moïse.

après, il est revenu à la charge cette fois sous forme de Conférence de presse dans les jardins de son Palais national, une façon de démontrer à ses adversaires qu'il est « toujours vivant » et encore bien présent dans cet endroit mythique. Entre ces deux sorties là non plus sans résultat satisfaisant vu les difficultés du Président à justifier son refus d'abandonner le pouvoir, c'est l'inverse qui s'est produit. Il a même soulevé une vague de critiques et par la même occasion remotivé l'opposition et les contestataires qui ont compris que définitivement devant Jovenel Moïse ils font face à un mur.

De sa déclaration à la Nation faite nuitamment dans favorablement à une demande d'entretien de la correspondante permanente à Port-au-Prince laquelle il n'a rien dit de consistant à sa Conférence de presse qui s'est révélée être une sorte de provocation pour l'opposition et les milliers de manifestants, l'opération « pays lock » a pris de l'ampleur et c'est tout le corps social du pays qui s'est mis en mouvement contre son régime. Constatant que rien n'y fait en dépit des tentatives désespérées de sortir du bois avec des cérémonies médiatisées juste pour recevoir les lettres de créances des ambassadeurs de certains pays qui n'ont jamais rien compris de la lutte du peuple haïtien et tout en instruisant, paraît-il, des hauts fonctionnaires à prendre des mesures pour soulager la misère de la population qui manifeste contre lui, avant d'organiser une rencontre avec l'ensemble des autorités responsables de la sécurité du pays et surtout de la répression contre les contestataires à savoir le CSPN ( Conseil Supérieur de la Police Nationale), les Délégués et sous Délégués (Préfets), les Directeurs départementaux de la police nationale, etc, Jovenel Moïse, dont les interviews avec les journalistes demeurent une denrée rare, très rare, a décidé de répondre à Amélie Baron de RFI (Radio France Internationale).

Ainsi, dans une longue interview à ce média étranger, Jovenel Moïse tentait de justifier et même d'expliquer les raisons qui le motivent à ne pas démissionner. A en croire le chef de l'Etat, son départ anticipé signifierait la guerre civile tout au moins la guerre entre les différentes fractions de l'opposition gagné en intensité.

Finalement, sa stratégie de communication passe mal et la ligne de défense qui consiste à rendre le « Système » responsable de sa mauvaise gouvernance et sa présidence catastrophique non plus ne tient pas. Puisque, après une intervention sur la TNH (Télévision Nationale d'Haïti), deux entretiens dans deux médias étrangers et une conférence de presse, le Président n'arrive toujours à convaincre personne que sa présence à la tête de l'Etat est le garant de la stabilité politique. Pire, les sorties médiatiques de Jovenel Moïse suscitent davantage de critiques et poussent plus de gens dans les rues, ce qui peut être considéré comme un dilemme. Or, en prenant cette posture d'irréductible qui refuse d'abandonner son poste de combat, le Président de la République joue avec le feu. Car, plus les jours et les semaines passent et que le pays continue à être sous le contrôle des contestataires sans que le pouvoir public n'arrive à reprendre le contrôle de la situation et des institutions, c'est son régime qui envoie l'image d'un pays ingouvernable, sombré dans la violence et un Etat en pleine déconfiture. Pour le moment, personne ne voit à quoi a servi la stratégie de communication du Président sinon qu'à lui faire paraître pour le dernier des Mohicans dans une guerre qu'il finira tôt ou tard par perdre officiellement.

Il suffit de lire les notes de certaines organisations des droits humains sur l'attitude des forces de l'ordre vis-à-vis des manifestants et les derniers communiqués des autorités américaines ou d'écouter la déclaration de Jon Piechowski le sous-Secrétaire d'État adjoint au Département d'Etat américain pour l'hémisphère occidental sur la Voix de l'Amérique (VOA) en créole pour comprendre que les lignes bougent. Le Président Jovenel Moïse a beaucoup d'intérêts à se méfier de ces communiqués et des déclarations diplomatiques en provenance de Washington sur la conjoncture politique en Haïti. En général, les autorités américaines ne s'expriment guère sur Haïti, sauf quand elles comprennent que la situation politique et sociale de ce pays commence à leur échapper ; c'est le cas depuis quelque temps. Donc, le jusqu'auboutisme du Président Jovenel



**À Washington, le congressman Andy Levin flanqué des leaders de l'opposition haïtienne. De gauche à droite : Evalière Beauplan, Rony Colin, Nènèl Cassy et Dieuseul Simon Desras dans le cadre de leur plan visant à renverser l'inculpé Jovenel Moïse**

ce dont ils disposent pour atteindre leur objectif.

On l'a bien compris, depuis quelques semaines, il y a une sorte de partage de rôle qui se fait entre les leaders de l'opposition dite radicale, les modérés et les protestataires en général. Finalement, on a constaté que parmi les diverses branches de l'opposition, il y en a une qui opte ouvertement pour l'affrontement avec le pouvoir. C'est celle conduite par Maître André Michel qui, de Conférences de presse en Conférence de presse, appelle la population à maintenir la pression par tous les moyens sur le Président Jovenel Moïse. Pour ce Porte-Parole du Secteur Démocratique et Populaire (SDP), il n'y a qu'un seul moyen pour que le pouvoir accepte d'écouter l'appel du peuple, c'est que les manifestations doivent être musclées, en clair il devrait avoir des dégâts collatéraux. Et en effet, à chaque fois qu'on enregistre quelques casses au cours des manifestations, c'est difficile à accepter et à dire, le pouvoir semble ébranlé sur son socle, c'est une réalité et une vérité que personne ne peut contester. En faisant semblant de l'ignorer, l'on fait fi de la vérité.

Car, les dégâts causés lors du passage des manifestations un peu partout à Delmas, Pétion-Ville et au centre-ville de Port-au-Prince suscitent de vives réactions et de critiques contre le régime. Et ces critiques se font de plus en plus précises contre le Président qui serait responsable de ces dégâts à cause de son irréductibilité à céder sous la demande des contestataires. Les attaques contre les ambassades de France et du Canada par les manifestants sont du pain béni pour les opposants du régime puisque ces actions poussent les autorités haïtiennes à présenter des excuses auprès des pays concernés. Or, il n'est jamais bon pour un régime déjà en difficulté

et Président de l'Assemblée Nationale, Simon Dieuseul Desras, le sénateur du Nord-Ouest Evallière Beauplan et Rony Colin, Maire de la commune de la Croix-des-Bouquets et surtout PDG de radio et télé Zénith, deux médias jouant le rôle de porte-parole de l'opposition radicale contre le pouvoir, qu'on a appris que ces responsables étaient au pays de l'Oncle Sam dans le but d'expliquer leur opposition face au régime Tèt Kale. A signaler que ce n'est pas la première visite des leaders de l'opposition haïtienne à Washington dans le cadre de leur plan visant à renverser le Président Jovenel Moïse.

Cette fois, l'opposition plurielle semble opter à mettre en synergie leurs moyens d'action en vue d'atteindre leur but. Puisqu'au moment où les quatre chefs de l'opposition entamaient leur pèlerinage aux Etats-Unis d'Amérique, dans la capitale haïtienne la mobilisation passe à un niveau supérieur. C'est tout un agenda d'actions qui avait été dévoilé par André Michel, l'un des chefs du Secteur Démocratique et Populaire (SDP) devant démarrer à compter du mercredi 30 octobre avec une grande manifestation du secteur hospitalier jusqu'à mardi 5 novembre 2019 avec l'opération « Mete lòd nan dezòd ». Cette opération consistait, selon Maitre André Michel, à mettre la main au collet de tous les ministres et Directeurs généraux de la présidence de Jovenel Moïse afin de saisir leurs véhicules officiels et les conduire au Commissariat de police le plus proche.

Bref, une façon de semer la panique au sein de l'Administration Moïse. Enfin, au moment où chacun dans l'opposition semble jouer son rôle précis après une période de méfiance et de surveillance réciproque, ce sont les deux Commissions de passation

*suite à la page(16)*

# Jovenel Moïse Remains Oblivious and Intransigent

by Catherine Charlemagne

In the political crisis that has rocked Haiti for three months, the opposition is exhorting the masses to keep up the difficult struggle to chase President Jovenel Moïse from power, while the President clings obstinately to his chair in the National Palace against all odds. Both sides show no signs of throwing in the towel, and, sooner or later, it appears that one will end up knocking out the other.

The opposition has found inventive strategies to continue gathering as many people as possible in its fight against the regime, but what surprises many are the methods used by the president to create diversion and to pretend he maintains control of the state apparatus. Some outsider who does not monitor the flow of information disseminated by social networks and who, by chance, came across the interview that President Jovenel Moïse gave to two journalists of Radio Metropole on Mon., Oct. 28, 2019 on the Haitian political situation might have believed that all is well in Haiti, except for some events here and there led by annoying people who sometimes have anti-government mood swings.

I was surprised, even astonished, by the calmness with which the President of a country, which has burned in every sense of the word for more than three months, responded to the more than complacent questions of these





**Four opposition leaders met with officials in Washington, DC last week. Lft to rt, Sen. Evalière Beauplan, Radio Zenith owner Rony Colin, Rep. Andy Levin (D-MI), Sen. Nènel Cassy, and former Sen. and Speaker of the National Assembly, Simon Dieuseul Desras**

have been taken to restore calm, security, and even tranquility in a country where you have to be deaf and blind to not see and hear the din of people from everywhere nowadays, which will stop at nothing to get the resignation of the President Moïse. However, it seems that Moïse thinks his term will end in 2022. But his contract with the Haitian people was terminated for failing to keep his promises, although he swears on his life and on the life of his family that he will abandon his post only between four pieces of board.

To justify this radical and senseless position, President Jovenel Moïse, after being in hiding for a long time during the popular protests, has now become motivated and, curiously, is multiplying his media statements. After a first catastrophic taped address to the nation aired on Sep. 25 at 2 a.m., a few

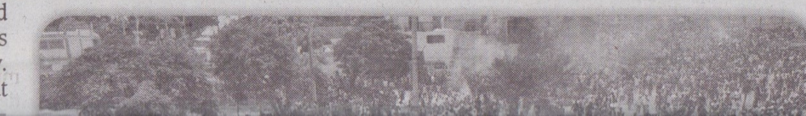
age to agree on the sharing of power. For the President, his five-year term is not negotiable. And for good reason. These are the beneficiaries of what he calls the "System" who want his skin, not necessarily the millions of protesters. Those who, for decades, made their butter with lucrative contracts on the back of the Haitian state, those are the bloodsuckers that today want his departure. If so, the answer to multiple calls for resignation is "No."

It must be said that long before his meeting with Amélie Baron, Moïse had discovered this angle of defense. In the very first interview he gave to the Miami Herald a few weeks ago, he had already accused the "System" and its agents of leaving the country in this state of misery and absolute poverty. According to him, it is a minority that wants his resignation but not the peo-

to the statement by Jon Piechowski, the U.S. State Department's Deputy Under Secretary of State for the Western Hemisphere, on the Voice of America (VOA) in Creole to understand that lines are moving. President Jovenel Moïse should be wary of these communiqués and diplomatic statements from Washington on the political situation in Haiti. In general, the American authorities do not speak much about Haiti, except when they understand that the political and social situation of this country has begun to escape them; this has been the case for some time. So, President Jovenel Moïse' ubiquitousness may be starting to annoy them.

Moïse now won't be able to even get an exit with dignity and respect. We should not expect a decline in pressure from the opposition, which, for its part, does not intend either to pause in the fight it is about to win despite the resistance and obstinacy of the President to remain at the country's helm. As we have seen, for the moment the path chosen by the regime's team is far from giving the results it hoped for. In fact, the opposite has happened. None of Jovenel Moïse's four speeches softened or baffled the opposition and the protesters. The tense confrontation continues.

For some weeks now, there has been a sort of role-sharing between the leaders of the so-called radical opposition, the moderates, and the protesters in general. Finally, it has been found that among the various branches of the opposition, there is one which opts openly for a clash with power. This is



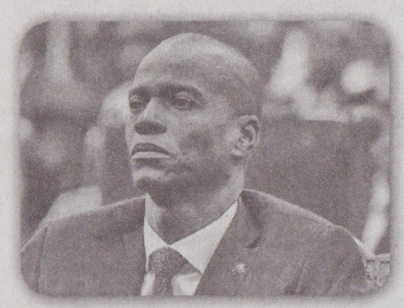
concerned. However, it is never good for a regime already in political difficulty to find itself obliged to apologize to third States for acts committed by its nationals. In the meantime, the advocates of hard actions call for intensifying the mobilization while leaving an atmosphere of psychosis among those who would be tempted to come to the regime's rescue. On the other hand, some opposition leaders continue to sell abroad their fight against President Jovenel Moïse.

That's why four opposition leaders were found in Washington, DC last week seeking recognition and support from President Donald Trump's administration. As the weeks go by, some have begun to question the support provided by the U.S. government to Jovenel's regime. Nènel Cassy, himself a member of a delegation including the former Senator and Speaker of the National Assembly, Simon Dieuseul Desras, Senator of the Northwest Evallière Beauplan, and Rony Colin, Mayor of the commune of Croix-des-Bouquets and CEO of Radio and TV Zenith, two media playing the role of spokesman of the radical opposition against the regime. We learned that these officials were in Washington in order to explain their opposition to the Tèt Kale regime. It should be noted that this is not the first visit of Haitian opposition leaders to Washington as part of their plan to overthrow President Jovenel Moïse.

This time, the larger opposition seems to be opting for synergy to reach their goal. Since the moment when the

The opposition has found inventive strategies to continue gathering as many people as possible in its fight against the regime, but what surprises many are the methods used by the president to create diversion and to pretend he maintains control of the state apparatus. Some outsider who does not monitor the flow of information disseminated by social networks and who, by chance, came across the interview that President Jovenel Moïse gave to two journalists of Radio Metropole on Mon., Oct. 28, 2019 on the Haitian political situation might have believed that all is well in Haiti, except for some events here and there led by annoying people who sometimes have anti-government mood swings.

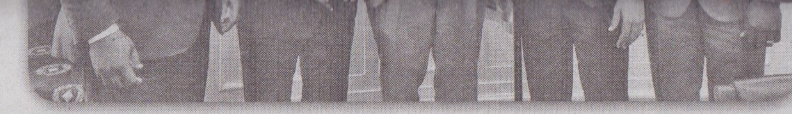
I was surprised, even astonished, by the calmness with which the President of a country, which has burned in every sense of the word for more than three months, responded to the more than complacent questions of these



**President Jovenel Moïse acts as if Haiti is not going through an acute crisis for which he is principally responsible**

journalists who, in reality, did not wish to leave the confines of the editorial line of the media for which they work. Wendell Theodore and his colleague were indeed worthless in the way they conducted the interview with the head of state. They were on a commissioned mission, so they fulfilled their mission. Period!

For Jovenel Moïse, he acts as if the country is not going through an acute crisis for which he is principally responsible. Moreover, he seems to say, since everyone says that there is a crisis in Haiti and that the country is in chaos where everything, absolutely everything, is blocked, then he will take or has already taken steps to remedy this situation. Still, according to him, it was a simple problem of "the System" that should be solved in the space of



**Four opposition leaders met with officials in Washington, DC last week. Lft to rt, Sen. Evalière Beauplan, Radio Zenith owner Rony Colin, Rep. Andy Levin (D-MI), Sen. Nènel Cassy, and former Sen. and Speaker of the National Assembly, Simon Dieuseul Desras**

have been taken to restore calm, security, and even tranquility in a country where you have to be deaf and blind to not see and hear the din of people from everywhere nowadays, which will stop at nothing to get the resignation of the President Moïse. However, it seems that Moïse thinks his term will end in 2022. But his contract with the Haitian people was terminated for failing to keep his promises, although he swears on his life and on the life of his family that he will abandon his post only between four pieces of board.

To justify this radical and senseless position, President Jovenel Moïse, after being in hiding for a long time during the popular protests, has now become motivated and, curiously, is multiplying his media statements. After a first catastrophic taped address to the nation aired on Sep. 25 at 2 a.m., a few days later, he held a press conference in the National Palace gardens, a way to demonstrate to his opponents that he is "still alive" and still very present in this mythical place. Between these two addresses gave no satisfactory result given the difficulties of the President to justify his refusal to give up power, so the opposite happened. He in fact raised a wave of criticism and at the same time revived the opposition and the protesters who understood how obstinate Jovenel Moïse was.

Since his night-time address, in which he said nothing consistent, and his press conference, which proved to be a kind of provocation for the opposition and the thousands of demonstrators, Operation "Country Lock" has grown and now the entire nation seems hell bent on ousting his regime. Noting that nothing was accomplished through these desperate attempts to get out of the woods through ceremonies just to receive the credentials of ambassadors of some countries who have never understood anything about the Haitian people's struggle and while educating, it seems, senior officials to take measures to relieve the misery of the population demonstrating against him, before organizing a meeting with all the authorities responsible for "secu-

age to agree on the sharing of power. For the President, his five-year term is not negotiable. And for good reason. These are the beneficiaries of what he calls the "System" who want his skin, not necessarily the millions of protesters. Those who, for decades, made their butter with lucrative contracts on the back of the Haitian state, those are the bloodsuckers that today want his departure. If so, the answer to multiple calls for resignation is "No."

It must be said that long before his meeting with Amélie Baron, Moïse had discovered this angle of defense. In the very first interview he gave to the Miami Herald a few weeks ago, he had already accused the "System" and its agents of leaving the country in this state of misery and absolute poverty. According to him, it is a minority that wants his resignation but not the people, as the opposition claims. It is by "following his look" that we must try to recognize these beneficiaries of the "System." Cautious, clever, or cowardly, the Head of State categorically refuses to mention the names of those who instituted, organized, and generated the "System" which, since Emperor Jean-Jacques Dessalines' assassination in 1806, royally ignores the masses. But although he has identified the scapegoat and these anonymous designers, the population does not intend to let go. Worse, other sectors, it seems, of the "System" have joined a mobilization that is growing in intensity.

Finally, his communication strategy goes badly and the line of defense of making the "System" responsible for his bad governance and catastrophic presidency also does not hold. Since, after an intervention on the National Television of Haiti (TNH), two interviews in two foreign media, and a press conference, the President still cannot convince anyone that his presence as the head of the State is the guaranty of political stability. Worse, Jovenel Moïse's media outlets are provoking more criticism and pushing more people into the streets, which can be considered a dilemma. However, by taking this position of an intransigent who re-

has been the case for some time. So, President Jovenel Moïse' ubiquitousness may be starting to annoy them.

Moïse now won't be able to even get an exit with dignity and respect. We should not expect a decline in pressure from the opposition, which, for its part, does not intend either to pause in the fight it is about to win despite the resistance and obstinacy of the President to remain at the country's helm. As we have seen, for the moment the path chosen by the regime's team is far from giving the results it hoped for. In fact, the opposite has happened. None of Jovenel Moïse's four speeches softened or baffled the opposition and the protesters. The tense confrontation continues.

For some weeks now, there has been a sort of role-sharing between the leaders of the so-called radical opposition, the moderates, and the protesters in general. Finally, it has been found that among the various branches of the opposition, there is one which opts openly for a clash with power. This is the one led by lawyer André Michel who, from press conferences to press conferences, calls on the population to maintain pressure by all means on President Jovenel Moïse. For this spokesperson of the Democratic and Popular Sector (SDP), there is only one way for the power to accept to listen to the people's appeal is that the demonstrations must be muscular, in the clear he should have collateral damage. And indeed, every time we record a few

ers were found in Washington, DC last week seeking recognition and support from President Donald Trump's administration. As the weeks go by, some have begun to question the support provided by the U.S. government to Jovenel's regime. Nènel Cassy, himself a member of a delegation including the former Senator and Speaker of the National Assembly, Simon Dieuseul Desras, Senator of the Northwest Evallière Beauplan, and Rony Colin, Mayor of the commune of Croix-des-Bouquets and CEO of Radio and TV Zenith, two media playing the role of spokesman of the radical opposition against the regime. We learned that these officials were in Washington in order to explain their opposition to the Tèt Kale regime. It should be noted that this is not the first visit of Haitian opposition leaders to Washington as part of their plan to overthrow President Jovenel Moïse.

This time, the larger opposition seems to be opting for synergy to reach their goal. Since the moment when the four opposition leaders began their pilgrimage to the U.S., the mobilization in the Haitian capital moved to a higher level. This is an agenda of actions that was unveiled by SDP leader André Michel, on Wed., Oct. 30 with a major event of the hospital sector until Tue. Nov. 5, 2019 with the operation "Mete lòd nan dezòd" (Put order in disorder). This operation consisted, according to lawyer André Michel, of putting a hand on the collar of all the ministers and



**President Jovenel Moïse acts as if Haiti is not going through an acute crisis for which he is principally responsible.**



**President Jovenel Moïse acts as if Haiti is not going through an acute crisis for which he is principally responsible**

journalists who, in reality, did not wish to leave the confines of the editorial line of the media for which they work. Wendell Theodore and his colleague were indeed worthless in the way they conducted the interview with the head of state. They were on a commissioned mission, so they fulfilled their mission. Period!

For Jovenel Moïse, he acts as if the country is not going through an acute crisis for which he is principally responsible. Moreover, he seems to say, since everyone says that there is a crisis in Haiti and that the country is in chaos where everything, absolutely everything, is blocked, then he will take or has already taken steps to remedy this situation. Still, according to him, it was a simple problem of "the System" that should be solved in the space of a few days if we follow his reading of the conflict, which pits him not against the entire Haitian population but only against some individuals who claim to be the opposition.

A curious understanding of this endemic crisis! According to President Moïse, it is enough to denounce two or three private electricity suppliers in Haiti – in this case SOGENER, HAYTRAC and E-POWER – for economic activities to resume, for schools to reopen their doors, and, in short, for the population to return to its business. Indeed, while listening to or reading the messages of the Secretariat of State for Communication of the doubly resigned government of Prime Minister Jean Michel Lapin, whose exact status is unknown (but clearly it's irrelevant), it is understood that various measures become motivated and, curiously, is multiplying his media statements. After a first catastrophic taped address to the nation aired on Sep. 25 at 2 a.m., a few days later, he held a press conference in the National Palace gardens, a way to demonstrate to his opponents that he is "still alive" and still very present in this mythical place. Between these two addresses gave no satisfactory result given the difficulties of the President to justify his refusal to give up power, so the opposite happened. He in fact raised a wave of criticism and at the same time revived the opposition and the protesters who understood how obstinate Jovenel Moïse was.

Since his night-time address, in which he said nothing consistent, and his press conference, which proved to be a kind of provocation for the opposition and the thousands of demonstrators, Operation "Country Lock" has grown and now the entire nation seems hell bent on ousting his regime. Noting that nothing was accomplished through these desperate attempts to get out of the woods through ceremonies just to receive the credentials of ambassadors of some countries who have never understood anything about the Haitian people's struggle and while educating, it seems, senior officials to take measures to relieve the misery of the population demonstrating against him, before organizing a meeting with all the authorities responsible for "security" and especially repression against the protesters, in particular the CSPN (Superior Council of the National Police), the Delegates and Deputy Delegates (Prefects), the Departmental Directors of the National Police, etc., Jovenel Moïse whose interviews with journalists remain a scarce commodity, very rare, decided to respond favorably to a request for an interview from Radio France International's correspondent in Port-au-Prince, Amélie Baron.

Thus, in a long interview with this foreign media, Jovenel Moïse tried to justify and even explain the reasons that motivate him not to resign. According to him, his early departure would mean civil war, at least a war between various opposition factions which, according to him, never man- its agents of leaving the country in this state of misery and absolute poverty. According to him, it is a minority that wants his resignation but not the people, as the opposition claims. It is by "following his look" that we must try to recognize these beneficiaries of the "System." Cautious, clever, or cowardly, the Head of State categorically refuses to mention the names of those who instituted, organized, and generated the "System" which, since Emperor Jean-Jacques Dessalines' assassination in 1806, royally ignores the masses. But although he has identified the scapegoat and these anonymous designers, the population does not intend to let go. Worse, other sectors, it seems, of the "System" have joined a mobilization that is growing in intensity.

Finally, his communication strategy goes badly and the line of defense of making the "System" responsible for his bad governance and catastrophic presidency also does not hold. Since, after an intervention on the National Television of Haiti (TNH), two interviews in two foreign media, and a press conference, the President still cannot convince anyone that his presence as the head of the State is the guaranty of political stability. Worse, Jovenel Moïse's media outlets are provoking more criticism and pushing more people into the streets, which can be considered a dilemma. However, by taking this position of an intransigent who refuses to give up his position of combat, the President plays with fire. Because, the more the days and the weeks pass and the country continues to be under the control of the protesters without the public power being able to take again control of the situation and institutions, it is his regime which sends the image of an ungovernable country, sinking into violence and a state in disarray. For the moment, no one sees what the President's communication strategy has served but to make him appear as the last of the Mohicans in a war that he will sooner or later end up losing.

Just read the notes of some human rights organizations on the attitude of law enforcement officials towards protesters and the latest press releases from U.S. authorities or listen



**President Jovenel Moïse acts as if Haiti is not going through an acute crisis for which he is principally responsible.**

the one led by lawyer André Michel who, from press conferences to press conferences, calls on the population to maintain pressure by all means on President Jovenel Moïse. For this spokesperson of the Democratic and Popular Sector (SDP), there is only one way for the power to accept to listen to the people's appeal is that the demonstrations must be muscular, in the clear he should have collateral damage. And indeed, every time we record a few breaks during the demonstrations, it is difficult to accept and say, the power seems to shake on its bases, it is a reality and a truth that no one can dispute. By pretending to ignore it, the truth is ignored.

For, the damage caused during the passage of demonstrations everywhere in Delmas, Pétion-Ville, and downtown Port-au-Prince arouse strong reactions and criticism against the regime. And these criticisms are made more and more precise against the President who is responsible for this damage because of his stubbornness to yield to the demands of the protesters. The attacks on the French and Canadian embassies by the protesters are a blessing for the regime's opponents since these actions push the Haitian authorities to apologize to the countries four opposition leaders began their pilgrimage to the U.S., the mobilization in the Haitian capital moved to a higher level. This is an agenda of actions that was unveiled by SDP leader André Michel, on Wed., Oct. 30 with a major event of the hospital sector until Tue. Nov. 5, 2019 with the operation "Mete lòd nan dezòd" (Put order in disorder). This operation consisted, according to lawyer André Michel, of putting a hand on the collar of all the ministers and Directors General of the Jovenel Moïse in order to seize their official vehicles and to take them to the nearest police station.

In short, a way to spread panic within the Moïse Administration. Finally, when everyone in the opposition seems to be playing their specific role after a period of mistrust and mutual oversight, the two commissions formed to organize the handover of power were about to reach an agreement to allow a joint meeting with President Jovenel Moïse. Indeed, after the Civil Society Facilitation Commission, commonly known as the "Gateway" (Passarelle), had to meet many people from different sectors committed to finding a way out of the crisis, including foreign diplomats stationed in Port-au-Prince,

*suite à la page(16)*

# « PROGRESSISME »* À CUBA ET MÉMOIRES DU SOUS-DÉVELOPPEMENT !

Par Karima Oliva & Vibani B. Jiménez

*La position absurde de l'intellectuel en tant que « conscience critique de la société » – de nouveau l'intellectuel en dehors de la réalité – est une résultante perverse plutôt que d'être la conscience et l'action critique des révolutionnaires sur leur société.*

**Fernando Martínez Heredia (Le glissement vers le rouge)**

**L'intellectualisme « progressiste » et ses référents**

*La classe qui, dans la société moderne, bourgeoise, donne sa couleur politique au pouvoir est celle-là même qui domine sur le plan matériel, et économique. Et sa domination politique est destinée, en fin de compte, à maintenir et reproduire les conditions générales dans lesquelles s'opère son exploitation économique, à savoir les rapports capitalistes de production.*

**Adolfo Sánchez Vázquez. (Entre réalité et utopie. Essais sur la politique morale et le socialisme)**

Certains médias numériques « indépendants », de type journalistique





Place de la Révolution cubaine

téressent davantage au développement économique et défendent le libre marché, tandis que d'autres plaident plus fermement en faveur de l'autonomisation de ladite « société civile ». À grands traits, on pourrait dire que l'éventail s'étend de ceux qui aspirent à la libéralisation définitive de l'économie cubaine, en passant pas ceux qui, sans déclarer aucune position idéologique,





en matière de droits qu'en matière de développement économique et conditions de vie des secteurs vulnérables.

Quatrièmement, la discussion sur certains droits a lieu soit en ignorant le caractère socialiste du système, comme par exemple l'intervention nécessaire de l'État dans les processus de répartition des richesses et de la propriété, soit de manière décontextualisée, dans la mesure où elle omet l'influence du blocus économique et du siège politique, militaire et médiatique des États-Unis, qui limite les conditions qui rendraient possibles la réalisation de ces droits et la résolution des difficultés économiques existantes. Par ailleurs, cette discussion semblerait ignorer ou, du moins, considérer comme une évidence, la large plate-forme de droits effectifs dont jouit la population cubaine dans des conditions d'équité, certains d'entre eux, notamment, ayant un caractère universel et inaliénable, une situation qui plaide en faveur d'une volonté politique claire et soutenue du système cubain de donner toute sa dignité à la vie sur l'Île.

Cinquièmement, enfin, bien que ces discours n'utilisent pas le même

il leur suffit de se sentir identifiés à eux, lorsqu'ils avouent souffrir devant une patrie séparée en raison de la migration ; ils se positionnent comme les martyrs d'un État qui les harcèle ; ils flattent l'abondance de Miami et se plaignent des pénuries à Cuba, ou bien ils se placent provisoirement du côté de certains groupes sociaux pour déplorer ce qu'ils présentent comme leur malheur dans le système. Symboles utilisés de façon très opportune dans des articles d'opinion chargés de ressorts émotionnels, destinés à toucher les fibres du cœur d'une nation qui, même après six décennies de processus révolutionnaire anticolonial le plus important de l'histoire contemporaine, continue à lutter pour résoudre, dans ses façons de se produire subjectivement, sa principale contradiction historique, la même depuis octobre 1868, cette tension entre le désir d'être elle-même ou celle d'être à l'image du maître. Parce qu'il nous faut reconnaître qu'il existe des secteurs importants de la population à Cuba qui s'identifient aux valeurs représentées par le projet socialiste et qui souhaitent réellement sa continuité, mais il y a aussi quelques secteurs qui s'identifient aux valeurs du capitalisme et à son affirmation mensongère d'abondance, de démocratie et de liberté.

En principe, personne ne saurait s'opposer à ce qu'une partie des intellectuels « progressistes » à Cuba souhaite publiquement : une institutionnalité juridique et politique garantissant davantage de libertés, de droits et de possibilités de participation réelle pour le peuple. Cependant, le problème se pose lorsqu'ils proposent, comme voie vers davantage de démocratie et de droits, le sillon tracé par les formules des institutions bourgeoises, à un moment historique où les catégories qu'ils semblent beaucoup plus proches des social-démocraties. À ce stade de l'histoire, il est bien connu que ladite « troisième voie » n'est pas en guerre précisément contre le capitalisme, mais seulement contre son expression la plus sauvage. C'est-à-dire que cette conception est beaucoup plus adaptée à la tolérance d'un système basé sur des relations d'exploitation, conforme à l'idée naïve ou intéressée qu'il existe un « bon » capitalisme et un « mauvais » capitalisme. Or, il n'y a pas de morale intrinsèque au capitalisme qui pourrait contrôler et corriger volontairement les processus d'exploitation et d'accumulation, afin de créer un modèle qui soit bon pour l'humanité et la nature. Cette notion d'un côté noble du capitalisme omet la lutte de classe en tant qu'élément fondamental à l'intérieur d'un système qui utilise tous les moyens possibles pour se reproduire, et qui, dans sa reproduction illimitée, contient la négation de l'humanité et, en même temps, la nécessité de la rébellion.

L'introduction de freins au capitalisme, à certains moments et dans certains contextes, n'a été que le résultat historique des luttes populaires contre le système. Les concessions, en termes de revendications sociales, que l'on a pu arracher au système, doivent être constamment défendues, au risque d'être effacées de l'Histoire, car elles ne s'inscrivent pas dans la logique de ses processus d'accumulation. Et ceci, parce que les droits sociaux représentent en réalité des éléments perturbateurs qui réduisent les opportunités de profit, de sorte qu'ils peuvent être parfaitement inutiles et sans intérêt pour le fonctionnement « sain » du système économique d'accumulation capitaliste, comme cela a été largement démontré dans les pays dévastés sur le plan social par les intérêts du capital.

*moderne, bourgeoise, donne sa couleur politique au pouvoir est celle-là même qui domine sur le plan matériel, et économique. Et sa domination politique est destinée, en fin de compte, à maintenir et reproduire les conditions générales dans lesquelles s'opère son exploitation économique, à savoir les rapports capitalistes de production.*

**Adolfo Sánchez Vázquez. (Entre réalité et utopie. Essais sur la politique morale et le socialisme)**



**Place de la Révolution cubaine**

Certains médias numériques « indépendants », de type journalistique







**Nul doute que le socialisme cubain doit se radicaliser, et le faire en visant l'approfondissement de l'équité sociale et l'amélioration des mécanismes de participation politique, mais il doit créer ses propres formes pour y parvenir**

ou universitaire, gagnent du terrain à Cuba, notamment parmi certains secteurs parmi les intellectuels cubains, en se présentant comme des plateformes « plurielles » et « alternatives » de réflexion publique sur le présent et l'avenir du pays. Ceux qui publient dans ces espaces construisent un récit « progressiste » qui assume comme fil conducteur un discours de discrédit, et parfois de ressentiment marqué, à l'égard du système politique cubain. En dépit de leur soi-disant « pluralité », il est difficile de trouver des positions qui s'identifient au processus révolution-

se présentent comme des défenseurs de la presse indépendante, de la liberté d'expression, d'autres droits civils et de certaines causes sociales, jusqu'à ceux qui s'orientent vers la possibilité d'une inflexion dans l'institutionnalité juridique et politique cubaine vers un « socialisme démocratique », qui serait l'héritier de la plus pure tradition républicaine.

En dépit de cette diversité, on distingue un centre autour de cinq aspects fondamentaux qui marquent les intérêts au sein de ce courant de pensée

téressent davantage au développement économique et défendent le libre marché, tandis que d'autres plaident plus fermement en faveur de l'autonomisation de ladite « société civile ». À grands traits, on pourrait dire que l'éventail s'étend de ceux qui aspirent à la libéralisation définitive de l'économie cubaine, en passant pas ceux qui, sans déclarer aucune position idéologique,

en matière de droits qu'en matière de développement économique et conditions de vie des secteurs vulnérables.

Quatrièmement, la discussion sur certains droits a lieu soit en ignorant le caractère socialiste du système, comme par exemple l'intervention nécessaire de l'État dans les processus de répartition des richesses et de la propriété, soit de manière décontextualisée, dans la mesure où elle omet l'influence du blocus économique et du siège politique, militaire et médiatique des États-Unis, qui limite les conditions qui rendraient possibles la réalisation de ces droits et la résolution des difficultés économiques existantes. Par ailleurs, cette discussion semblerait ignorer ou, du moins, considérer comme une évidence, la large plate-forme de droits effectifs dont jouit la population cubaine dans des conditions d'équité, certains d'entre eux, notamment, ayant un caractère universel et inaliénable, une situation qui plaide en faveur d'une volonté politique claire et soutenue du système cubain de donner toute sa dignité à la vie sur l'Île.

Cinquièmement, enfin, bien que ces discours n'utilisent pas le même jargon politique que la droite étasunienne contre Cuba, ils s'appuient sur les mêmes pivots d'ouverture au libre marché, de critique ironique sur l'inefficacité d'une économie socialiste bloquée et de défense de quelques droits spécifiques traditionnellement arborés par les démocraties libérales, ce qui rend ce type d'arguments extrêmement faciles à assimiler ou à coopter par les intérêts extérieurs et leurs salariés sur l'île, ainsi que par le reste de la dissidence cubaine. Quelques intellectuels cubains, qui se définissent comme des représentants de la « gauche », se distinguent dans ce courant de pensée « progressiste ». Ils se prononcent en faveur d'un « socialisme démocratique », avec la nostalgie de la tradition républicaine présente à d'autres périodes de l'histoire de notre pays et, en général, ils discréditent le processus révolutionnaire socialiste à Cuba. En dépit de leur position, tantôt sceptique, tantôt clairement hostile à l'égard des institutions cubaines actuelles, et même s'ils finissent parfois par adopter des positions alignées ou, du moins, opportunes, pour la droite internationale

naire anticolonial le plus important de l'histoire contemporaine, continue à lutter pour résoudre, dans ses façons de se produire subjectivement, sa principale contradiction historique, la même depuis octobre 1868, cette tension entre le désir d'être elle-même ou celle d'être à l'image du maître. Parce qu'il nous faut reconnaître qu'il existe des secteurs importants de la population à Cuba qui s'identifient aux valeurs représentées par le projet socialiste et qui souhaitent réellement sa continuité, mais il y a aussi quelques secteurs qui s'identifient aux valeurs du capitalisme et à son affirmation mensongère d'abondance, de démocratie et de liberté.

En principe, personne ne saurait s'opposer à ce qu'une partie des intellectuels « progressistes » à Cuba souhaite publiquement : une institutionnalité juridique et politique garantissant davantage de libertés, de droits et de possibilités de participation réelle pour le peuple. Cependant, le problème se pose lorsqu'ils proposent, comme voie vers davantage de démocratie et de droits, le sillon tracé par les formules des institutions bourgeoises, à un moment historique où les catégories qu'ils

mulation, afin de créer un modèle qui soit bon pour l'humanité et la nature. Cette notion d'un côté noble du capitalisme omet la lutte de classe en tant qu'élément fondamental à l'intérieur d'un système qui utilise tous les moyens possibles pour se reproduire, et qui, dans sa reproduction illimitée, contient la négation de l'humanité et, en même temps, la nécessité de la rébellion.

L'introduction de freins au capitalisme, à certains moments et dans certains contextes, n'a été que le résultat historique des luttes populaires contre le système. Les concessions, en termes de revendications sociales, que l'on a pu arracher au système, doivent être constamment défendues, au risque d'être effacées de l'Histoire, car elles ne s'inscrivent pas dans la logique de ses processus d'accumulation. Et ceci, parce que les droits sociaux représentent en réalité des éléments perturbateurs qui réduisent les opportunités de profit, de sorte qu'ils peuvent être parfaitement inutiles et sans intérêt pour le fonctionnement « sain » du système économique d'accumulation capitaliste, comme cela a été largement démontré dans les pays dévastés sur le plan social par les intérêts du capital.








**Nul doute que le socialisme cubain doit se radicaliser, et le faire en visant l'approfondissement de l'équité sociale et l'amélioration des mécanismes de participation politique, mais il doit créer ses propres formes pour y parvenir**

ou universitaire, gagnent du terrain à Cuba, notamment parmi certains secteurs parmi les intellectuels cubains, en se présentant comme des plateformes « plurielles » et « alternatives » de réflexion publique sur le présent et l'avenir du pays. Ceux qui publient dans ces espaces construisent un récit « progressiste » qui assume comme fil conducteur un discours de discrédit, et parfois de ressentiment marqué, à l'égard du système politique cubain. En dépit de leur soi-disant « pluralité », il est difficile de trouver des positions qui s'identifient au processus révolutionnaire de ces dernières décennies, pas même dans une perspective critique. Ce sont ces mêmes auteurs qui publient dans l'un ou l'autre de ces médias, se citant entre eux et créant peu à peu un réseau qui vise à se positionner sur la scène médiatique en ce qui concerne Cuba. Ils s'efforcent d'exercer une influence sur l'opinion publique, en accumulant un capital intellectuel qui, dans certains cas, est déjà devenu rentable et un capital politique qui, peut-être, à un moment donné, pourrait le devenir. Ils tentent de socialiser une façon particulière d'interpréter la réalité cubaine, qui devient de plus en plus populaire au sein de leurs réseaux, sans que sa portée effective ne soit clairement définie.

On trouve des nuances dans le discours des auteurs que l'on peut considérer comme faisant partie de ce courant. Certains d'entre eux s'in-se présentent comme des défenseurs de la presse indépendante, de la liberté d'expression, d'autres droits civils et de certaines causes sociales, jusqu'à ceux qui s'orientent vers la possibilité d'une inflexion dans l'institutionnalité juridique et politique cubaine vers un « socialisme démocratique », qui serait l'héritier de la plus pure tradition républicaine.

En dépit de cette diversité, on distingue un centre autour de cinq aspects fondamentaux qui marquent les intérêts au sein de ce courant de pensée « progressiste », caractérisé davantage par l'homogénéité que par la pluralité :

Premièrement, la défense de certains droits limités au sein de la société cubaine actuelle, liés à des limitations de la propriété privée et à l'accumulation des richesses, à la liberté d'association, à la manifestation et à l'expression, au pluralisme politique, au vote direct et à la liberté de la presse.

Deuxièmement, les discours se caractérisent par la dénonciation des conditions de vulnérabilité vécues par certaines couches de la population, c'est-à-dire, des situations de pauvreté, d'insalubrité, de violence de genre, entre autres problèmes susceptibles d'être présentés dans les médias comme des « causes sociales » qui soulèvent une grande émotion.

Troisièmement, leur jugement sur le système politique cubain repose sur le fait de le rendre entièrement responsable, aussi bien quant aux limitations et soutenue du système cubain de donner toute sa dignité à la vie sur l'île.

Cinquièmement, enfin, bien que ces discours n'utilisent pas le même jargon politique que la droite étasunienne contre Cuba, ils s'appuient sur les mêmes pivots d'ouverture au libre marché, de critique ironique sur l'inefficacité d'une économie socialiste bloquée et de défense de quelques droits spécifiques traditionnellement arborés par les démocraties libérales, ce qui rend ce type d'arguments extrêmement faciles à assimiler ou à coopter par les intérêts extérieurs et leurs salariés sur l'île, ainsi que par le reste de la dissidence cubaine. Quelques intellectuels cubains, qui se définissent comme des représentants de la « gauche », se distinguent dans ce courant de pensée « progressiste ». Ils se prononcent en faveur d'un « socialisme démocratique », avec la nostalgie de la tradition républicaine présente à d'autres périodes de l'histoire de notre pays et, en général, ils discréditent le processus révolutionnaire socialiste à Cuba. En dépit de leur position, tantôt sceptique, tantôt clairement hostile à l'égard des institutions cubaines actuelles, et même s'ils finissent parfois par adopter des positions alignées ou, du moins, opportunes, pour la droite internationale qui attaque le pays, et ses militants politiques sur l'île, il serait difficile de les identifier comme des membres de la dissidence ouverte. Ce sont des intellectuels formés à Cuba, dotés d'un important bagage culturel, qui semblent sincères lorsqu'ils se déclarent très engagés et soucieux d'un meilleur destin pour leur pays.

Nous ne les verrons jamais se prononcer dans les termes de la droite de Miami, une propagande obsolète dont ils se démarquent : la dimension de leur discours est tout autre ; il s'agit d'un discours, en fait, difficile à calibrer dans une première approche.

Leur rhétorique se révèle attrayante, mais sans affiliation claire à aucun projet, ni à une quelconque déclaration de principes que celle de leur foi dans les idéaux de la pureté républicaine et dans certaines de ses catégories formelles. Pour la plupart de leurs partisans sur les réseaux sociaux,

ment historique ou les catégories qu'ils



**Dans la Révolution cubaine, il n'y a pas d'option pour revenir à des étapes précédentes, caractérisées par l'accumulation de richesses entre les mains d'une classe qui utilise le pouvoir politique, comme cela se produit dans la plupart des pays capitalistes du monde.**

défendent sont désormais devenues des euphémismes notoires qui ne résolvent pas les crises structurelles de droits et de la démocratie dans les sociétés capitalistes.

On peut faire valoir que les principes républicains de plus de droits et plus de libertés ne sont pas nécessairement l'apanage des sociétés bourgeoises ; cela dépendra toujours des référents à partir desquels ils sont construits. À cet égard, bien qu'une partie du « progressisme » à Cuba se déclare liée à la gauche, ses discours et ses référents

cial par les intérêts du capital.

Par conséquent, le démantèlement total des droits sociaux dans certains lieux et l'existence de concessions arrachées au système dans certains contextes à coup de luttes et de sacrifices collectifs sont les deux faces de la même médaille : le caractère unique et brutal du système. C'est pour cela que, concernant le socialisme à Cuba, les droits liés à la libre association, à la liberté de la presse et de la manifestation, des concepts tellement défendus par le « progressisme » cubain, pris dans l'abstrait, sans tenir compte des




**Là où le capitalisme a triomphé strictement, son triomphe a représenté pour la plupart des peuples, l'exploitation, la dévastation, le pillage et l'extermination, c'est-à-dire la destruction de cultures et de sociétés entières**

conditions objectives et des réalités concrètes auxquelles l'île est confrontée depuis janvier 1959, risquent d'être cooptés par des groupes de pouvoir économiques externes et internes à l'île pour imposer un programme privé et de privatisation en fonction de leurs intérêts de classe, qui viendrait augmenter les périphéries existantes, et les rendrait incroyablement meurtrières. Cuba n'entrera pas par la grande avenue du modèle démocratique bourgeois défendu par le « progressisme » cubain, sans que ne se fissure sa liberté en tant que nation et le projet d'une société pour les humbles. Le vote direct dans les pays, dont les constitutions sont prises en exemple par le « progressisme », ne garantit pas nécessairement que les intérêts de ceux qui votent soient représentés. L'insistance des « progressistes » sur la « pluralité politique », qui pourrait se traduire par un multipartisme et ouvrir un espace à la présence réelle de courants politiques du « centre » et de « droite », dans le cadre d'un projet social où il ne pourrait y avoir de place que pour l'approfondissement du socialisme, au risque de détruire tout projet autonome en tant que nation, conduirait au repositionnement d'une bourgeoisie au pouvoir, qui n'hésiterait pas et ne tarderait pas à rétablir les mécanismes de domination de classe liés à ses intérêts économiques, ce qui impliquerait la liquidation du socialisme.

Il semblerait que cette conception du « progressisme » cubain, dans la défense des droits et des libertés dans l'abstrait, ne parvient pas à voir que, dans l'espace politique formel des sociétés capitalistes, il n'y a en réalité aucune différence effective entre le « centre » et la « gauche », puisque la politique en place est subordonnée aux intérêts du capital, quel que soit son bord. La vraie gauche se bat régulièrement en dehors et en dessous, en marge et contre toute institutionnalité imposée. Le multipartisme se transforme dans la pratique en groupes de pouvoir économique et politique en lutte pour s'emparer des ressources de leur pays à leur profit, dépouillant ainsi d'opportunités de satisfaire leurs besoins fondamentaux de larges secteurs sociaux. Dans les pays dotés de constitutions reconnaissant la liberté d'expression, les manifestations sociales sont brutalement réprimées lorsqu'elles touchent les intérêts des élites économiques et on assassine des journalistes et des défenseurs des droits de l'homme en toute impunité. En ce sens, l'institutionnalité juridique et politique bourgeoise se caractérise par l'énoncé de droits formels et de libertés relatives subordonnées en dernière instance aux intérêts du capital. Quels droits sont-ils garantis pour les plus pauvres dans de nombreux pays où les constitutions parlent de démocratie, de droits de l'homme et de libertés politiques dans les mêmes termes que le « progressisme » cubain exige qu'ils soient définis dans la constitution à Cuba ?

Aucun droit. Parce qu'il ne s'agit pas de concepts formels, il s'agit de créer des conditions de possibilités réelles dans le contexte d'un projet déterminé de société. Par conséquent, nous ne reconnaissons pas l'ordre conceptuel des droits et des libertés proclamé par l'intellectualisme « progressiste » par opposition au socialisme à Cuba (« pluralité politique », « droits de l'homme », « liberté d'expression », « liberté de la presse », « liberté d'association », « liberté de manifestation », « démocratie »), non parce que ce sont en soi des concepts bourgeois, parce qu'en réalité, ils ne doivent pas nécessairement l'être, mais surtout parce qu'ils ne peuvent pas être pleinement réalisées dans les modèles de société capitaliste que le « progressisme » adopte comme référent, c'est-à-dire qu'il existe une contradiction inhérente à ce système entre l'énonciation

*suite à la page(15)*

par des groupes de pouvoir économiques externes et internes à l'île pour imposer un programme privé et de privatisation en fonction de leurs intérêts de classe, qui viendrait augmenter les périphéries existantes, et les rendrait incroyablement meurtrières. Cuba n'entrera pas par la grande avenue du modèle démocratique bourgeois défendu par le « progressisme » cubain, sans que ne se fissure sa liberté en tant que nation et le projet d'une société pour les humbles. Le vote direct dans les pays, dont les constitutions sont prises en exemple par le « progressisme », ne garantit pas nécessairement que les intérêts de ceux qui votent soient représentés. L'insistance des « progressistes » sur la « pluralité politique », qui pourrait se traduire par un multipartisme et ouvrir un espace à la présence réelle de courants politiques du « centre » et de « droite », dans le cadre d'un projet social où il que nation, conduirait au repositionnement d'une bourgeoisie au pouvoir, qui n'hésiterait pas et ne tarderait pas à rétablir les mécanismes de domination de classe liés à ses intérêts économiques, ce qui impliquerait la liquidation du socialisme.

Il semblerait que cette conception du « progressisme » cubain, dans la défense des droits et des libertés dans l'abstrait, ne parvient pas à voir que, dans l'espace politique formel des sociétés capitalistes, il n'y a en réalité aucune différence effective entre le « centre » et la « gauche », puisque la politique en place est subordonnée aux intérêts du capital, quel que soit son bord. La vraie gauche se bat régulièrement en dehors et en dessous, en marge et contre toute institutionnalité imposée. Le multipartisme se transforme dans la pratique en groupes de pouvoir économique et politique en lutte pour s'emparer des ressources de leur

Aucun droit. Parce qu'il ne s'agit pas de concepts formels, il s'agit de créer des conditions de possibilités réelles dans le contexte d'un projet déterminé de société. Par conséquent, nous ne reconnaissons pas l'ordre conceptuel des droits et des libertés proclamé par l'intellectualisme « progressiste » par opposition au socialisme à Cuba (« pluralité politique », « droits de l'homme », « liberté d'expression », « liberté de la presse », « liberté d'association », « liberté de manifestation », « démocratie »), non parce que ce sont en soi des concepts bourgeois, parce qu'en réalité, ils ne doivent pas nécessairement l'être, mais surtout parce qu'ils ne peuvent pas être pleinement réalisées dans les modèles de société capitaliste que le « progressisme » adopte comme référent, c'est-à-dire qu'il existe une contradiction inhérente à ce système entre l'énonciation

*suite à la page(15)*

« centre » et de « droite », dans le cadre d'un projet social où il

et politique en lutte pour s'em-parer des ressources de leur

suite à la page(15)

# La goutte d'eau qui a fait déborder le vase, ou et le crépuscule du néolibéralisme en Amérique latine

Par Oto Higuita

Les gouvernements de droite et néolibéraux du continent latino-américain (AMLAT) ont toujours fait confiance à la force de leurs régimes, à l'efficacité et à la durabilité du modèle économique et, bien sûr, à la patience de millions de pauvres, de travailleurs, d'indigènes, d'étudiants, de paysans, d'Afros, qui souffrent réellement des effets dévastateurs d'une politique économique qui profite uniquement aux milliardaires, aux dirigeants corrompus et criminels et aux grandes entreprises multinationales.

Mais la fête est terminée pour eux, au revoir général, au revoir Sebastián, chantent des millions de Chiliens sur les places et dans les rues. La goutte d'eau a fait déborder le vase, la patience a cessé et des millions de citoyens sont descendus dans la rue, rendus furieux et indignés par la tromperie, les promesses non tenues d'une vie meilleure, la corruption et la misère dans laquelle ils vivent.

Un nouveau spectre hante le continent : des peuples soulevés anéantissent ce qui reste des gouvernements néolibéraux. La vague de protestations et la fureur accumulée se déchaînent en Amérique latine, et le malaise populaire et anti-systémique s'installe comme un géant piétinant tout sur son passage.

**Mexique :** Andrés Manuel López Obrador a remporté la présidence en juillet 2018 et a reçu un large mandat pour réduire la misère dans laquelle vit la majorité de la population, contenir la vi-



Lutte et mobilisation populaire en Haïti




Mobilisation populaire dans les rues au Chili

# «J'aime le pétrole» : Donald Trump résume ses ambitions géopolitiques sur la Syrie !



Donald Trump s'adresse à la presse depuis la Maison Blanche le 1er novembre 2019

*Le président américain a utilisé une formule dont lui seul détient le secret pour résumer la position américaine en Syrie. «Nous avons laissé des soldats juste parce que nous gardons le pétrole. J'aime le pétrole.», a-t-il confessé.*

Donald Trump a une nouvelle fois fait honneur au style direct et sans fioriture qu'il affectionne tant en affirmant, sans équivoque, que les soldats américains resteront en Syrie uniquement pour sécuriser des installations pétrolières. «Nous avons gardé le pétrole. Nous sommes restés en retrait et nous avons gardé le pétrole. D'autres peuvent patrouiller la frontière de la Syrie, franchement, et la Turquie les laisse le faire. Ils se battent depuis mille ans. Qu'ils surveillent la frontière. On ne veut pas le faire», a-t-il déclaré, le 1er novembre, depuis la Maison Blanche concernant le retrait

**américain», selon Bachar el-Assad**

La veille, le président syrien, qui répondait à une interview depuis la Syrie, avait loué l'honnêteté de Donald Trump dans ses prises de position et l'avait qualifié de «meilleur président américain».

**Quoi de mieux qu'un ennemi transparent ?**

«Trump dit : "Nous voulons du pétrole.", "Nous voulons nous débarrasser de telle ou telle personne." [ …] et c'est la vérité. C'est la politique américaine. Quoi de mieux qu'un ennemi transparent ?», avait-il déclaré, non sans au passage étriller ses prédécesseurs qui «avaient commis des erreurs politiques et des crimes et avaient reçu un prix Nobel pour cela».

La Turquie a cessé son offensive dans le nord de la Syrie à la suite d'un accord entre Recep Tayyip Erdogan et

Les gouvernements de droite et néolibéraux du continent latino-américain (AMLAT) ont toujours fait confiance à la force de leurs régimes, à l'efficacité et à la durabilité du modèle économique et, bien sûr, à la patience de millions de pauvres, de travailleurs, d'indigènes, d'étudiants, de paysans, d'Afros, qui souffrent réellement des effets dévastateurs d'une politique économique qui profite uniquement aux milliardaires, aux dirigeants corrompus et criminels et aux grandes entreprises multinationales.

Mais la fête est terminée pour eux, au revoir général, au revoir Sebastián, chantent des millions de Chiliens sur les places et dans les rues. La goutte d'eau a fait déborder le vase, la patience a cessé et des millions de citoyens sont descendus dans la rue, rendus furieux et indignés par la tromperie, les promesses non tenues d'une vie meilleure, la corruption et la misère dans laquelle ils vivent.

Un nouveau spectre hante le continent : des peuples soulevés anéantissent ce qui reste des gouvernements néolibéraux. La vague de protestations et la fureur accumulée se déchaînent en Amérique latine, et le malaise populaire et anti-systémique s'installe comme un géant piétinant tout sur son passage.

**Mexique :** Andrés Manuel López Obrador a remporté la présidence en juillet 2018 et a reçu un large mandat pour réduire la misère dans laquelle vit la majorité de la population, contenir la violence narco-paramilitaire, mettre fin au cancer de la corruption qui épuise les ressources publiques et démanteler le modèle néolibéral que les gouvernements oligarchiques ont maintenu pour leur propre bénéfice et celui des grands entrepreneurs et millionnaires, appliquant en obéissant comme des toutous les recommandations du FMI pour imposer les réductions sociales aux classes moyennes et pauvres.




"Le pacson nous affecte tous, sauf les riches" (Équateur)

**Porto Rico en flammes :** c'est ainsi qu'Atilio Boron appelle le processus et les conséquences possibles de l'ex-



Lutte et mobilisation populaire en Haïti




Mobilisation populaire dans les rues au Chili

conséquence d'un long malaise accumulé, causé par l'extrême pauvreté de 70% de sa population, protestations qui ont fait 77 morts. Le mouvement populaire est dans la rue chaque jour pour exiger sa démission de la présidence, afin de produire un changement de régime qui garantisse aux Haïtiens de meilleures conditions de vie.

**Honduras** : dans ce pays d'Amérique centrale, les manifestants exigent la démission du président Juan Orlando Hernández pour corruption et pour ses liens avec les narcos et les criminels, manifestations qui ont gagné en force et en légitimité depuis la condamnation par un tribunal fédéral US de son frère Tony pour trafic de drogue.

**Pérou :** son gouvernement fait partie du Groupe de Lima, l'oligarchie péruvienne s'est prêtée à prendre la tête des attaques et agressions contre les gouvernements progressistes et bolivariens qui ne suivent pas les recommandations du FMI et ne sont pas soumis aux USA ; elle ne se remet toujours pas du cancer de la corruption et fait face à une crise profonde de gouvernance et de légitimité. Plusieurs

prix et l'expansion de la pauvreté

**Brésil :** après la destitution putschiste de Dilma Rousseff et la détention après un montage judiciaire de Lula, dans le but de déclarer leur mort politique et de les éloigner du pouvoir, l'élu Jair Bolsonaro, ancien militaire d'extrême droite, xénophobe, raciste, écocide, a déjà été confronté à de grandes mobilisations populaires qui ont rejeté et affronté son programme de gouvernement néolibéral, apparemment il a déjà entrevu ce qui peut arriver à son programme de réformes et de privatisations, annoncé après son élection. Bolsonaro représente sans aucun doute très bien les intérêts et les valeurs de l'extrême droite latino-américaine et des bénéficiaires du modèle néolibéral et c'est à ce titre qu'il agit depuis la présidence, mais il est conscient qu'il est de plus en plus seul.

**Équateur :** le pays a connu la fureur et le malaise général de larges secteurs sociaux qui sont descendus dans la rue après le "pacson" de réformes néolibérales décrété par Lenin Moreno, le président qui a trahi le mandat qui lui avait été donné par la majorité qui l'a élu



**Donald Trump s'adresse à la presse depuis la Maison Blanche le 1er novembre 2019**

*Le président américain a utilisé une formule dont lui seul détient le secret pour résumer la position américaine en Syrie. «Nous avons laissé des soldats juste parce que nous gardons le pétrole. J'aime le pétrole.», a-t-il confessé.*

Donald Trump a une nouvelle fois fait honneur au style direct et sans fioriture qu'il affectionne tant en affirmant, sans équivoque, que les soldats américains resteront en Syrie uniquement pour sécuriser des installations pétrolières. «Nous avons gardé le pétrole. Nous sommes restés en retrait et nous avons gardé le pétrole. D'autres peuvent patrouiller la frontière de la Syrie, franchement, et la Turquie les laisse le faire. Ils se battent depuis mille ans. Qu'ils surveillent la frontière. On ne veut pas le faire», a-t-il déclaré, le 1er novembre, depuis la Maison Blanche concernant le retrait des troupes américaines et l'offensive turque au nord de la Syrie. Pour le chef d'Etat américain, l'essentiel est désormais de ramener les soldats «à la maison».

### J'aime le pétrole. Nous gardons le pétrole

«Mais», a ajouté le président, «Nous allons laisser des soldats juste parce que nous allons garder le pétrole. J'aime le pétrole. Nous gardons le pétrole.» Le milliardaire américain a, par ailleurs, assuré travailler avec les Kurdes, «franchement avec la Turquie» et avec «beaucoup de pays», avant de se réjouir de l'«énorme victoire» qu'a été selon lui l'élimination du chef de Daesh Abou Bakr al-Baghdadi.

### Le «meilleur président américain», selon Bachar el-Assad

La veille, le président syrien, qui répondait à une interview depuis la Syrie, avait loué l'honnêteté de Donald Trump dans ses prises de position et l'avait qualifié de «meilleur président américain».

### Quoi de mieux qu'un ennemi transparent ?

«Trump dit : "Nous voulons du pétrole.", "Nous voulons nous débarrasser de telle ou telle personne." [ ...] et c'est la vérité. C'est la politique américaine. Quoi de mieux qu'un ennemi transparent ?», avait-il déclaré, non sans au passage étriller ses prédécesseurs qui «avaient commis des erreurs politiques et des crimes et avaient reçu un prix Nobel pour cela».

La Turquie a cessé son offensive dans le nord de la Syrie à la suite d'un accord entre Recep Tayyip Erdogan et Vladimir Poutine, le 22 octobre, à Sotchi. Conformément à cet accord, des patrouilles communes entre la police militaire russe et des gardes-frontières turcs ont été organisées pour instaurer une «zone de sécurité» de 30 kilomètres à la frontière entre Turquie et Syrie.

Pendant ce temps, au sein de l'ONU à Genève, le Comité constitutionnel syrien, composé de 150 membres (50 choisis par le gouvernement, 50 par l'opposition et 50 «indépendants» choisis par l'ONU), est chargé de trouver une solution politique à la crise par la rédaction de la prochaine Constitution syrienne.

**Russia Today (RT)**
**3 novembre 2019**

Obrador a remporté la présidence en juillet 2018 et a reçu un large mandat pour réduire la misère dans laquelle vit la majorité de la population, contenir la violence narco-paramilitaire, mettre fin au cancer de la corruption qui épuise les ressources publiques et démanteler le modèle néolibéral que les gouvernements oligarchiques ont maintenu pour leur propre bénéfice et celui des grands entrepreneurs et millionnaires, appliquant en obéissant




**"Le pacson nous affecte tous, sauf les riches" (Équateur)**

comme des toutous les recommandations du FMI pour imposer les réductions sociales aux classes moyennes et pauvres.

**Porto Rico en flammes** : c'est ainsi qu'Atilio Boron appelle le processus et les conséquences possibles de l'ex-

ES OBSOLETO, PERO LE LLAMAN
NEO
ES OPRESOR, PERO LE LLAMAN
LIBERALISMO

**Il est obsolète, mais ils l'appellent NÉO. Il est oppressif, mais ils l'appellent LIBÉRALISME**

plosion populaire sur l'île, comme une conséquence de la corruption galopante, dont le gouverneur misogyne et conservateur a dû démissionner à cause des protestations massives des citoyens.

**Haïti** : son dirigeant néolibéral, corrompu et autoritaire actuel, Jovenel Moïse, fait face à une vague de protestations massives depuis septembre, conséquence d'un long malaise accumulé, causé par l'extrême pauvreté de 70% de sa population, protestations qui ont fait 77 morts. Le mouvement populaire est dans la rue chaque jour pour exiger sa démission de la présidence, afin de produire un changement de régime qui garantisse aux Haïtiens de meilleures conditions de vie.

**Mobilisation populaire dans les rues au Chili**

**Honduras** : dans ce pays d'Amérique centrale, les manifestants exigent la démission du président Juan Orlando Hernández pour corruption et pour ses liens avec les narcos et les criminels, manifestations qui ont gagné en force et en légitimité depuis la condamnation par un tribunal fédéral US de son frère Tony pour trafic de drogue.

**Pérou** : son gouvernement fait partie du Groupe de Lima, l'oligarchie péruvienne s'est prêtée à prendre la tête des attaques et agressions contre les gouvernements progressistes et bolivariens qui ne suivent pas les recommandations du FMI et ne sont pas soumis aux USA ; elle ne se remet toujours pas du cancer de la corruption et fait face à une crise profonde de gouvernance et de légitimité. Plusieurs présidents ont dû quitter leurs fonctions sous la pression des mouvements de citoyens et des décisions de leurs tribunaux.

**Argentine** : Macri a été battu à l'élection présidentielle. Ce fervent néolibéral, défenseur de la dictature militaire qui s'est violemment emparée du pouvoir dans les années 1970, a changé le cours de la politique économique du pays en appliquant le néolibéralisme éculé et ses privatisations bien connues, conseillé par le FMI et la Banque mondiale pour assurer le remboursement de leurs prêts prédateurs. Mais les Argentins ont compris la tromperie, ses fausses promesses étant la mascarade pour couvrir son alliance avec les multinationales et les grands capitalistes, ruiner l'économie et creuser le fossé entre riches et pauvres comme jamais auparavant. Ils avaient cru qu'en votant pour, il allait améliorer leurs conditions de vie et que la corruption prendrait fin, mais ils n'ont vu ni l'un ni l'autre, seulement la répression, la privatisation, la hausse des prix et l'expansion de la pauvreté

**Brésil** : après la destitution putschiste de Dilma Rousseff et la détention après un montage judiciaire de Lula, dans le but de déclarer leur mort politique et de les éloigner du pouvoir, l'élu Jair Bolsonaro, ancien militaire d'extrême droite, xénophobe, raciste, écocide, a déjà été confronté à de grandes mobilisations populaires qui ont rejeté et affronté son programme de gouvernement néolibéral, apparemment il a déjà entrevu ce qui peut arriver à son programme de réformes et de privatisations, annoncé après son élection. Bolsonaro représente sans aucun doute très bien les intérêts et les valeurs de l'extrême droite latino-américaine et des bénéficiaires du modèle néolibéral et c'est à ce titre qu'il agit depuis la présidence, mais il est conscient qu'il est de plus en plus seul.

**Équateur** : le pays a connu la fureur et le malaise général de larges secteurs sociaux qui sont descendus dans la rue après le "pacson" de réformes néolibérales décrété par Lenin Moreno, le président qui a trahi le mandat qui lui avait été donné par la majorité qui l'a élu à la présidence par le vote populaire du Movimiento Revolución Ciudadana, pour remplacer l'ancien président Rafael Correa. La situation n'est pas encore résolue, mais Moreno a dû retirer son paquet anti-populaire à la suite de la mobilisation et des pressions des Équatoriens dans les rues. Le mouvement maintient l'initiative.

**Chili** : le dernier pays en date sur la liste des pays qui ont connu des explosions populaires, qui a commencé comme une journée de protestation étudiante contre l'augmentation du ticket du métro de Santiago décrétée par Sebastián Piñera, un fidèle représentant de la dictature de Pinochet. Cette explosion s'est propagée comme une flamme à de larges secteurs de travailleurs, chômeurs, retraités, chauffeurs, femmes au foyer, classes moyennes et citoyens en général, qui sont descendus dans la rue et sur les places pour manifester massivement leur profond mécontentement face à un

*suite à la page(16)*

depuis mille ans. Qu'ils surveillent la frontière. On ne veut pas le faire», a-t-il déclaré, le 1er novembre, depuis la Maison Blanche concernant le retrait des troupes américaines et l'offensive turque au nord de la Syrie. Pour le chef d'Etat américain, l'essentiel est désormais de ramener les soldats «à la maison».

**J'aime le pétrole. Nous gardons le pétrole**

«Mais», a ajouté le président, «Nous allons laisser des soldats juste parce que nous allons garder le pétrole. J'aime le pétrole. Nous gardons le pétrole.» Le milliardaire américain a, par ailleurs, assuré travailler avec les Kurdes, «franchement avec la Turquie» et avec «beaucoup de pays», avant de se réjouir de l'«énorme victoire» qu'a été selon lui l'élimination du chef de Daesh Abou Bakr al-Baghdadi.

**Le «meilleur président**

avaient reçu un prix Nobel pour cela».

La Turquie a cessé son offensive dans le nord de la Syrie à la suite d'un accord entre Recep Tayyip Erdogan et Vladimir Poutine, le 22 octobre, à Sotchi. Conformément à cet accord, des patrouilles communes entre la police militaire russe et des gardes-frontières turcs ont été organisées pour instaurer une «zone de sécurité» de 30 kilomètres à la frontière entre Turquie et Syrie.

Pendant ce temps, au sein de l'ONU à Genève, le Comité constitutionnel syrien, composé de 150 membres (50 choisis par le gouvernement, 50 par l'opposition et 50 «indépendants» choisis par l'ONU), est chargé de trouver une solution politique à la crise par la rédaction de la prochaine Constitution syrienne.

**Russia Today (RT)**
**3 novembre 2019**

# Pour ne pas oublier Norman Bethune, camarade, médecin du peuple

## *3 mars 1890 – 12 novembre 1939*

Par Frantz Latour

*«Vous ne pouvez pas parler de l'humanité sans parler de la lutte des classes. Je la prône, et le plus tôt le peuple la fera, le mieux ce sera.»*

**Norman Bethune**

Il y a quatre-vingts ans décédait Norman Bethune dont la vie exemplaire de médecin a été au service du peuple. Bethune, c'était le désintéressement, le don de soi, le symbole des valeurs humaines les plus élevées, une force morale indestructible à l'image de Che Guevara. Bethune et Che, deux «hommes nouveaux» qui n'ont jamais défendu d'autres causes que celle des exploités et des opprimés, des pauvres et des plus humbles de la Terre, et qui ont donné leur vie pour leurs idées.

Norman Bethune est né le 3 mars 1890 dans la ville de Gravenhurst en Ontario, au Canada. Il est élevé dans une famille canadienne bien établie, traditionnelle et très religieuse Reprenant la tradition grand-paternelle, il s'inscrit à l'école de médecine de l'Université de Toronto. Au bout de deux ans, il interrompt ses études pour s'inscrire, en 1911, au *Frontier College*, qui recrute de jeunes collégiens pour travailler le jour avec des bûcherons à la construction de chemins de fer et dans les mines, et le soir pour leur enseigner les rudiments de la lecture, de l'écriture et de l'arithmétique.

C'est son premier contact avec les conditions et mode de vie des travailleurs exploités, et il est déterminé à faire un succès de cette nouvelle expérience. En 1912, il termine deux autres années d'études médicales. Sur-



**Le Dr. Norman Bethune (extrême-droite) en compagnie du Dr. Richard Brown (à sa droite) et des soldats de la 8è Armée, en campagne dans le Nord de la Chine**

et les réalités sociales ambiantes et sur le rôle de l'artiste en tant qu'agent de changement social: « *L'artiste a pour fonction de déranger. Son devoir est d'éveiller les assoupis, d'ébranler les piliers de suffisance du monde. Dans un monde terrorisé par le changement, il prêche la révolution, principe de vie. Il est un agitateur, un trouble-fête, rapide, impatient, positif, turbulent et inquiétant. Il est l'esprit créateur de la vie travaillant dans l'âme des hommes.»*

Développer uniquement ses talents d'artiste et exprimer ses idées ne lui suffit pas. Bethune aide aussi à promouvoir la créativité et l'expression personnelle chez les enfants en met-

tario (anglais). Dès lors, il se bat pour enrayer la tuberculose et fait campagne pour une médecine socialisée qui fournisse des soins médicaux aux travailleurs pauvres et aux chômeurs.

Un événement important va prendre place dans l'évolution de la pensée de Bethune. En 1935, il participe en Union soviétique à un congrès international de physiologie. Il en profite pour visiter les hôpitaux, les cliniques et les sanatoriums. Il y découvre un système complet de médecine socialiste où les services de santé ne sont pas le privilège de nantis mais un droit de tout le peuple. La Grande dépression des années 30 amène au Canada pauvreté et un accroissement

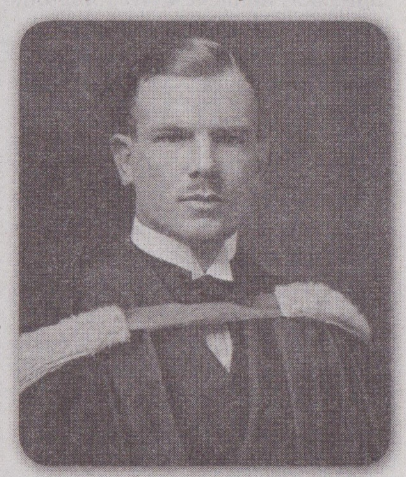
fascisme en Espagne. Les Brigades internationales se portent au secours des forces républicaines espagnoles, dont 1200 Canadiens. Bethune est du nombre. Sur le champ de bataille il constate que plusieurs soldats meurent avant de pouvoir être évacués pour être opérés. L'urgence de transfusions sur le terrain même saute aux yeux. Le médecin organise alors une unité mobile de transfusion extrêmement fonctionnelle et efficace célébrée du reste dans le film *Coeur d'Espagne*. A la suite de la victoire des républicains à la bataille de Guadalajara (mars 1937), on lui demande de retourner au Canada pour annoncer la bonne nouvelle et mener une campagne de financement de la cause.

Alors que le docteur Bethune termine sa série de conférences pour sensibiliser l'opinion canadienne à la nécessité de venir en aide à l'Espagne républicaine, les nouvelles abondent qui annoncent les nouvelles agressions fascistes japonaises, massives en Chine. Bethune décide alors de rejoindre Mao Zedong et la résistance chinoise autour de la ville de Yenan, au centre-nord du pays. Il explique à Mao comment des unités mobiles de transfusion sanguine et des opérations pratiquées directement sur le champ de bataille peuvent sauver jusqu'à 75% des soldats blessés. Mao approuve le projet d'unités médicales mobiles dans les zones de guérilla.

Trois semaines plus tard, Bethune rejoint une autre base de résistance couvrant les provinces frontalières du Shansi-Chahar-Hopei où l'aide médicale est encore plus urgente. Il y arrive en juin 1938, accompagné d'une infirmière canadienne. De concert avec

À cause d'une conduite héroïque dans des conditions très difficiles, la santé de Bethune va se détériorer. Lors d'une opération chirurgicale, il se coupe un doigt. La plaie va s'infecter. Les médicaments qui pourraient le guérir ne pourront arriver à temps à la base de Shansi-Chahar-Hopei à cause du blocus ennemi. L'infection provoquera une septicémie (infection du système circulatoire et de tous les organes) dont Bethune mourra le 12 novembre 1939, à l'âge de 49 ans.

De Bethune, Mao Zedong a écrit: *«Voilà donc un étranger, qui sans être poussé par aucun intérêt personnel, a fait sienne la cause de la libération du peuple chinois; quel est l'esprit qui l'a inspiré? C'est l'esprit de l'internationalisme…l'esprit du camarade Bethune, oubli total de soi et entier dévouement aux autres apparaissait*



**Le jeune Norman Bethune dipôlmé médecin en 1912**

de médecin a été au service du peuple. Bethune, c'était le désintéressement, le don de soi, le symbole des valeurs humaines les plus élevées, une force morale indestructible à l'image de Che Guevara. Bethune et Che, deux «hommes nouveaux» qui n'ont jamais défendu d'autres causes que celle des exploités et des opprimés, des pauvres et des plus humbles de la Terre, et qui ont donné leur vie pour leurs idées.

Norman Bethune est né le 3 mars 1890 dans la ville de Gravenhurst en Ontario, au Canada. Il est élevé dans une famille canadienne bien établie, traditionnelle et très religieuse Reprenant la tradition grand-paternelle, il s'inscrit à l'école de médecine de l'Université de Toronto. Au bout de deux ans, il interrompt ses études pour s'inscrire, en 1911, au *Frontier College*, qui recrute de jeunes collégiens pour travailler le jour avec des bûcherons à la construction de chemins de fer et dans les mines, et le soir pour leur enseigner les rudiments de la lecture, de l'écriture et de l'arithmétique.

C'est son premier contact avec les conditions et mode de vie des travailleurs exploités, et il est déterminé à faire un succès de cette nouvelle expérience. En 1912, il termine deux autres années d'études médicales. Survient la première guerre mondiale; il se porte volontaire dans le corps médical des forces armées. Démobilisé en 1915, il retourne à Toronto compléter ses études de médecine. Il est reçu chirurgien en 1923. Il se marie et déménage à Detroit, aux Etats-Unis. Une vie confortable et une carrière médicale réussie semblent lui sourire. Sa clientèle était en train de se consolider quand il est atteint de tuberculose. Heureusement, il en réchappe

Norman Bethune était aussi un artiste. Il écrit sur la relation entre l'art



**Le Dr. Norman Bethune (extrême-droite) en compagnie du Dr. Richard Brown (à sa droite) et des soldats de la 8è Armée, en campagne dans le Nord de la Chine**

et les réalités sociales ambiantes et sur le rôle de l'artiste en tant qu'agent de changement social: « *L'artiste a pour fonction de déranger. Son devoir est d'éveiller les assoupis, d'ébranler les piliers de suffisance du monde. Dans un monde terrorisé par le changement, il prêche la révolution, principe de vie. Il est un agitateur, un trouble-fête, rapide, impatient, positif, turbulent et inquiétant. Il est l'esprit créateur de la vie travaillant dans l'âme des hommes.* »

Développer uniquement ses talents d'artiste et exprimer ses idées ne lui suffit pas. Bethune aide aussi à promouvoir la créativité et l'expression personnelle chez les enfants en mettant sur pied une école expérimentale à ses frais, et devient un activiste dans la lutte contre la tuberculose. Il avait été témoin, à Detroit, des disparités entre les services de santé disponibles pour les riches et ceux des pauvres. Au Canada (où il était retourné en 1928), il se rend compte du fossé entre les services disponibles aux Canadiens anglais et ceux offerts aux Canadiens français. En effet, entre 1930 et 1939, le taux de mortalité due à la tuberculose est, en moyenne, trois fois plus élevé au Québec (français) qu'en Ontario (anglais). Dès lors, il se bat pour enrayer la tuberculose et fait campagne pour une médecine socialisée qui fournisse des soins médicaux aux travailleurs pauvres et aux chômeurs.

Un événement important va prendre place dans l'évolution de la pensée de Bethune. En 1935, il participe en Union soviétique à un congrès international de physiologie. Il en profite pour visiter les hôpitaux, les cliniques et les sanatoriums. Il y découvre un système complet de médecine socialiste où les services de santé ne sont pas le privilège de nantis mais un droit de tout le peuple. La Grande dépression des années 30 amène au Canada pauvreté et un accroissement de maladies à un rythme sans précédent. Ce qui va porter Bethune à s'impliquer davantage dans les luttes menées par les masses populaires. Il intensifie les débats sur la question de la réforme et de la révolution, et élargit ses rapports avec des militants politiques de la gauche intellectuelle et du monde des chômeurs. Attiré de plus en plus par le communisme, Bethune entre dans les rangs du PC canadien en décembre 1935.

En juillet 1936, à la suite d'une révolte militaire Franco instaure le

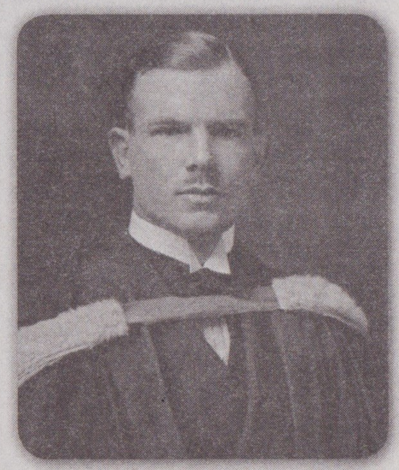
reste dans le film *Coeur d'Espagne*. A la suite de la victoire des républicains à la bataille de Guadalajara (mars 1937), on lui demande de retourner au Canada pour annoncer la bonne nouvelle et mener une campagne de financement de la cause.

Alors que le docteur Bethune termine sa série de conférences pour sensibiliser l'opinion canadienne à la nécessité de venir en aide à l'Espagne républicaine, les nouvelles abondent qui annoncent les nouvelles agressions fascistes japonaises, massives en Chine. Bethune décide alors de rejoindre Mao Zedong et la résistance chinoise autour de la ville de Yenan, au centre-nord du pays. Il explique à Mao comment des unités mobiles de transfusion sanguine et des opérations pratiquées directement sur le champ de bataille peuvent sauver jusqu'à 75% des soldats blessés. Mao approuve le projet d'unités médicales mobiles dans les zones de guérilla.

Trois semaines plus tard, Bethune rejoint une autre base de résistance couvrant les provinces frontalières du Shansi-Chahar-Hopei où l'aide médicale est encore plus urgente. Il y arrive en juin 1938, accompagné d'une infirmière canadienne. De concert avec le chef militaire guérillero de la zone, il mobilise le corps médical et la population afin d'établir un hôpital modèle pour la région, à compléter au bout de cinq semaines. Un défi relevé dans le temps prévu. Mais Bethune ne demeure pas à l'hôpital, il se déplace avec les forces de la guérilla afin de soigner les blessés. Lorsque les combats sont durs et les blessés nombreux, Bethune doit opérer 18, 24, 36 heures d'affilée. Il refuse son salaire mensuel de 100 yuans et demande qu'on le garde pour un fonds d'aide aux soldats et paysans blessés durant leur convalescence.

à l'âge de 49 ans.

De Bethune, Mao Zedong a écrit: «*Voilà donc un étranger, qui sans être poussé par aucun intérêt personnel, a fait sienne la cause de la libération du peuple chinois; quel est l'esprit qui l'a inspiré? C'est l'esprit de l'inter-*



**Le jeune Norman Bethune dipôlmé médecin en 1912**

*nationalisme...l'esprit du camarade Bethune, oubli total de soi et entier dévouement aux autres apparaissait dans son affection sans bornes pour les camarades, pour le peuple*».

Norman Bethune était la synthèse, le modèle, la plus haute expression de tout ce qu'il y a de meilleur en chacun de nous, et qu'il avait porté au plus haut degré du dépassement de soi, à l'incandescence même de la générosité humaine la plus pure.

Repose en paix, camarade, frère des humbles et confrère Bethune! C'est l'humanité toute entière qui te salue.

**6 novembre 2019**

---

# La mémoire au service des luttes : Félix-Roland Moumié

**Par FUIQP et Alain Saint-Victor**

Il y a 63 ans, le 3 novembre 1956, le dirigeant indépendantiste camerounais Félix-Roland Moumié était assassiné.

Né le premier novembre 1925, il fait ses études secondaires à l'école

La popularité de Moumié grandit rapidement et provoque la répression des autorités coloniales.

Il subit des mutations disciplinaires afin d'éviter qu'il puisse s'implanter dans une localité. Il est ainsi envoyé successivement dans les villes de Bétaré-Oya dans la région de l'est du pays, puis Mora et Maroua



progressistes africains de l'époque : Nasser, Nkrumah, Sékou Touré, etc.

Développant une efficacité redoutable pour développer la solidarité internationale avec le peuple camerounais, il devient la cible du gouvernement français qui décide de l'assassiner. Un commando est envoyé le 14 août 1956 avec pour mission



les conditions et mode de vie des travailleurs exploités, et il est déterminé à faire un succès de cette nouvelle expérience. En 1912, il termine deux autres années d'études médicales. Survient la première guerre mondiale; il se porte volontaire dans le corps médical des forces armées. Démobilisé en 1915, il retourne à Toronto compléter ses études de médecine. Il est reçu chirurgien en 1923. Il se marie et déménage à Detroit, aux Etats-Unis. Une vie confortable et une carrière médicale réussie semblent lui sourire. Sa clientèle était en train de se consolider quand il est atteint de tuberculose. Heureusement, il en réchappe

Norman Bethune était aussi un artiste. Il écrit sur la relation entre l'art

Développer uniquement ses talents d'artiste et exprimer ses idées ne lui suffit pas. Bethune aide aussi à promouvoir la créativité et l'expression personnelle chez les enfants en mettant sur pied une école expérimentale à ses frais, et devient un activiste dans la lutte contre la tuberculose. Il avait été témoin, à Detroit, des disparités entre les services de santé disponibles pour les riches et ceux des pauvres. Au Canada (où il était retourné en 1928), il se rend compte du fossé entre les services disponibles aux Canadiens anglais et ceux offerts aux Canadiens français. En effet, entre 1930 et 1939, le taux de mortalité due à la tuberculose est, en moyenne, trois fois plus élevé au Québec (français) qu'en On-

ne sont pas le privilège de nantis mais un droit de tout le peuple. La Grande dépression des années 30 amène au Canada pauvreté et un accroissement de maladies à un rythme sans précédent. Ce qui va porter Bethune à s'impliquer davantage dans les luttes menées par les masses populaires. Il intensifie les débats sur la question de la réforme et de la révolution, et élargit ses rapports avec des militants politiques de la gauche intellectuelle et du monde des chômeurs. Attiré de plus en plus par le communisme, Bethune entre dans les rangs du PC canadien en décembre 1935.

En juillet 1936, à la suite d'une révolte militaire Franco instaure le

médicale est encore plus urgente. Il y arrive en juin 1938, accompagné d'une infirmière canadienne. De concert avec le chef militaire guérillero de la zone, il mobilise le corps médical et la population afin d'établir un hôpital modèle pour la région, à compléter au bout de cinq semaines. Un défi relevé dans le temps prévu. Mais Bethune ne demeure pas à l'hôpital, il se déplace avec les forces de la guérilla afin de soigner les blessés. Lorsque les combats sont durs et les blessés nombreux, Bethune doit opérer 18, 24, 36 heures d'affilée. Il refuse son salaire mensuel de 100 yuans et demande qu'on le garde pour un fonds d'aide aux soldats et paysans blessés durant leur convalescence.

*nationalisme...l'esprit du camarade Bethune, oubli total de soi et entier dévouement aux autres apparaissait dans son affection sans bornes pour les camarades, pour le peuple»*.

Norman Bethune était la synthèse, le modèle, la plus haute expression de tout ce qu'il y a de meilleur en chacun de nous, et qu'il avait porté au plus haut degré du dépassement de soi, à l'incandescence même de la générosité humaine la plus pure.

Repose en paix, camarade, frère des humbles et confrère Bethune! C'est l'humanité toute entière qui te salue.

**6 novembre 2019**

# La mémoire au service des luttes : Félix-Roland Moumié

Par FUIQP et Alain Saint-Victor

Il y a 63 ans, le 3 novembre 1956, le dirigeant indépendantiste camerounais Félix-Roland Moumié était assassiné.

Né le premier novembre 1925, il fait ses études secondaires à l'école protestante de Njisse, et devient ainsi l'un des rares « indigènes » de l'époque à pouvoir effectuer des études.

Élève brillant, il est reçu en médecine à l'école professionnelle William-Ponty de Dakar (Sénégal) et devient l'un des premiers camerounais à devenir médecin-chirurgien.

En 1947, ses études terminées, Mounier rentre au pays et commence une carrière de chirurgien.

Au cours de la même année, il rencontre le dirigeant indépendantiste Ruben Um Nyobe et s'engage immédiatement avec lui dans la lutte contre l'État colonial.

En 1948, il adhère à l'organisation indépendantiste l'Union des Populations du Cameroun (UPC) et en devient deux ans plus tard, en avril 1950, le vice-président.

La popularité de Moumié grandit rapidement et provoque la répression des autorités coloniales.

Il subit des mutations disciplinaires afin d'éviter qu'il puisse s'implanter dans une localité. Il est ainsi envoyé successivement dans les villes de Bétaré-Oya dans la région de l'est du pays, puis Mora et Maroua dans la région de l'Extrême-Nord.

Cependant, Moumié transforme cette sanction en arme politique contre le colonisateur. Partout où il passe, il implante des sections de l'UPC et forme des militants. Malgré les interceptions de ses correspondances, les perquisitions illégales et les tentatives de corruption, Mounier resta imperturbable et poursuit son travail politique.

Le 25 mai 1955, l'armée française interrompt un meeting organisé par Mounier, dans lequel participent des milliers de participants. Elle tire sur la foule faisant plus de 1000 morts.

La répression sanglante s'étend ensuite aux autres villes du pays jusqu'au 30 mai : Douala, Yaoundé, Nkongsamba, Mbanga, Loum, Manjo, Mombo, Ngambe, Edéa, Eseka, Bafoussam, Obala... Aucun bilan officiel n'a jamais été donné, mais l'UPC avance le chiffre de 5 000 victimes.



L'UPC, comme ses organisations de jeunesse (Jeunesse Démocratique du Cameroun) et de femme (Union Démocratique des Femmes Camerounaises), est interdite. Les dirigeants sont contraints d'entrer dans la clandestinité.

Félix Moumié devient le représentant de l'UPC à l'étranger et rencontre à ce titre les leaders progressistes africains de l'époque : Nasser, Nkrumah, Sékou Touré, etc.

Développant une efficacité redoutable pour développer la solidarité internationale avec le peuple camerounais, il devient la cible du gouvernement français qui décide de l'assassiner. Un commando est envoyé le 14 août 1956 avec pour mission l'élimination du leader camerounais, mais l'opération échoue.

En 1960, Moumié est en Suisse pour rencontrer des représentants de la Chine Populaire et acheter des armes pour les maquisards du Cameroun qui ont déclenchés la lutte armée. Un agent des services secrets français lui verse du thallium dans son Ricard. Il meurt le lendemain avec un diagnostic médical attestant d'un empoisonnement. Il n'avait que 35 ans.

C'est ainsi que s'est institué le néocolonialisme au Cameroun, un système au service des intérêts économiques et politiques de l'ex-puissance coloniale. Repose en paix frère et camarade, ta lutte continue!

**Texte FUIQP et Alain Saint-Victor**

# L'arrestation du journaliste Max Blumenthal signale l'escalade de la guerre sur des médias alternatifs

Par Alan Macleod

*Le raid à la SWAT sur le domicile du critique et journaliste gouvernemental Max Blumenthal annonce une nouvelle escalade dans la guerre du gouvernement américain contre la dissidence.*

Max Blumenthal, rédacteur en chef du média indépendant The Grayzone, a été arrêté secrètement le 25 octobre lors d'une descente matinale à la SWAT dans son domicile à Washington, DC. Il a été détenu en secret au centre de détention central pendant deux jours, sans possibilité de communiquer avec le monde extérieur, après s'être vu refuser un appel téléphonique. Il affirme avoir été enchaîné aux mains et aux chevilles pendant un certain temps et enfermé dans une série de cages et de cellules. Blumenthal a été arrêté pour une accusation d'agression portée depuis cinq mois à la suite d'un incident survenu pendant le siège de l'ambassade du Venezuela à Washington.

Naylet Pacheco, un partisan de l'opposition vénézuélienne, affirme que Blumenthal lui avait donné plusieurs coups de pied à l'estomac au cours d'un conflit opposant les protecteurs de l'ambassade et les partisans du chef de l'opposition Juan Guaído, qui s'était proclamé président du Venezuela en janvier dernier. Au moment de l'incident, The Grayzone publiait une série de rapports d'enquête et de mises à jour qui contredisaient le récit de l'administration Trump, notant à quel point le soulèvement prétendument populaire avait été financé par Washington et dénonçant la corruption et les tactiques violentes des membres de l'opposition. Le mandat d'inculpation avait été initialement rejeté. Il a toutefois été relancé plus tard à l'insu de Blumenthal.

«Si le gouvernement m'avait au moins dit que j'avais un mandat, j'aurais pu me rendre volontairement et comparaître à mon gré. Je n'ai rien à craindre parce que je suis totalement innocent de cette accusation factice », a-t-il déclaré. « Au lieu de cela, le gouvernement fédéral a essentiellement enrôlé la police de DC dans le SWAT, m'assurant que je serais soumis à une descente matinale avant de languir en prison pendant des jours sans même la possibilité d'appeler un avocat »



Max Blumenthal, rédacteur en chef du média indépendant The Grayzone

## Une guerre contre la dissidence

Quand on lui a demandé de commenter, le comédien politique et animateur d'émissions de télévision, Lee Camp, a confié à MintPress News qu'il s'agissait là du dernier exemple des tentatives du gouvernement visant à faire taire l'opinion dissidente et à contrôler les médias:

«C'est la descente continue dans un État fasciste. Lorsque le gouvernement des États-Unis arrête de manière dramatique des journalistes, parce que leurs reportages menacent l'élite au pouvoir, comment peut-on l'appeler autrement?

contrepoids essentiel au message de l'entreprise. En réponse à un appel aux armes publié dans le Washington Post, les modifications apportées aux algorithmes de Facebook, Google, YouTube, Bing et autres ont conduit à la suppression du classement, de la désincentivation et parfois de la suppression de sites d'actualités indépendants.

En dépit de son calvaire, Blumenthal a toujours été traité mieux que d'autres qui ont violé le gouvernement américain. Chelsea Manning est toujours en prison, Edward Snowden est en exil, tandis que Julian Assange, dont l'état d'isolement cellulaire se

Venezuela à Washington, événement étroitement couvert par The Grayzone, et Alex Rubenstein de MintPress News. qui était parmi ceux invités à protéger le bâtiment. Rubenstein a expliqué comment les assaillants ont tenté d'assiéger les protecteurs de l'ambassade en utilisant des tactiques d'intimidation et de siège et a bénéficié du soutien tacite des services de sécurité locaux, qui ont refusé de protéger l'intégrité territoriale de l'ambassade, une violation diplomatique grave.

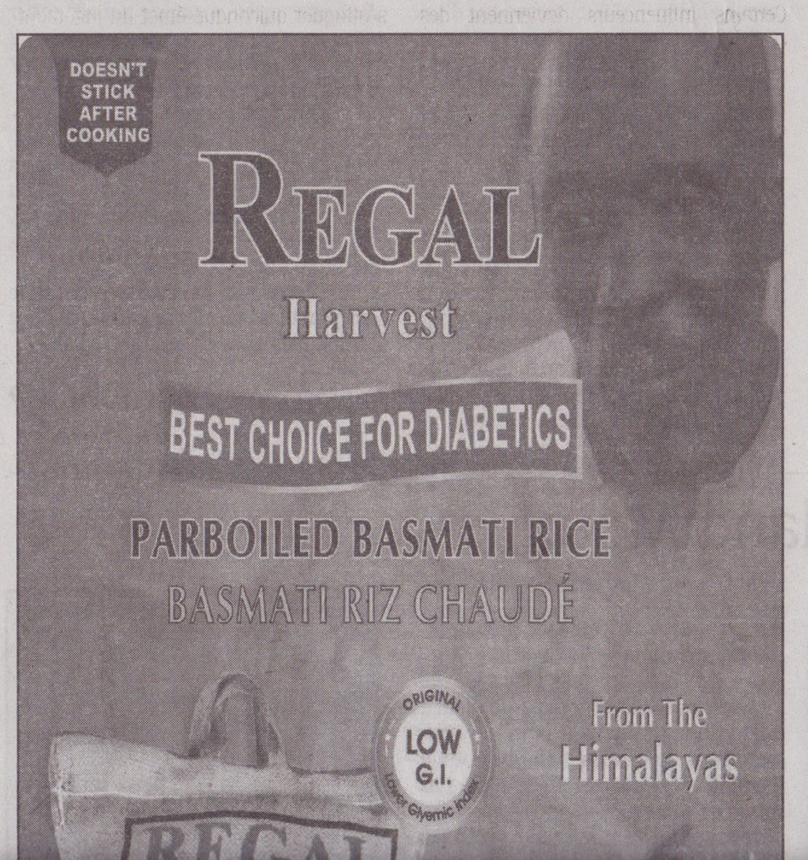
## Radio silence de Corporate Media

L'histoire dramatique d'une équipe SWAT faisant irruption dans la maison d'un journaliste dissident, le plaçant dans une voiture et le tenant au secret pendant des jours ne semble intéresser ni les médias privés ni les groupes professionnels de défense de la liberté de la presse tels que Reporters sans frontières ou le Comité pour la protection des journalistes. Après avoir été invité à commenter, Press Freedom Tracker des États-Unis a exclu cette affaire pour des raisons techniques, déclarant: Quelqu'un me permet de savoir quand ou si le traqueur américain de la liberté de la presse ou le Comité pour la protection des journalistes disent quoi que ce soit à propos de l'arrestation de @MaxBlumenthal @

Max Blumenthal, rédacteur en chef du média indépendant The Grayzone, a été arrêté secrètement le 25 octobre lors d'une descente matinale à la SWAT dans son domicile à Washington, DC. Il a été détenu en secret au centre de détention central pendant deux jours, sans possibilité de communiquer avec le monde extérieur, après s'être vu refuser un appel téléphonique. Il affirme avoir été enchaîné aux mains et aux chevilles pendant un certain temps et enfermé dans une série de cages et de cellules. Blumenthal a été arrêté pour une accusation d'agression portée depuis cinq mois à la suite d'un incident survenu pendant le siège de l'ambassade du Venezuela à Washington.

Naylet Pacheco, un partisan de l'opposition vénézuélienne, affirme que Blumenthal lui avait donné plusieurs coups de pied contredisaient le récit de l'administration Trump, notant à quel point le soulèvement prétendument populaire avait été financé par Washington et dénonçant la corruption et les tactiques violentes des membres de l'opposition. Le mandat d'inculpation avait été initialement rejeté. Il a toutefois été relancé plus tard à l'insu de Blumenthal.

«Si le gouvernement m'avait au moins dit que j'avais un mandat, j'aurais pu me rendre volontairement et comparaître à mon gré. Je n'ai rien à craindre parce que je suis totalement innocent de cette accusation factice », a-t-il déclaré. « Au lieu de cela, le gouvernement fédéral a essentiellement enrôlé la police de DC dans le SWAT, m'assurant que je serais soumis à une descente matinale avant de languir en prison pendant des jours sans même la possibilité d'appeler un avocat »






**Max Blumenthal, rédacteur en chef du média indépendant The Grayzone**

### Une guerre contre la dissidence

Quand on lui a demandé de commenter, le comédien politique et animateur d'émissions de télévision, Lee Camp, a confié à MintPress News qu'il s'agissait là du dernier exemple des tentatives du gouvernement visant à faire taire l'opinion dissidente et à contrôler les médias:

«C'est la descente continue dans un État fasciste. Lorsque le gouvernement des États-Unis arrête de manière dramatique des journalistes, parce que leurs reportages menacent l'élite au pouvoir, comment peut-on l'appeler autrement?

Les médias d'entreprise ont largement applaudi les efforts de changement de régime soutenus par les États-Unis au Venezuela, refusant même de les qualifier de «coup d'Etat», préférant plutôt les décrire comme un «soulèvement» du peuple, reprenant la même ligne que l'administration Trump à laquelle ils prétendent «résister. «Beaucoup de ces mêmes médias ont également commencé à s'associer au gouvernement dans le cadre d'un effort déclaré visant à lutter contre les fausses informations. La principale conséquence a été de saper et de réduire la portée des médias alternatifs, un contrepoids essentiel au message de l'entreprise. En réponse à un appel aux armes publié dans le Washington Post, les modifications apportées aux algorithmes de Facebook, Google, YouTube, Bing et autres ont conduit à la suppression du classement, de la désincentivation et parfois de la suppression de sites d'actualités indépendants.

En dépit de son calvaire, Blumenthal a toujours été traité mieux que d'autres qui ont violé le gouvernement américain. Chelsea Manning est toujours en prison, Edward Snowden est en exil, tandis que Julian Assange, dont l'état d'isolement cellulaire se dégrade, est confronté à un avenir très incertain. À Assange, les principaux médias ont largement applaudi à son arrestation d'avril, la décrivant comme une détention «attendue depuis longtemps» (Washington Post) et une détention «satisfaisante» (Saturday Night Live) d'un «anti-américain» (National Review) «narcissique» (Washington Post ) "Internet Troll" avec "une vue démesurée de sa propre importance" (The Times) laissant son "incarcération volontaire" (The Daily Beast) pour finalement "faire face à la justice" (Daily Mail) pour son "crime indiscutable" (New York Times ).



### Le siège de l'ambassade

L'administration Trump a refusé de reconnaître les résultats des élections de janvier 2019, qui ont attribué à Nicolás Maduro un nouveau mandat. Au lieu de cela, il a annoncé son soutien au président autoproclamé Juan Guaido, à la tête légitime du Venezuela. Ceci, d'intimidation et de siège et a bénéficié du soutien tacite des services de sécurité locaux, qui ont refusé de protéger l'intégrité territoriale de l'ambassade, une violation diplomatique grave.

### Radio silence de Corporate Media

L'histoire dramatique d'une équipe SWAT faisant irruption dans la maison d'un journaliste dissident, le plaçant dans une voiture et le tenant au secret pendant des jours ne semble intéresser ni les médias privés ni les groupes professionnels de défense de la liberté de la presse tels que Reporters sans frontières ou le Comité pour la protection des journalistes. Après avoir été invité à commenter, Press Freedom Tracker des États-Unis a exclu cette affaire pour des raisons techniques, déclarant: Quelqu'un me permet de savoir quand ou si le traqueur américain de la liberté de la presse ou le Comité pour la protection des journalistes disent quoi que ce soit à propos de l'arrestation de @ MaxBlumenthal. @ uspresstracker @pressfreedom

Nous sommes au courant de l'arrestation de Blumenthal et, sur la base des informations disponibles, il ne remplit pas les critères de catégorisation sur notre site, car il n'était pas en train de faire un rapport à ce moment-là.

L'arrestation d'un critique de premier plan par le gouvernement n'a fait l'objet d'aucune couverture générale ou commentaire, ce qui signifie que, pour ceux qui s'appuient sur les grands médias pour informer et façonner leur vision du monde, l'événement n'a pas eu lieu. C'est d'autant plus remarquable que Blumenthal est un auteur primé à succès du New York Times, issu d'une famille bien connectée d'anciens initiés d'élite à la Maison Blanche (son père était un assistant principal du président Clinton) et sur les médias sociaux.

Le silence de la presse traditionnelle contraste avec l'atten-

donné plusieurs coups de pied




journalistes, parce que leurs reportages menacent l'élite au pouvoir, comment peut-on l'appeler autrement?

Les médias d'entreprise ont largement applaudi les efforts de changement de régime soutenus par les États-Unis au Venezuela, refusant même de les qualifier de «coup d'Etat», préférant plutôt les décrire comme un «soulèvement» du peuple, reprenant la même ligne que l'administration Trump à laquelle ils prétendent «résister. «Beaucoup de ces mêmes médias ont également commencé à s'associer au gouvernement dans le cadre d'un effort déclaré visant à lutter contre les fausses informations. La principale conséquence a été de saper et de réduire la portée des médias alternatifs, un



Chelsea Manning est toujours en prison, Edward Snowden est en exil, tandis que Julian Assange, dont l'état d'isolement cellulaire se dégrade, est confronté à un avenir très incertain. À Assange, les principaux médias ont largement applaudi à son arrestation d'avril, la décrivant comme une détention «attendue depuis longtemps» (Washington Post) et une détention «satisfaisante» (Saturday Night Live) d'un «anti-américain» (National Review) «narcissique» (Washington Post ) "Internet Troll" avec "une vue démesurée de sa propre importance" (The Times) laissant son "incarcération volontaire" (The Daily Beast) pour finalement "faire face à la justice" (Daily Mail) pour son "crime indiscutable" (New York Times ).

**Le siège de l'ambassade**

L'administration Trump a refusé de reconnaître les résultats des élections de janvier 2019, qui ont attribué à Nicolás Maduro un nouveau mandat. Au lieu de cela, il a annoncé son soutien au président autoproclamé Juan Guaído, à la tête légitime du Venezuela. Ceci, en dépit du fait que Guaído n'a jamais représenté le bureau et que plus de 80% du pays ne savait même pas qui il était. Suite à l'auto-déclaration de Guaído à la présidence, l'administration Trump a demandé à tous les diplomates vénézuéliens de quitter les États-Unis. L'ambassade du Venezuela à Washington a donc officiellement invité les activistes pacifistes à pénétrer dans le bâtiment et à en préserver l'intégrité.

Alors que Guaído tentait de s'emparer du palais présidentiel lors d'une tentative de coup d'État en avril, les partisans de l'anti-président d'extrême-droite ont tenté d'assaillir l'ambassade du

le traqueur américain de la liberté de la presse ou le Comité pour la protection des journalistes disent quoi que ce soit à propos de l'arrestation de @ MaxBlumenthal. @ uspresstracker @pressfreedom

Nous sommes au courant de l'arrestation de Blumenthal et, sur la base des informations disponibles, il ne remplit pas les critères de catégorisation sur notre site, car il n'était pas en train de faire un rapport à ce moment-là.

L'arrestation d'un critique de premier plan par le gouvernement n'a fait l'objet d'aucune couverture générale ou commentaire, ce qui signifie que, pour ceux qui s'appuient sur les grands médias pour informer et façonner leur vision du monde, l'événement n'a pas eu lieu. C'est d'autant plus remarquable que Blumenthal est un auteur primé à succès du New York Times, issu d'une famille bien connectée d'anciens initiés d'élite à la Maison Blanche (son père était un assistant principal du président Clinton) et sur les médias sociaux.

Le silence de la presse traditionnelle contraste avec l'attention considérable que l'événement a suscitée dans les médias alternatifs et l'effusion du soutien des journalistes indépendants. Ses collègues de la Grayzone sont immédiatement venus à sa défense. Aaron Maté a déclaré:

MaxBlumenthal vient d'être arrêté sur une accusation ridicule pour avoir distribué de la nourriture à des militants assiégés dans l'ambassade du Venezuela au Venezuela * CINQ * mois auparavant. Max a fait un travail incroyable en exposant le coup d'État soutenu par les États-Unis au Venezuela et il s'agit d'une tentative d'intimidation.

**The Grayzone 28 Octobre 2019**

Suite de la page (11)

formelle et rhétorique des droits et des libertés et leur concrétisation réelle et pratique. Et parce que pour les exhiber, les progressistes passent outre l'Histoire de Cuba, même s'ils s'en déclarent les créanciers ; ils passent outre les conditions géopolitiques auxquelles fait face un projet en transition socialiste et ses circonstances économiques ; ils passent outre les acquis importants de la Révolution en matière de droits et de libertés, en dépit du fait que le pays se trouve aux prises avec un siège militaire, économique, politique et médiatique qui dure déjà depuis plus de six décennies. Ils passent outre l'espace où les libertés et les droits se trouvent en conflit, c'est-à-dire la confrontation entre deux modèles de société antagonistes, un modèle basé sur le lucre et le profit, à partir de l'exploitation du travail au service de l'accumulation du capital pour une minorité et un autre basé sur la distribution et l'équité au service de la société tout entière.

Ceci étant, nous critiquons la manière dont ces concepts de libertés et de droits sont utilisés par le « progressisme » cubain, calqué sur la manière dont ils sont utilisés en permanence dans l'ordre discursif imposé par les institutions bourgeoises pour se légitimer, sans qu'ils ne soient nécessairement mis en pratique, car ils sont toujours limités par le cadre étroit des intérêts de classe de l'élite dominante, à savoir, qu'ils finissent toujours par être des droits et des libertés pour une minorité. Leur seule possibilité de réalisation universelle effective se trouve dans une société qui transcende l'ordre établi par le modèle bourgeois et les développe à partir d'un nouveau cadre, en dépassant les limitations imposées par la société capitaliste, en d'autres termes, dans laquelle la liberté n'est pas réduite à des possibilités de profit pour quelques-uns ; la démocratie ne se limite pas à l'impératif des intérêts de ceux qui ont l'argent ; la liberté de la presse ne se réduit pas à l'opinion des propriétaires des médias représentants les propriétaires du capital ; la liberté d'association n'est pas exclusive des privilégiés et la liberté d'expression ne se réduit pas à ce que les intérêts du marché tolèrent.

L'énonciation en termes abstraits de chacun de ces concepts, utilisant comme référent des modèles de sociétés cap-

conservatrices ont tellement tiré profit, et laissant au peuple révolutionnaire le soin d'assumer l'action critique sur sa société (Martínez, 2001).

Pour le reste, le capitalisme et son institutionnalité juridique et politique ont largement démontré leur incapacité à mettre en œuvre ces droits et ces libertés dans le monde entier. Là où le capitalisme a triomphé strictement, son triomphe a représenté pour la plupart des peuples, l'exploitation, la dévastation, le pillage et l'extermination, c'est-à-dire la destruction de cultures et de sociétés entières. Les « progressistes » cubains pourront toujours dire que Cuba n'aura pas nécessairement le même destin que ceux du Sud, et y compris, que tous ceux du Sud ne s'en sont pas sortis aussi mal. Et là, ils se tromperont encore, en pensant que le capitalisme a un « bon » et un « mauvais » côté, en regardant vers l'ouest avec l'espoir que Cuba pourrait s'en sortir aussi bien que les élites des puissances coloniales, alors que le monde entier s'effondre.

Les puissances coloniales historiques sont toujours présentées comme des référents de tout ce que peut avoir de bon le système capitaliste et les démocraties sociales. La pensée libérale, selon laquelle ils s'en sortent bien parce qu'ils ont su développer un capitalisme bienveillant et que le Sud va mal à cause de la grande corruption qui existe, est une pensée largement répandue dans des secteurs importants des sociétés du Sud. Nombre d'intellectuels progressistes en Amérique latine citent comme de bons exemples les progrès sociaux atteints dans certaines de ces sociétés capitalistes économiquement développées. Mais les acquis positifs en termes de droits et de libertés au sein de ces sociétés sont précisément dus aux freins qui, pour des raisons historiques (États providence), ont été imposés au mode d'accumulation capitaliste. Bien qu'il ne soit pas possible d'oublier que pour maintenir leur hégémonie économique, les élites de ces gouvernements appliquent à l'étranger les mêmes modes sauvages d'exploitation et mettent en œuvre les mécanismes caractéristiques de la domination capitaliste sur la politique d'autres pays, en utilisant y compris la violence pour supprimer les droits et libertés d'autres peuples. Le capitalisme est un système mondial dans un monde unipolaire. C'est donc le sys-

achevé ce chapitre de l'histoire de Cuba.

Nous savons que le « progressisme » veut maintenant réécrire cette histoire, et prétendre que la république bourgeoise fut tellement bonne, en dépit de ses maux, parce que ce fut une république, mais tout en reconnaissant les avancées relatives qu'elle a représentées, nous ne pourrons jamais oublier que, c'est en luttant contre les formes effectives dans lesquelles cette république s'est consolidée que les jeunes rebelles cubains les plus précieux de l'époque ont perdu la vie. En fin de compte, à leur manière, ils ne font rien d'autre que ce qu'a fait et continue de faire le récit de la droite internationale à l'égard de Cuba : une lecture du socialisme cubain, sous le prisme de l'ordre de la rationalité émanant des démocraties libérales. Bien qu'ils se définissent comme les représentants d'une pensée « de gauche », nous réaffirmons qu'ils représentent une ligne conservatrice au sein de la pensée intellectuelle cubaine contemporaine, en contradiction flagrante avec les nouvelles formes d'organisation de la vie sociale qui sont mises en œuvre à Cuba depuis le triomphe de la Révolution et qui devront continuer à se réinventer, car le socialisme, contrairement au capitalisme dans toutes ses variantes, est un système encore à construire.

Concernant Cuba, il ne s'agit pas de défendre un gouvernement comme une fin en soi, ni les intérêts d'un groupe au pouvoir. Il s'agit de préserver les conditions pour rendre possible un projet de société socialiste garantissant les droits du peuple ou, en d'autres termes, défendre la souveraineté et l'indépendance d'une nation qui, même s'ils veulent l'ignorer, fait face à un siège permanent, précisément pour ne pas s'être rendue et n'avoir pas cédé dans cet effort. La guerre contre la Révolution cubaine a été le prix qu'il a fallu payer pour le simple fait d'être libres et conséquents. Si un groupe devait mettre en péril la souveraineté de la nation, qu'il soit au pouvoir ou non ; si, à un moment donné, les véritables droits dont jouissait le peuple étaient bafoués dans l'intérêt d'une minorité ; si la spoliation, l'exploitation, le mépris de la valeur de la vie humaine, l'humiliation, l'annexionnisme, la subordination au puissant du Nord prétendaient s'imposer comme norme au pouvoir et si la Révolution en venait ainsi à être trahie, il faudra de-

regarder vers eux, alors qu'eux regardent vers Cuba.

### « Progressisme », influenceurs cubains et capital intellectuel rentable

*L'impérialisme, qui a été très habile dans ce domaine précis de la culture, a tenté de semer la confusion, de s'approprier la terminologie de la gauche, de faire pression sur les vanités les plus vulnérables et les tempéraments les plus complaisants, d'acheter des comportements avec une autre monnaie (bourses d'étude, voyages, succès, possibilités de publication, etc) qui ne soit pas le dollar sonnant et trébuchant.*

**Mario Benedetti (Cahier cubain)**

Au sein du « progressisme » à Cuba et grâce à sa présence dans les médias numériques et les réseaux sociaux, certaines voix se configurent progressivement comme des « influenceurs ». L'arrivée à Cuba des réseaux sociaux n'a pas seulement permis l'émergence des youtubers cubains, qui gagnent de plus en plus d'abonnés, pour la plupart en donnant des nouvelles, des spécificités et des attraits de l'île, pour un public assez divers, à l'intérieur et à l'extérieur de Cuba. Dans le monde universitaire, certains ont vu également dans le phénomène des réseaux sociaux, comme Facebook, Twitter, les blogues et certains médias numériques, l'occasion de se positionner, de gagner en visibilité et d'accumuler un capital intellectuel rentable. Il n'y aurait rien de négatif si, pour ce faire, ils n'exploitaient pas les problèmes sociaux et les causes sociales comme carte de visite. Ils se comportent comme une sorte d'influenceurs universitaires.

En général, les influenceurs numériques sont un phénomène qui a gagné en présence et en force au cours des dernières décennies en raison de l'irruption de l'Internet en tant que réseau des réseaux dans tous les scénarios de la vie quotidienne et du changement de modèle de consommation des médias vers las appareils mobiles. En général, il s'agit de jeunes qui gagnent en présence et en notoriété sur les réseaux, en abordant un sujet spécifique, jusqu'à devenir une référence, marquer un style et avoir un pouvoir d'influence considérable. Certains influenceurs deviennent des célébrités et ont des millions d'adeptes.

facilement vendable. Cet aspect favorise l'application des mêmes critères que ceux utilisés dans d'autres réalités pour juger la société cubaine, d'une manière décontextualisée et en accord avec les récits en vogue. Quels sont ces thèmes ? Des sujets autour desquels les universités, les fondations, les organisations de la société civile, gouvernementales ou les ONG, y compris des groupes de pouvoir politique extérieurs, investissent des capitaux, allouent des ressources, financent des projets, des événements, des congrès, des salaires pour des chercheurs, des conférences, des publications, etc. Un aspect important : ces questions doivent pouvoir être présentées comme des « causes sociales », éveiller une forte émotion chez le grand public et, en même temps, soulever suffisamment de polémiques Les intellectuels qui traitent de ces questions deviennent facilement des défenseurs passionnés de « nobles causes » et sont en contact avec des secteurs de la population cubaine touchés par les problèmes qu'ils abordent. Il s'agit généralement de questions relatives aux droits de l'homme qui figurent à l'ordre du jour de grandes organisations internationales et des centres du pouvoir politique et médiatique.

Deuxièmement, ils sont à la recherche des dernières données, des événements ou des faits les plus récents sur lesquels ils peuvent écrire des articles d'opinion, en faisant appel plutôt qu'à l'analyse critique rigoureuse (c'est-à-dire systémique et structurelle), aux ressorts émotionnels des lecteurs. Se présentant comme des intellectuels critiques ou « de gauche », ils apparaissent auréolés du discours « progressiste » postmoderne. Ils affichent des principes formels qui jouissent de prestige dans les circuits narratifs des démocraties libérales, tels que la société civile, la citoyenneté, les droits de l'homme, la démocratie, etc., de manière abstraite, sans tenir compte des conditions historiques, sociopolitiques et socio-économiques des réalités et des groupes sociaux sur lesquels ils écrivent.

Troisièmement, ils agissent en réseau, c'est-à-dire que leur présence sur les réseaux répond à une stratégie médiatique, à travers laquelle les amis, les collègues et/ou les médias numériques avec lesquels ils collaborent contribuent à en promouvoir une image favorable et à attaquer quiconque émet un jugement critique. Ils justifient le mordant avec le-

de droits sont utilisés par le « progressisme » cubain, calqué sur la manière dont ils sont utilisés en permanence dans l'ordre discursif imposé par les institutions bourgeoises pour se légitimer, sans qu'ils ne soient réellement mis en pratique, car ils sont toujours limités par le cadre étroit des intérêts de classe de l'élite dominante, à savoir, qu'ils finissent toujours par être des droits et des libertés pour une minorité. Leur seule possibilité de réalisation universelle effective se trouve dans une société qui transcende l'ordre établi par le modèle bourgeois et les développe à partir d'un nouveau cadre, en dépassant les limitations imposées par la société capitaliste, en d'autres termes, dans laquelle la liberté n'est pas réduite à des possibilités de profit pour quelques-uns ; la démocratie ne se limite pas à l'impératif des intérêts de ceux qui ont l'argent ; la liberté de la presse ne se réduit pas à l'opinion des propriétaires des médias représentant les propriétaires du capital ; la liberté d'association n'est pas exclusive des privilégiés et la liberté d'expression ne se réduit pas à ce que les intérêts du marché tolèrent.

L'énonciation en termes abstraits de chacun de ces concepts, utilisant comme référent des modèles de sociétés capitalistes fondées sur des droits formels et des libertés relatives au profit des intérêts d'une minorité, diffère de ce que ces mêmes concepts peuvent effectivement devenir dans un modèle de société socialiste qui aspire à la réalisation effective des droits et libertés pour tous. En ce sens, tant que les discours « progressistes » à Cuba importeront en tant que référents les concepts de libertés, de droits et de démocratie depuis la dynamique de l'institutionnalité bourgeoise (caractérisée par la régulation des relations d'exploitation en vue de la reproduction d'une société divisée en classes), dans le but de juger un projet en transition socialiste (qui, au contraire, aspire à la suppression des relations d'exploitation et à l'élimination des classes sociales), on peut parler avec raison de l'utilisation de concepts bourgeois ou de l'usage bourgeois des concepts.

Lorsque le discours « progressiste », qui se définit lui-même comme de « gauche », fait appel comme modèle et référent à des éléments de la structure, de l'idéologie et de l'institutionnalité de la société capitaliste qui doivent être dépassés dans le socialisme, on peut clairement l'identifier comme un courant conservateur de la pensée intellectuelle, complètement contraire à une authentique position de gauche. Ce qu'il fait,

me des référents de tout ce que peut avoir de bon le système capitaliste et les démocraties sociales. La pensée libérale, selon laquelle ils s'en sortent bien parce qu'ils ont su développer un capitalisme bienveillant et que le Sud va mal à cause de la grande corruption qui existe, est une pensée largement répandue dans des secteurs importants des sociétés du Sud. Nombre d'intellectuels progressistes en Amérique latine citent comme de bons exemples les progrès sociaux atteints dans certaines de ces sociétés capitalistes économiquement développées. Mais les acquis positifs en termes de droits et de libertés au sein de ces sociétés sont précisément dus aux freins qui, pour des raisons historiques (États providence), ont été imposés au mode d'accumulation capitaliste. Bien qu'il ne soit pas possible d'oublier que pour maintenir leur hégémonie économique, les élites de ces gouvernements appliquent à l'étranger les mêmes modes sauvages d'exploitation et mettent en œuvre les mécanismes caractéristiques de la domination capitaliste sur la politique d'autres pays, en utilisant y compris la violence pour supprimer les droits et libertés d'autres peuples. Le capitalisme est un système mondial dans un monde unipolaire. C'est donc le système responsable de l'ordre des choses dont nous sommes témoins sur notre planète. La richesse des sociétés les plus développées économiquement repose aujourd'hui sur un système qui, pour se reproduire, dévaste la majeure partie de la population et de la nature du monde. Où que nous vivions, nous ne pouvons pas tourner le dos à cette réalité.

Le « progressisme » à Cuba se fait l'écho d'une pensée franchement coloniale ; il oublie de quel côté de l'histoire nous devons nous situer et que, c'est avec les pauvres, parce que c'est ce que nous sommes, que nous devons partager notre sort. Bercés par cette illusion, les annexionnistes cubains éblouis se tournaient vers le Nord, à l'époque où Martí avouait avoir su à quel point celui-ci pouvait être troublé et brutal et combien il nous méprisait, quelques heures avant de mourir, et nous savons désormais comment s'est

triomphe de la Révolution et qui devront continuer à se réinventer, car le socialisme, contrairement au capitalisme dans toutes ses variantes, est un système encore à construire.

Concernant Cuba, il ne s'agit pas de défendre un gouvernement comme une fin en soi, ni les intérêts d'un groupe au pouvoir. Il s'agit de préserver les conditions pour rendre possible un projet de société socialiste garantissant les droits du peuple ou, en d'autres termes, défendre la souveraineté et l'indépendance d'une nation qui, même s'ils veulent l'ignorer, fait face à un siège permanent, précisément pour ne pas s'être rendue et n'avoir pas cédé dans cet effort. La guerre contre la Révolution cubaine a été le prix qu'il a fallu payer pour le simple fait d'être libres et conséquents. Si un groupe devait mettre en péril la souveraineté de la nation, qu'il soit au pouvoir ou non ; si, à un moment donné, les véritables droits dont jouissait le peuple étaient bafoués dans l'intérêt d'une minorité ; si la spoliation, l'exploitation, le mépris de la valeur de la vie humaine, l'humiliation, l'annexionnisme, la subordination au puissant du Nord prétendaient s'imposer comme norme au pouvoir et si la Révolution en venait ainsi à être trahie, il faudra descendre dans la rue, maintenant oui, que la Constitution le permette ou non, pour reprendre le cours de l'histoire, non pas celui de l'histoire de la domination et de la répression qui a commencé en 1901, même s'il y avait une République, mais celui de l'histoire de la souveraineté nationale et de la dignité de la vie humaine qui s'est amorcé en janvier 1959.

Nul ne doute que le socialisme cubain doit se radicaliser, et le faire en visant l'approfondissement de l'équité sociale et l'amélioration des mécanismes de participation politique, mais il doit créer ses propres formes pour y parvenir. Il est vrai que dans cette tentative, il y a des exemples vers où se tourner, mais ce ne sont pas ceux des démocraties libérales. Les mouvements de gauche anticapitalistes en Amérique latine, par exemple, font beaucoup en ce sens, pourquoi ne pas

nant des nouvelles, des spécificités et des attraits de l'île, pour un public assez divers, à l'intérieur et à l'extérieur de Cuba. Dans le monde universitaire, certains ont vu également dans le phénomène des réseaux sociaux, comme Facebook, Twitter, les blogues et certains médias numériques, l'occasion de se positionner, de gagner en visibilité et d'accumuler un capital intellectuel rentable. Il n'y aurait rien de négatif si, pour ce faire, ils n'exploitaient pas les problèmes sociaux et les causes sociales comme carte de visite. Ils se comportent comme une sorte d'influenceurs universitaires.

En général, les influenceurs numériques sont un phénomène qui a gagné en présence et en force au cours des dernières décennies en raison de l'irruption de l'Internet en tant que réseau des réseaux dans tous les scénarios de la vie quotidienne et du changement de modèle de consommation des médias vers las appareils mobiles. En général, il s'agit de jeunes qui gagnent en présence et en notoriété sur les réseaux, en abordant un sujet spécifique, jusqu'à devenir une référence, marquer un style et avoir un pouvoir d'influence considérable. Certains influenceurs deviennent des célébrités et ont des millions d'adeptes. Il est clair que d'importants capitaux de pouvoir économique et politique se déplacent derrière ce nouveau scénario d'influence médiatique.

Dans la même optique, les influenceurs universitaires sont ces chercheurs, enseignants ou spécialistes qui gagnent en popularité grâce aux environnements numériques dans lesquels ils transmettent leurs connaissances et leurs points de vue sur certains sujets, en devenant des leaders d'opinion capables d'influencer la façon de penser des secteurs qui les suivent et d'être un support dans la promotion de certains récits. Qu'est-ce qui distingue les influenceurs universitaires cubains.

Premièrement, ils choisissent et se spécialisent dans un sujet qui peut être lié à la vie sociale à Cuba et qui est bien coté dans les médias, à la mode ou

organisations internationales et des centres du pouvoir politique et médiatique.

Deuxièmement, ils sont à la recherche des dernières données, des événements ou des faits les plus récents sur lesquels ils peuvent écrire des articles d'opinion, en faisant appel plutôt qu'à l'analyse critique rigoureuse (c'est-à-dire systémique et structurelle), aux ressorts émotionnels des lecteurs. Se présentant comme des intellectuels critiques ou « de gauche », ils apparaissent auréolés du discours « progressiste » postmoderne. Ils affichent des principes formels qui jouissent de prestige dans les circuits narratifs des démocraties libérales, tels que la société civile, la citoyenneté, les droits de l'homme, la démocratie, etc., de manière abstraite, sans tenir compte des conditions historiques, sociopolitiques et socio-économiques des réalités et des groupes sociaux sur lesquels ils écrivent.

Troisièmement, ils agissent en réseau, c'est-à-dire que leur présence sur les réseaux répond à une stratégie médiatique, à travers laquelle les amis, les collègues et/ou les médias numériques avec lesquels ils collaborent contribuent à en promouvoir une image favorable et à attaquer quiconque émet un jugement critique. Ils justifient le mordant avec lequel ils peuvent s'opposer à des opinions contraires par la gravité des questions qu'ils traitent, sous prétexte de défendre les droits des groupes qu'ils prétendent défendre par leur activité.

En général, ils gèrent les réseaux sociaux de façon professionnelle, afin de gagner en visibilité, de se promouvoir et de se construire un CV virtuel qui pourrait leur permettre d'établir un certain leadership d'opinion. Ils sont même reconnus dans certains contextes comme des voix faisant autorité et des leaders d'opinion sur certaines questions de la réalité cubaine ou comme des « cubanologues ».

Quatrièmement, le capital intellectuel qu'ils accumulent est rentable et c'est pourquoi nous les verrons voyager à travers le monde en tant que porte-parole des « nobles causes »,

*suite à la page(17)*

intérêts du marché tolèrent.

L'énonciation en termes abstraits de chacun de ces concepts, utilisant comme référent des modèles de sociétés capitalistes fondées sur des droits formels et des libertés relatives au profit des intérêts d'une minorité, diffère de ce que ces mêmes concepts peuvent effectivement devenir dans un modèle de société socialiste qui aspire à la réalisation effective des droits et libertés pour tous. En ce sens, tant que les discours « progressistes » à Cuba importeront en tant que référents les concepts de libertés, de droits et de démocratie depuis la dynamique de l'institutionnalité bourgeoise (caractérisée par la régulation des relations d'exploitation en vue de la reproduction d'une société divisée en classes), dans le but de juger un projet en transition socialiste (qui, au contraire, aspire à la suppression des relations d'exploitation et à l'élimination des classes sociales), on peut parler avec raison de l'utilisation de concepts bourgeois ou de l'usage bourgeois des concepts.

Lorsque le discours « progressiste », qui se définit lui-même comme de « gauche », fait appel comme modèle et référent à des éléments de la structure, de l'idéologie et de l'institutionnalité de la société capitaliste qui doivent être dépassés dans le socialisme, on peut clairement l'identifier comme un courant conservateur de la pensée intellectuelle, complètement contraire à une authentique position de gauche. Ce qu'il fait, c'est recréer des hybrides sous-développés de la culture institutionnelle bourgeoise cubaine d'avant la Révolution. Aussi, incombe-t-il à la pensée critique révolutionnaire de démasquer ce type de jeux rhétoriques de la pensée conservatrice déguisés en « progressisme » ou de « gauche ».

S'il est une chose qu'il nous faut combattre dans une Révolution socialiste, c'est aussi l'appropriation bourgeoise des concepts fondamentaux pour le développement de son caractère démocratique ; chacun des concepts et des valeurs qui sert à approfondir la démocratie socialiste doit être socialisé et radicalisé durant le processus. Ce qui permet ainsi l'émergence de nouvelles façons d'être du travail intellectuel, en déplaçant la figure des intellectuels en tant que conscience critique de la société, dont les tendances

y compris la violence pour supprimer les droits et libertés d'autres peuples. Le capitalisme est un système mondial dans un monde unipolaire. C'est donc le système responsable de l'ordre des choses dont nous sommes témoins sur notre planète. La richesse des sociétés les plus développées économiquement repose aujourd'hui sur un système qui, pour se reproduire, dévaste la majeure partie de la population et de la nature du monde. Où que nous vivions, nous ne pouvons pas tourner le dos à cette réalité.

Le « progressisme » à Cuba se fait l'écho d'une pensée franchement coloniale ; il oublie de quel côté de l'histoire nous devons nous situer et que, c'est avec les pauvres, parce que c'est ce que nous sommes, que nous devons partager notre sort. Bercés par cette illusion, les annexionnistes cubains éblouis se tournaient vers le Nord, à l'époque où Martí avouait avoir su à quel point celui-ci pouvait être troublé et brutal et combien il nous méprisait, quelques heures avant de mourir, et nous savons désormais comment s'est

lonisme, la subordination au puissant du Nord prétendaient s'imposer comme norme au pouvoir et si la Révolution en venait ainsi à être trahie, il faudra descendre dans la rue, maintenant oui, que la Constitution le permette ou non, pour reprendre le cours de l'histoire, non pas celui de l'histoire de la domination et de la répression qui a commencé en 1901, même s'il y avait une République, mais celui de l'histoire de la souveraineté nationale et de la dignité de la vie humaine qui s'est amorcé en janvier 1959.

Nul ne doute que le socialisme cubain doit se radicaliser, et le faire en visant l'approfondissement de l'équité sociale et l'amélioration des mécanismes de participation politique, mais il doit créer ses propres formes pour y parvenir. Il est vrai que dans cette tentative, il y a des exemples vers où se tourner, mais ce ne sont pas ceux des démocraties libérales. Les mouvements de gauche anticapitalistes en Amérique latine, par exemple, font beaucoup en ce sens, pourquoi ne pas

une référence, marquer un style et avoir un pouvoir d'influence considérable. Certains influenceurs deviennent des célébrités et ont des millions d'adeptes. Il est clair que d'importants capitaux de pouvoir économique et politique se déplacent derrière ce nouveau scénario d'influence médiatique.

Dans la même optique, les influenceurs universitaires sont ces chercheurs, enseignants ou spécialistes qui gagnent en popularité grâce aux environnements numériques dans lesquels ils transmettent leurs connaissances et leurs points de vue sur certains sujets, en devenant des leaders d'opinion capables d'influencer la façon de penser des secteurs qui les suivent et d'être un support dans la promotion de certains récits. Qu'est-ce qui distingue les influenceurs universitaires cubains.

Premièrement, ils choisissent et se spécialisent dans un sujet qui peut être lié à la vie sociale à Cuba et qui est bien coté dans les médias, à la mode ou

à en promouvoir une image favorable et à attaquer quiconque émet un jugement critique. Ils justifient le mordant avec lequel ils peuvent s'opposer à des opinions contraires par la gravité des questions qu'ils traitent, sous prétexte de défendre les droits des groupes qu'ils prétendent défendre par leur activité.

En général, ils gèrent les réseaux sociaux de façon professionnelle, afin de gagner en visibilité, de se promouvoir et de se construire un CV virtuel qui pourrait leur permettre d'établir un certain leadership d'opinion. Ils sont même reconnus dans certains contextes comme des voix faisant autorité et des leaders d'opinion sur certaines questions de la réalité cubaine ou comme des « cubanologues ».

Quatrièmement, le capital intellectuel qu'ils accumulent est rentable et c'est pourquoi nous les verrons voyager à travers le monde en tant que porte-parole des « nobles causes »,

*suite à la page(17)*



**SUPREME COURT OF THE STATE OF NEW YORK, COUNTY OF CORTLAND**, Index No. EF19-717; Date Purchased: June 13, 2019
SUMMONS WITH NOTICE dates June 13, 2019 Plaintiff designates CORTLAND County as the place of trial
Basis of venue: CPLR 509.

**LUCINE YVONNE WRIGHT,** Plaintiff against **ROBERT E. WRIGHT JR.**, Defendant. **ACTION FOR A DIVORCE**

To the above-named Defendant YOU ARE HEREBY SUMMONED to serve a notice of appearance on Plaintiff's attorneys within thirty (30) days after the service of this summons is complete and in case of your failure to appear, judgment will be taken against you by default for the relief demanded in the notice set forth below. Dated: June 13, 2019.Yaniv & Associates, PC, Attorneys for Plaintiff972 Route 45, Suite 205, Pomona, NY 10970 646-395-9100.

**NOTICE:** To the above-named Defendant, the above Summons is served upon you by publication pursuant to an Order of the Hon. Julia A. Campbell, A.J.S.C. of the Supreme Court; County of CORTLAND, dated the October 18, 2019.

The nature of this action is to dissolve the marriage between the parties, on the grounds: DRL Section 170 subd. (7) - Irretrievable Breakdown in Relationship for at Least Six Months.The relief sought is a judgment of absolute divorce in favor of the Plaintiff, dissolving the marriage between the parties in this action. **PLEASE TAKE NOTICE** that pursuant to DRL §253, to the best of Plaintiff's knowledge, Plaintiff has taken all steps solely within Plaintiff's power to remove all barriers to the Defendant's remarriage following the divorce.

**NOTICE OF AUTOMATIC ORDERS.**

Pursuant to Domestic Relations Law Section 236 part b sec. 2, the parties are bound by certain automatic orders which shall remain in full force and effect during the pendency of the action.

**NOTICE ABOUT HEALTH CARE:**

PLEASE TAKE NOTICE that once a judgment of divorce is signed in this action, both you and your spouse may or may not continue to be eligible for coverage under each other's health insurance plan, depending on the terms of the plan.

**NOTICE OF GUIDELINE MAINTENANCE FOR UNCONTESTED DIVORCE:**

If your divorce was commenced on or after January 25, 2016, this Notice is required to be given to you by the Supreme Court of the county where your divorce was filed to comply with the Maintenance Guidelines LawThe complete text of the notice is available at https://www.nycourts.gov/divorce/forms_instructions/Notice-GuidelineMaintenance.pdf.

Suite de la page (12)

gouvernement qui représente, comme aucun autre, la classe, le régime et le modèle économique qui les opprime et les appauvrit depuis le coup d'état du 11 septembre 1973 contre Salvador Allende, le président avec qui ils avaient rêvé de réels changements.

Depuis 50 ans, le peuple chilien ne connaît qu'un seul modèle économique, le néolibéralisme, puisque c'est au Chili que ce modèle néfaste a commencé à être appliqué dans le monde, par les économistes de l'École de Chicago. C'est pourquoi le Chili, comme exemple à suivre d'un modèle néolibéral "réussi", ne va plus, parce qu'en réalité c'est une longue agonie pour le peuple et son crépuscule est arrivé : les Chiliens sont en train de l'enterrer dans les rues avec la joie et les chansons de Victor Jara et d'autres auteurs-compositeurs.

**Quelles sont les causes des protestations anti-systémiques massives ?**

Les fameux « paquetazos », les « pacsons » mis en œuvre par les gouvernements néolibéraux, qui se traduisent par des coupes dans les subventions alimentaires, la privatisation de la santé et de l'éducation, l'augmentation des prix des carburants, l'augmentation des transports publics et donc du coût de la vie de leurs populations, tandis que les salaires et les pensions perdent leur pouvoir d'achat par rapport au coût de la vie.

D'autre part, la combinaison explosive du néolibéralisme avec la corruption, le despotisme et la colère populaire contenue. Il ne fait aucun doute que sans la répartition des richesses, sans le respect de la planète et de ses ressources naturelles, sans le passage d'un modèle de production/consommation basé sur les combustibles fossiles à un modèle non fossile, sans le respect et l'inclusion de nouvelles altérités/subjectivités, parler de démocratie serait un simple sophisme.

Les "surpris" par ce tsunami de révoltes populaires en AMLAT, l'extrême droite et ses gouvernements avec la longue file bureaucratique de toutes sortes de serviteurs et de journalistes vendus, par commodité, par intérêt ou incapacité de voir plus loin que leur nez, ont répondu, parfois sur le mode du défi, parfois de manière contradictoire et démagogique, mais surtout avec colère, haine et agressivité depuis les organisations et appareils institutionnels qu'ils contrôlent (OEA, ministères de la Défense, radios, TV et médias officiels).

« Les courants actuels de déstabilisation des systèmes politiques du continent trouvent leur origine dans la stratégie des dictatures bolivarienne et cubaine », a déclaré le conspirateur général de l'OEA, Luis Almagro, justifiant les actes des gouvernements de droite qui n'ont pas hésité à montrer leur nature de dictature civile, à faire descendre leurs armées dans la rue contre les citoyens qui manifestaient, tant en Haïti qu'en Équateur et maintenant au Chili, lorsque Sebastián Piñera a déclaré en conférence de presse, après l'explosion populaire : « Nous sommes en guerre contre un ennemi puissant et implacable... », justifiant l'état d'exception, l'utilisation des forces armées et de la police pour réprimer les Chiliens comme s'ils étaient une armée étrangère, comme si c'était une guerre avec un autre État.

Baltasar Garzón, le juge espagnol qui avait ordonné l'arrestation du dictateur Augusto Pinochet à Londres en 1988, a récemment déclaré dans une lettre à Sebastian Piñera : « Vous conviendrez avec moi que sous le prétendu miracle économique que beaucoup attribuent à Pinochet, un modèle de développement maintenu par la transition chilienne et la démocratie qui a suivi, se cache le triste record d'être l'un des dix pays les plus inégaux du monde, au même niveau que le Rwanda, selon l'indice de Gini appliqué par la Banque mondiale ».

Et il lui rappelle en guise d'avertissement que « les violations des droits de l'homme qui sont commises et les crimes perpétrés contre la population civile ne resteront pas impunis cette fois-ci car, outre le Parquet du Chili et l'Institut national des droits de l'homme, il y a la compétence universelle, la Cour pénale internationale, le Système interaméricain des droits humains et une communauté internationale attentive et vigilante qui ne permettra pas que les horreurs du passé se reproduisent au Chili ».

Le juriste espagnol voit clairement ce qui se passe sur le continent, lorsqu'il avoue dans la lettre à Piñera qu'il ne croit pas l'histoire et les excuses du secrétaire général de l'OEA, Almagro, qui accuser,pour tout ce qui se passe en AMLAT, Cuba, Venezuela, Rafael Correa, Lula da Silva, Cristina Fernandez de Kirchner ou Alberto Fernandez et ceux qui divergent d'avec la vague néolibérale qui, comme dans les années 70, avec le parrainage du tonton du nord, dévaste le continent.

La droite latino-américaine est assiégée par les peuples soulevés, qui ont retrouvé leur capacité articulée de lutte et de résistance contre le modèle qui les a maintenus dans la misère et l'oppression. Elle essaie de se remettre des coups dévastateurs qu'elle encaisse dans chaque pays.

La lutte et la mobilisation populaire dans la rue pour une vie digne, contre le modèle économique qui engendre la misère et contre les régimes oppressifs et corrompus, est aujourd'hui la logique que suivent la lutte des classes et la bataille des idées qui se livre au niveau mondial.

En Colombie, les citoyens commencent à se détacher des liens des gouvernements de droite, néolibéraux, corrompus, mafieux et paramilitaires qui se sont maintenus au pouvoir en prolongeant la guerre interne, qui reste leur nord politique, et à mépriser toute tentative sérieuse de parvenir à un accord de paix définitif et durable.

Les élections locales qui viennent de se dérouler ont montré un changement d'attitude au sein de la population, en particulier dans la génération actuelle qui souhaite un changement de modèle et de direction politique, qui rompt avec la continuité et la domination historique de l'oligarchie colombienne décadente, corrompue et criminelle.

Beaucoup de peuples du continent attendent une explosion populaire en Colombie, le spectre qui hante d'autres nations n'a pas eu d'écho ici pour l'instant, mais on ne sait jamais, l'histoire, cette taupe inaperçue, creuse toujours au plus profond de la conscience des peuples, faisant son travail de sape. Il ne faudra donc pas être surpris...

**Tlaxcala 30 Octobre 2019**
**Traduit par Fausto Giudice**
**Tlaxcala 1er Novembre 2019**

Suite de la page (9)

after the steps of the Consensual Alternative for the Refounding of Haiti (ACRH) which has already set up a Commission for the Facilitation of Changing Power, the two parties intend to bring out a unitary decision in which President Jovenel Moïse could find an exit door.

Professor Lémète Zephyr, spokesperson for the "Passerelle", and former parliamentarian Hugues Célestin, his counterpart of the Commission for the Facilitation of Changing Power led by Mr. Gervais Charles, had agreed to meet in order to discuss the only real problem that exists between the two opposition organizations. Indeed, for the Consensual Alternative for the Refounding of Haiti (ACRH), which has developed the Commission of handover and the Commission for Facilitation of the Civil Society from which the "Gateway" comes from there is a real disagreement on the modality of replacing President Jovenel Moïse to ensure the transition. According to the former deputy Hugues Celestin, for his organization, the question is simple: it is a Supreme Court judge who should ensure the provisional presidency of the Republic in the company of a prime minister from the opposition. But for Professor Lémète Zephyr of the "Gateway", the case is not so simple.

Because, according to him, some judges of the highest Haitian jurisdiction had not been appointed in a regular way, that is to say according to the law. But, despite this significant divergence between the two opposition organizations, both of which are calling for the departure of the head of state, the two spokesmen believe that they will find an agreement as soon as possible on the president's replacement. The two leaders remain convinced that it is important for the organizations to meet all the protagonists, including the leaders of the PHTK and President Jovenel Moïse to present to them the plan for the end of the crisis that the two Commissions have produced. Finally, the opposition has revealed a list of three names of the Supreme Court judges among which the larger opposition will choose by vote whoever occupies the presidential chair until the inauguration of a President of the Republic elected. These judges are Me Mécène Jean-Louis, René Sylvestre, and Ivickel Dabrévil, one of them will be elected by the nine members of the Commission of handover led by lawyer Gervais Charles.

In the meantime the Commissions continue to work on their own in order to achieve something realistic and acceptable for all actors, including, it seems, the U.S. aligned embassies represented by "the Core Group." In the meantime, President Jovenel Moïse can rely on his specialized police forces among other USGPN (General Security Unit of the National Palace), CIMO (Intervention Corps for Maintaining Order), UDMO (Departmental Unit for Maintaining Order) and BOID (Brigade of Operation and Intervention Departmental) to clear the roads with large bursts of automatic weapon and tear gas used in profusion on the protesters to allow him to access his office as the incredible scenes that we saw on Thu., Oct. 31, 2019 in the area of the Champs de Mars, a stone's throw from the National Palace. In short, in Haiti the political crisis continues.

Suite de la page (8)

de pouvoir qui étaient sur le point de tin, son homologue de la Commission Or, pour le Professeur Lémète Zéphyr produit. En dernier lieu l'opposition a de police spécialisée entre autres USGNP

### Quelles sont les causes des protestations anti-systémiques massives ?

Les fameux « paquetazos », les « pacsons » mis en œuvre par les gouvernements néolibéraux, qui se traduisent par des coupes dans les subventions alimentaires, la privatisation de la santé et de l'éducation, l'augmentation des prix des carburants, l'augmentation des transports publics et donc du coût de la vie de leurs populations, tandis que les fois de manière contradictoire et démagogique, mais surtout avec colère, haine et agressivité depuis les organisations et appareils institutionnels qu'ils contrôlent (OEA, ministères de la Défense, radios, TV et médias officiels).

« Les courants actuels de déstabilisation des systèmes politiques du continent trouvent leur origine dans la stratégie des dictatures bolivarienne et cubaine », a déclaré le conspirateur général de l'OEA, Luis Almagro, justifiant les actes tribuent à Pinochet, un modèle de développement maintenu par la transition chilienne et la démocratie qui a suivi, se cache le triste record d'être l'un des dix pays les plus inégaux du monde, au même niveau que le Rwanda, selon l'indice de Gini appliqué par la Banque mondiale ».

Et il lui rappelle en guise d'avertissement que « les violations des droits de l'homme qui sont commises et les crimes perpétrés contre la population ci- siégée par les peuples soulevés, qui ont retrouvé leur capacité articulée de lutte et de résistance contre le modèle qui les a maintenus dans la misère et l'oppression. Elle essaie de se remettre des coups dévastateurs qu'elle encaisse dans chaque pays.

La lutte et la mobilisation populaire dans la rue pour une vie digne, contre le modèle économique qui engendre la misère et contre les régimes oppressifs et corrompus, est aujourd'hui la logique attendent une explosion populaire en Colombie, le spectre qui hante d'autres nations n'a pas eu d'écho ici pour l'instant, mais on ne sait jamais, l'histoire, cette taupe inaperçue, creuse toujours au plus profond de la conscience des peuples, faisant son travail de sape. Il ne faudra donc pas être surpris…

**Tlaxcala 30 Octobre 2019**
**Traduit par Fausto Giudice**
**Tlaxcala 1er Novembre 2019**

*Suite de la page (9)*

after the steps of the Consensual Alternative for the Refounding of Haiti (ACRH) which has already set up a Commission for the Facilitation of Changing Power, the two parties intend to bring out a unitary decision in which President Jovenel Moïse could find an exit door.

Professor Lémète Zephyr, spokesperson for the "Passerelle", and former parliamentarian Hugues Célestin, his counterpart of the Commission for the Facilitation of Changing Power led by Mr. Gervais Charles, had agreed to meet in order to discuss the only real problem that exists between the two opposition organizations. Indeed, for the Consensual Alternative for the Refounding of Haiti (ACRH), which has developed the Commission of handover and the Commission for Facilitation of the Civil Society from which the "Gateway" comes from there is a real disagreement on the modality of replacing President Jovenel Moïse to ensure the transition. According to the former deputy Hugues Celestin, for his organization, the question is simple: it is a Supreme Court judge who should ensure the provisional presidency of the Republic in the company of a prime minister from the opposition. But for Professor Lémète Zephyr of the "Gateway", the case is not so simple.

Because, according to him, some judges of the highest Haitian jurisdiction had not been appointed in a regular way, that is to say according to the law. But, despite this significant divergence between the two opposition organizations, both of which are calling for the departure of the head of state, the two spokesmen believe that they will find an agreement as soon as possible on the president's replacement. The two leaders remain convinced that it is important for the organizations to meet all the protagonists, including the leaders of the PHTK and President Jovenel Moïse to present to them the plan for the end of the crisis that the two Commissions have produced. Finally, the opposition has revealed a list of three names of the Supreme Court judges among which the larger opposition will choose by vote whoever occupies the presidential chair until the inauguration of a President of the Republic elected. These judges are Me Mécène Jean-Louis, René Sylvestre, and Ivickel Dabrévil, one of them will be elected by the nine members of the Commission of handover led by lawyer Gervais Charles.

In the meantime the Commissions continue to work on their own in order to achieve something realistic and acceptable for all actors, including, it seems, the U.S. aligned embassies represented by "the Core Group." In the meantime, President Jovenel Moïse can rely on his specialized police forces among other USGPN (General Security Unit of the National Palace), CIMO (Intervention Corps for Maintaining Order), UDMO (Departmental Unit for Maintaining Order) and BOID (Brigade of Operation and Intervention Departmental) to clear the roads with large bursts of automatic weapon and tear gas used in profusion on the protesters to allow him to access his office as the incredible scenes that we saw on Thu., Oct. 31, 2019 in the area of the Champs de Mars, a stone's throw from the National Palace. In short, in Haiti the political crisis continues.

*Suite de la page (8)*

de pouvoir qui étaient sur le point de parvenir à une entente afin de permettre une rencontre commune avec le Président Jovenel Moïse. En effet, après que la Commission de facilitation de la Société civile communément appelée « Passerelle » eut à rencontrer beaucoup de monde de différents secteurs engagés à trouver une solution de sortie de crise y compris des diplomates étrangers en poste à Port-au-Prince, après les démarches de l'Alternative Consensuelle pour la Refondation d'Haïti (ACRH) qui a déjà mis en place une Commission de passation de pouvoir, les deux parties entendent faire émerger une décision unitaire dans laquelle le Président Jovenel Moïse pourrait s'y retrouver.

Le Professeur Lémète Zéphyr, Porte-Parole de la « Passerelle », et l'ancien parlementaire Hugues Célestin, son homologue de la Commission de facilitation de passation du pouvoir dirigé par Me Gervais Charles s'étaient mis d'accord pour se rencontrer afin de discuter du seul vrai problème qui existe entre les deux organisations de l'opposition. En effet, pour l'Alternative Consensuelle pour la Refondation d'Haïti (ACRH) qui a mis au point la Commission de passation du pouvoir et la Commission de facilitation de la Société civile d'où est issue la « Passerelle » il y a un vrai désaccord sur la modalité du remplacement du Président Jovenel Moïse pour assurer la transition. Selon l'ex-député Hugues Célestin, pour son organisation, la question est simple : c'est un juge de la Cour de cassation qui devrait assurer la présidence provisoire de la République en compagnie d'un Premier ministre issu de l'opposition. Or, pour le Professeur Lémète Zéphyr de la « Passerelle », l'affaire n'est pas aussi simple.

Car, selon lui, certains juges de la plus haute juridiction haïtienne n'avaient pas été nommés de manière régulière, c'est-à-dire selon la loi. Mais, malgré cette divergence de taille entre les deux organisations de l'opposition qui réclament toutes les deux le départ du chef de l'Etat, les deux Porte-Paroles croient qu'ils trouveront un accord au plus vite sur le remplacement du Président au Palais national. Surtout que les deux responsables restent persuadés qu'il est important que les organisations rencontrent tous les protagonistes y compris les responsables du PHTK et le Président Jovenel Moïse pour leur présenter le plan de sortie de crise que les deux Commissions ont produit. En dernier lieu l'opposition a fini par dévoiler une liste de trois noms des juges de la Cour de cassation parmi lesquels l'opposition plurielle choisira par vote celui qui occupera le fauteuil présidentiel jusqu'à l'investiture d'un Président de la République élu. Ces juges sont les Me Mécène Jean-Louis, René Sylvestre et Ivickel Dabrévil, l'un d'entre eux sera élu par les neuf (9) membres de la Commission de passation du pouvoir dirigé par Me Gervais Charles.

Entre-temps les Commissions continuent de travailler chacune de leur côté afin de parvenir à quelque chose de réaliste et acceptable pour l'ensemble des acteurs et compris la Communauté internationale représentée par le « Core Group ». En attendant, le Président Jovenel Moïse peut compter sur ses forces de police spécialisée entre autres USGNP (Unité de Sécurité Générale du Palais National), CIMO (Compagnie d'Intervention de Maintien de l'Ordre), UDMO (Unité Départementale de Maintien de l'Ordre) et BOID (Brigade d'Opération et d'Intervention Départementale) pour lui dégager les routes avec de grandes rafales d'arme automatique et de jets de gaz lacrymogène utilisés à profusion sur les contestataires afin de lui permettre d'accéder à son bureau comme les scènes incroyables et invraisemblables auxquelles on a assisté le jeudi 31 octobre 2019 dans l'aire du Champs de Mars à un jet de pierre du Palais national. Bref, les irréductibles de part et d'autre sont à l'œuvre et, pendant ce temps, en Haïti la crise politique continue.

**C.C**

Suite de la page (8)

de pouvoir qui étaient sur le point de parvenir à une entente afin de permettre une rencontre commune avec le Président Jovenel Moïse. En effet, après que la Commission de facilitation de la Société civile communément appelée « Passerelle » eut à rencontrer beaucoup de monde de différents secteurs engagés à trouver une solution de sortie de crise y compris des diplomates étrangers en poste à Port-au-Prince, après les démarches de l'Alternative Consensuelle pour la Refondation d'Haïti (ACRH) qui a déjà mis en place une Commission de passation de pouvoir, les deux parties entendent faire émerger une décision unitaire dans laquelle le Président Jovenel Moïse pourrait s'y retrouver.

Le Professeur Lémète Zéphyr, Porte-Parole de la « Passerelle », et l'ancien parlementaire Hugues Célestin, son homologue de la Commission de facilitation de passation du pouvoir dirigé par Me Gervais Charles s'étaient mis d'accord pour se rencontrer afin de discuter du seul vrai problème qui existe entre les deux organisations de l'opposition. En effet, pour l'Alternative Consensuelle pour la Refondation d'Haïti (ACRH) qui a mis au point la Commission de passation du pouvoir et la Commission de facilitation de la Société civile d'où est issue la « Passerelle » il y a un vrai désaccord sur la modalité du remplacement du Président Jovenel Moïse pour assurer la transition. Selon l'ex-député Hugues Célestin, pour son organisation, la question est simple : c'est un juge de la Cour de cassation qui devrait assurer la présidence provisoire de la République en compagnie d'un Premier ministre issu de l'opposition. Or, pour le Professeur Lémète Zéphyr de la « Passerelle », l'affaire n'est pas aussi simple.

Car, selon lui, certains juges de la plus haute juridiction haïtienne n'avaient pas été nommés de manière régulière, c'est-à-dire selon la loi. Mais, malgré cette divergence de taille entre les deux organisations de l'opposition qui réclament toutes les deux le départ du chef de l'Etat, les deux Porte-Paroles croient qu'ils trouveront un accord au plus vite sur le remplacement du Président au Palais national. Surtout que les deux responsables restent persuadés qu'il est important que les organisations rencontrent tous les protagonistes y compris les responsables du PHTK et le Président Jovenel Moïse pour leur présenter le plan de sortie de crise que les deux Commissions ont produit. En dernier lieu l'opposition a fini par dévoiler une liste de trois noms des juges de la Cour de cassation parmi lesquels l'opposition plurielle choisira par vote celui qui occupera le fauteuil présidentiel jusqu'à l'investiture d'un Président de la République élu. Ces juges sont les Me Mécène Jean-Louis, René Sylvestre et Ivickel Dabrévil, l'un d'entre eux sera élu par les neuf (9) membres de la Commission de passation du pouvoir dirigé par Me Gervais Charles.

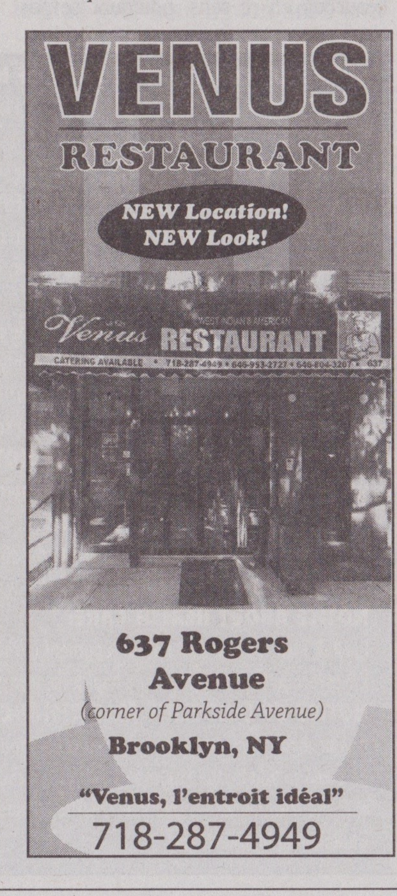
Entre-temps les Commissions continuent de travailler chacune de leur côté afin de parvenir à quelque chose de réaliste et acceptable pour l'ensemble des acteurs y compris la Communauté internationale représentée par le « Core Group ». En attendant, le Président Jovenel Moïse peut compter sur ses forces de police spécialisée entre autres USGNP (Unité de Sécurité Générale du Palais National), CIMO (Compagnie d'Intervention de Maintien de l'Ordre), UDMO (Unité Départementale de Maintien de l'Ordre) et BOID (Brigade d'Opération et d'Intervention Départementale) pour lui dégager les routes avec de grandes rafales d'arme automatique et de jets de gaz lacrymogène utilisés à profusion sur les contestataires afin de lui permettre d'accéder à son bureau comme les scènes incroyables et invraisemblables auxquelles on a assisté le jeudi 31 octobre 2019 dans l'aire du Champs de Mars à un jet de pierre du Palais national. Bref, les irréductibles de part et d'autre sont à l'œuvre et, pendant ce temps, en Haïti la crise politique continue.

C.C





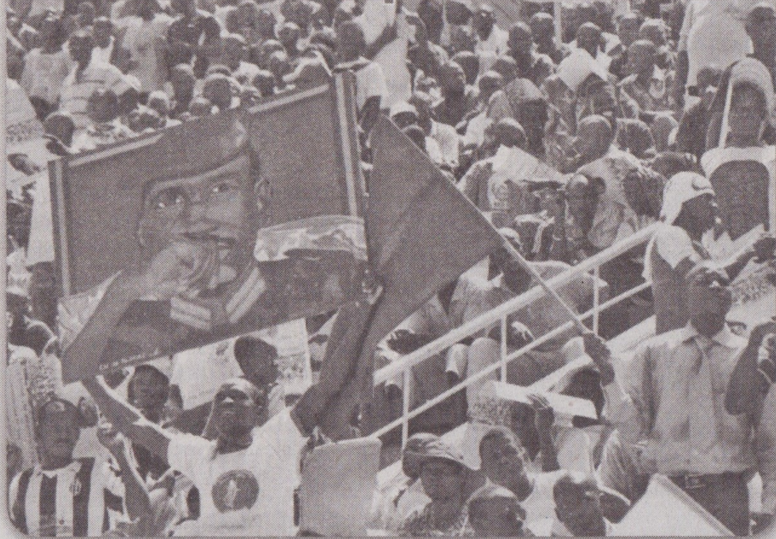







# Burkina Faso, l'anti-français !





Thomas Sanaka reposera en paix : les Burkinabés veillent à ce que l'occupant français ne s'installe pas dans leur pays

Thomas Sanaka reposera en paix : les Burkinabés veillent à ce que l'occu-

beaucoup d'appels et de questions à ce sujet, certains de nos auditeurs restent

# Les Etats-Unis ignorés de l'ASEAN

*Plusieurs dirigeants d'Asie du Sud-Est ont refusé ce lundi 4 novembre, une réunion avec des responsables américains, après le refus de Donald Trump de participer à un sommet régional à Bangkok, laissant place à la dominance de la Chine.*




**Sommet de l'ASEAN, le 2 novembre 2019, Bangkok. ©AFP**

Seuls trois dirigeants de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), composée de 10 membres, se sont présentés à la session, accompagnés de nombreux ministres des Affaires étrangères, a rapporté l'AFP.

Trump a été accusé de tourner le dos à ses alliés asiatiques pour s'être retirés d'un important pacte commercial, alors que la Chine, la superpuissance, poursuit ses propres accords et projets d'investissement dans la région.

Washington n'a pas envoyé de hauts responsables au sommet de l'ASEAN qui a eu lieu pendant le week-end, mais a envoyé le secrétaire au Commerce, Wilbur Ross, et le conseiller en sécurité nationale, Robert O'Brien.

Le discours d'O'Brien contrastait avec les réunions précédentes de l'ASEAN, auxquelles avaient assisté la plupart des chefs d'État. "Il n'est pas approprié que l'ASEAN envoie des dirigeants lorsque la représentation des États-Unis n'est pas à égalité", a déclaré un diplomate à Bangkok. Un autre diplomate a déclaré: "Ce n'est pas un boycott, c'est simplement que d'autres dirigeants ont d'autres réunions auxquelles ils doivent assister".

Au lieu de la présence physique de Trump, O'Brien a lu une lettre du président invitant "les dirigeants de l'ASEAN à se joindre à moi aux États-Unis pour un sommet spécial" au cours des trois premiers mois de l'année prochaine.

Le Premier ministre thaïlandais, hôte du sommet, ainsi que les dirigeants du Laos et du Vietnam, président de l'ASEAN pour l'année prochaine ont une présence active.

Au cours d'autres manifestations du sommet, les membres se sont opposés au protectionnisme, craignant de ralentir la croissance mondiale aggravée par la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine.

Dans la foulée, le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Geng Shuang, a mis en garde ce lundi 4 novembre que les États-Unis ne devraient pas "gesticuler" sur le problème de la mer de Chine méridionale où ils organisent régulièrement des exercices militaires visant à aggraver les tensions dans cette région.

**PressTV 4 novembre 2019**

---

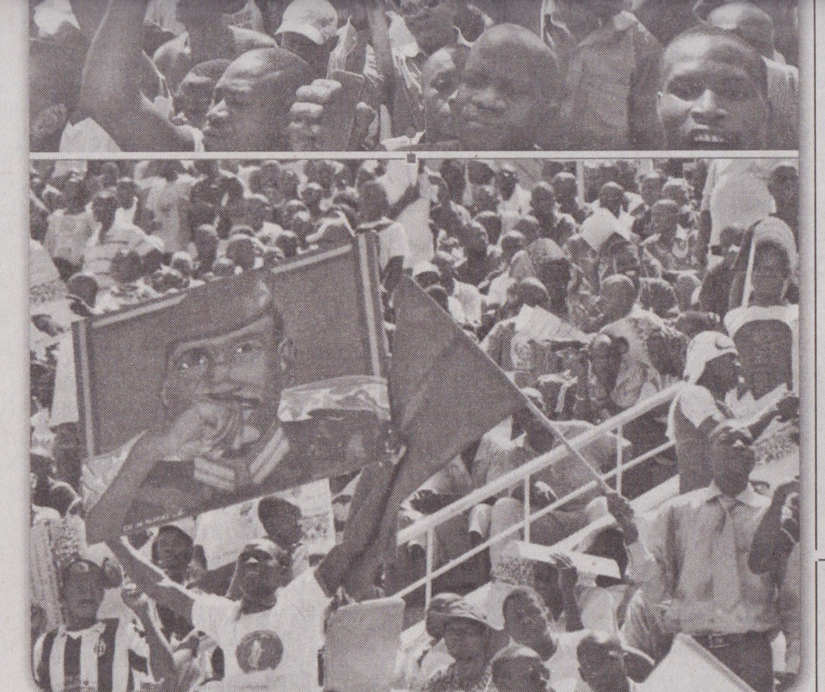
*tème social actuel, même si elle être atténuée, il s'agit alors de dépasser le système lui-même, et ce dépassement porte un nom : le socialisme. C'est pourquoi la lutte pour la démocratie, lorsqu'elle est cohérente en tant que processus d'élargissement et d'approfondissement, est indissociable de la lutte pour le socialisme.*

**Adolfo Sánchez Vázquez (Entre la réalité et l'utopie. Essais sur la**

pouvoir politique approfondira sa socialisation dans le processus révolutionnaire. Même si les défis à relever dans ce domaine et les limitations à surmonter restent encore nombreux.

Le démantèlement des relations d'exploitation du travail, ainsi que la socialisation des moyens fondamentaux de production sont un point de départ incontournable pour la construction de la démocratie. Ils représentent, en pré-

répartition de plus en plus équitable ; la sauvegarde des droits sociaux effectifs ; l'approfondissement du rôle des travailleurs dans l'organisation de l'économie locale et nationale, ainsi que la promotion de nouvelles formes socialistes d'organisation de la production qui élargissent la portée de la participation démocratique dans la prise de décision dans chaque espace de la société, à savoir l'optimisation des différents mécanismes de socialisa-



Thomas Sanaka reposera en paix : les Burkinabés veillent à ce que l'occupant français ne s'installe pas dans leur pays

Thomas Sanaka reposera en paix : les Burkinabés veillent à ce que l'occupant français ne s'installe pas dans leur pays. Dans le cadre d'une tournée au Sahel, la ministre française des armées, Florence Parly, a atterri, lundi 4 novembre après-midi, au Burkina Faso où la question de la présence militaire française fait débat. L'opinion publique vient rappeler régulièrement aux autorités que les interventions françaises ne sont pas les bienvenues. « Armée française, hors du Burkina et d'Afrique ! » Le slogan a le mérite d'être clair. Le 12 octobre, des centaines de manifestants s'étaient rassemblées devant la Bourse du travail de Ouagadougou pour dénoncer le « terrorisme et la présence de bases militaires étrangères » sur le continent. Menace terroriste, trafic d'armes, pauvreté, « pillage » des ressources naturelles… La faute à « la Françafrique ! », clamaient les manifestants qui soupçonnent la France de vouloir établir « une nouvelle base militaire à Djibo ».

Le Monde écrit : « On a reçu beaucoup d'appels et de questions à ce sujet, certains de nos auditeurs restent convaincus qu'une base française est en construction, rapporte Hyacinthe Sanou, le directeur des rédactions de la Radio Omega, la France déchaîne toujours autant les passions, on la soupçonne de tout et son contraire, c'est le syndrome de l'ancienne puissance coloniale. » Tantôt admirée, tantôt détestée, elle ne cesse d'alimenter les fantasmes. « Il y a une posture paradoxale », analyse Cyriaque Paré, journaliste et docteur en sciences de l'information et de la communication » ; « certains Burkinabés aiment critiquer la présence française tout en exigeant plus de ses forces militaires. ». Mais le directeur de Radio Omega ment : les Bukinabés ne veulent pas de la présence de Barkane dans le nord de leur pays ni dans le centre ni dans le sud, car cette présence signifie la mort, la destruction et l'occupation.

**PressTV 5 novembre 2019**

dos à ses alliés asiatiques pour s'être retirés d'un important pacte commercial, alors que la Chine, la superpuissance, poursuit ses propres accords et projets d'investissement dans la région.

Washington n'a pas envoyé de hauts responsables au sommet de l'ASEAN qui a eu lieu pendant le week-end, mais a envoyé le secrétaire au Commerce, Wilbur Ross, et le conseiller en sécurité nationale, Robert O'Brien.

Le discours d'O'Brien contrastait avec les réunions précédentes de l'ASEAN, auxquelles avaient assisté la plupart des chefs d'État. "Il n'est pas approprié que l'ASEAN envoie des dirigeants lorsque la représentation des États-Unis n'est pas à égalité", a déclaré un diplomate à Bangkok. Un autre diplomate a déclaré: "Ce n'est pas un boycott, c'est simplement que d'autres dirigeants ont d'autres réunions auxquelles ils doivent assister".

Sommet de l'ASEAN, le 2 novembre 2019, Bangkok. ©AFP

Au lieu de la présence physique de Trump, O'Brien a lu une lettre du président invitant "les dirigeants de l'ASEAN à se joindre à moi aux États-Unis pour un sommet spécial" au cours des trois premiers mois de l'année prochaine.

Le Premier ministre thaïlandais, hôte du sommet, ainsi que les dirigeants du Laos et du Vietnam, président de l'ASEAN pour l'année prochaine ont une présence active.

Au cours d'autres manifestations du sommet, les membres se sont opposés au protectionnisme, craignant de ralentir la croissance mondiale aggravée par la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine.

Dans la foulée, le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Geng Shuang, a mis en garde ce lundi 4 novembre que les États-Unis ne devraient pas "gesticuler" sur le problème de la mer de Chine méridionale où ils organisent régulièrement des exercices militaires visant à aggraver les tensions dans cette région.

**PressTV 4 novembre 2019**

*tème social actuel, même si elle être atténuée, il s'agit alors de dépasser le système lui-même, et ce dépassement porte un nom : le socialisme. C'est pourquoi la lutte pour la démocratie, lorsqu'elle est cohérente en tant que processus d'élargissement et d'approfondissement, est indissociable de la lutte pour le socialisme.*

**Adolfo Sánchez Vázquez (Entre la réalité et l'utopie. Essais sur la politique morale et le socialisme)**

Le socialisme à Cuba trouve les bases de sa démocratie dans la révolution populaire qui se nourrit de l'une des expressions les plus radicales de la pensée critique de l'Histoire, le marxisme, qui dans son courant transformateur fixe des objectifs beaucoup plus profonds que ceux qui se discutent dans les espaces « alternatifs » du « progressisme » à Cuba, à savoir qu'il va au-delà d'une critique formelle de l'exercice du pouvoir politique dans le cadre des sociétés bourgeoises.

Il propose d'éliminer, comme point de départ pour mettre fin aux formes antidémocratiques de l'exercice du pouvoir politique, les relations sociales d'exploitation qui soutiennent la société capitaliste divisée en classes. C'est l'un des principes les plus radicaux et peut-être contient-il également l'une des critiques les plus virulentes du marxisme à l'égard de la pensée libérale. C'est aussi de là que la Révolution cubaine lance l'un des plus grands défis aux démocraties libérales : la possibilité de construire un véritable pouvoir populaire basé sur un autre type de relations sociales comme fondement d'une véritable démocratie.

Alors que les relations de domina-

pouvoir politique approfondira sa socialisation dans le processus révolutionnaire. Même si les défis à relever dans ce domaine et les limitations à surmonter restent encore nombreux.

Le démantèlement des relations d'exploitation du travail, ainsi que la socialisation des moyens fondamentaux de production sont un point de départ incontournable pour la construction de la démocratie. Ils représentent, en premier lieu, la possibilité de dépasser une démocratie formelle qui sert une minorité pour permettre l'émergence d'une véritable démocratie au service de la majorité. En ce sens, socialisme et démocratie sont des concepts interdépendants.

Le débat sur la démocratie à Cuba ne saurait être réduit à des termes abstraits tels que le « progressisme » le prétend. Au contraire, il doit prendre pour plate-forme deux questions fondamentales : la continuité du socialisme révolutionnaire cubain, qui est en même temps sa garantie, et les conditions historiques et sociales dans lesquelles il doit se défendre. Ce n'est qu'à la lumière de ces deux questions clés que peuvent aussi être discutés avec rigueur certains droits et libertés, leur viabilité et les conditions de possibilité qui délimiteront les marges de leur réalisation.

Dans la Révolution cubaine, il n'y a pas d'option pour revenir à des étapes précédentes, caractérisées par l'accumulation de richesses entre les mains d'une classe qui utilise le pouvoir politique, comme cela se produit dans la plupart des pays capitalistes du monde. En ce sens, l'approche du gouvernement révolutionnaire sur le fait qu'il ne peut y avoir de place à Cuba que pour la continuité et

répartition de plus en plus équitable ; la sauvegarde des droits sociaux effectifs ; l'approfondissement du rôle des travailleurs dans l'organisation de l'économie locale et nationale, ainsi que la promotion de nouvelles formes socialistes d'organisation de la production qui élargissent la portée de la participation démocratique dans la prise de décision dans chaque espace de la société, à savoir l'optimisation des différents mécanismes de socialisation du pouvoir politique que la Révolution exige. Toutes ces activités impliquent le rôle et la participation directe du peuple à la vie politique à travers la prise de décision aussi bien au niveau local que national, représentant en même temps la continuité du processus révolutionnaire, l'approfondissement du socialisme et le perfectionnement de sa démocratie. Pour ces tâches, il n'existe pas de formules, la révolution socialiste est une œuvre de création propre et unique qui, dans le contexte mondial actuel, fait face à de multiples obstacles. Elle est aussi l'espoir d'un monde meilleur pour tous, ce qui est déjà, en partie, une réalité à Cuba.

Certains intellectuels cubains « progressistes » prétendent qu'ils sont *suite à la page(18)*

*Suite de la page (15)*

lors de séjours universitaires, des échanges, des collaborations avec des fondations, des universités prestigieus-

isamment critiques pour être attrayants et suffisamment conservateurs pour ne pas représenter un danger pour le statu

l'occupant français ne s'installe pas dans leur pays

Thomas Sanaka reposera en paix : les Burkinabés veillent à ce que l'occupant français ne s'installe pas dans leur pays. Dans le cadre d'une tournée au Sahel, la ministre française des armées, Florence Parly, a atterri, lundi 4 novembre après-midi, au Burkina Faso où la question de la présence militaire française fait débat. L'opinion publique vient rappeler régulièrement aux autorités que les interventions françaises ne sont pas les bienvenues. « Armée française, hors du Burkina et d'Afrique ! » Le slogan a le mérite d'être clair. Le 12 octobre, des centaines de manifestants s'étaient rassemblées devant la Bourse du travail de Ouagadougou pour dénoncer le « terrorisme et la présence de bases militaires étrangères » sur le continent. Menace terroriste, trafic d'armes, pauvreté, « pillage » des ressources naturelles… La faute à « la Françafrique ! », clamaient les manifestants qui soupçonnent la France de vouloir établir « une nouvelle base militaire à Djibo ».

Le Monde écrit : « On a reçu beaucoup d'appels et de questions à ce sujet, certains de nos auditeurs restent convaincus qu'une base française est en construction, rapporte Hyacinthe Sanou, le directeur des rédactions de la Radio Omega, la France déchaîne toujours autant les passions, on la soupçonne de tout et son contraire, c'est le syndrome de l'ancienne puissance coloniale. » Tantôt admirée, tantôt détestée, elle ne cesse d'alimenter les fantasmes. « Il y a une posture paradoxale », analyse Cyriaque Paré, journaliste et docteur en sciences de l'information et de la communication » ; « certains Burkinabés aiment critiquer la présence française tout en exigeant plus de ses forces militaires. ». Mais le directeur de Radio Omega ment : les Bukinabés ne veulent pas de la présence de Barkane dans le nord de leur pays ni dans le centre ni dans le sud, car cette présence signifie la mort, la destruction et l'occupation.

**PressTV 5 novembre 2019**

*Suite de la page (15)*

lors de séjours universitaires, des échanges, des collaborations avec des fondations, des universités prestigieuses, notamment dans des pays comme les États-Unis, certains pays d'Amérique latine ou d'Europe ; ils bénéficient de bourses, sont invités dans certains milieux universitaires dotés d'un grand capital intellectuel, culturel, économique et politique.

Cinquièmement, le bénéfice de ces alliances avec certains centres de pouvoir est réciproque. En même temps qu'ils utilisent ces alliances pour s'implanter sur la scène universitaire et médiatique internationale, ce qui peut être interprété comme une accumulation de capital intellectuel et politique très rentable, ces organisations en tirent profit en les utilisant comme carte de présentation de leurs récits et de l'ordre de rationalité hégémonique qu'elles veulent soutenir. Ce sont leurs « ambassadeurs de bonne volonté ». En définitive, leurs récits sont suffisamment critiques pour être attrayants et suffisamment conservateurs pour ne pas représenter un danger pour le statu quo bourgeois.

C'est ainsi que le « progressisme » cubain enflamme de plus en plus les réseaux, qui deviennent des voix autorisées à parler de Cuba dans le troisième environnement, et tandis qu'ils accumulent des « j'aime », ils finissent par être de plus en plus des influenceurs ; ils voyagent de plus en plus vers le Nord, accumulent un précieux capital intellectuel et politique qui, collatéralement, devient rentable, tandis que les causes sociales et un projet de nation dont dépendent des millions de Cubains servent de tremplin à leur gloire

**Pensée critique et socialisme à Cuba**

*Et si la contradiction entre démocratie formelle et démocratie réelle est insurmontable dans le cadre du système capitaliste, la démocratie socialiste est indissociable de la lutte pour le socialisme.*

**Adolfo Sánchez Vázquez (Entre la réalité et l'utopie. Essais sur la politique morale et le socialisme)**

Le socialisme à Cuba trouve les bases de sa démocratie dans la révolution populaire qui se nourrit de l'une des expressions les plus radicales de la pensée critique de l'Histoire, le marxisme, qui dans son courant transformateur fixe des objectifs beaucoup plus profonds que ceux qui se discutent dans les espaces « alternatifs » du « progressisme » à Cuba, à savoir qu'il va au-delà d'une critique formelle de l'exercice du pouvoir politique dans le cadre des sociétés bourgeoises.

Il propose d'éliminer, comme point de départ pour mettre fin aux formes antidémocratiques de l'exercice du pouvoir politique, les relations sociales d'exploitation qui soutiennent la société capitaliste divisée en classes. C'est l'un des principes les plus radicaux et peut-être contient-il également l'une des critiques les plus virulentes du marxisme à l'égard de la pensée libérale. C'est aussi de là que la Révolution cubaine lance l'un des plus grands défis aux démocraties libérales : la possibilité de construire un véritable pouvoir populaire basé sur un autre type de relations sociales comme fondement d'une véritable démocratie.

Alors que les relations de domination maintenues dans l'exploitation du travail déterminent les relations sociales dans leur ensemble, il n'y a aucune possibilité de consolider une authentique démocratie à partir du pouvoir politique, car elle sera toujours limitée par les intérêts exclusifs de la classe économique dominante, et non par le bien commun comme principe fondamental du peuple devenu pouvoir.

En ce sens, la société cubaine en transition socialiste se situe à l'avant-garde de la construction d'une authentique démocratie, puisqu'elle a d'abord conquis la liberté nécessaire pour construire et, le cas échéant, rectifier, à partir de son expérience historique, ses propres référents qui lui permettront d'améliorer les pratiques démocratiques à partir de l'exercice du pouvoir populaire, toujours susceptible d'être perfectionné, à mesure que le socialisation des moyens fondamentaux de production sont un point de départ incontournable pour la construction de la démocratie. Ils représentent, en premier lieu, la possibilité de dépasser une démocratie formelle qui sert une minorité pour permettre l'émergence d'une véritable démocratie au service de la majorité. En ce sens, socialisme et démocratie sont des concepts interdépendants.

Le débat sur la démocratie à Cuba ne saurait être réduit à des termes abstraits tels que le « progressisme » le prétend. Au contraire, il doit prendre pour plate-forme deux questions fondamentales : la continuité du socialisme révolutionnaire cubain, qui est en même temps sa garantie, et les conditions historiques et sociales dans lesquelles il doit se défendre. Ce n'est qu'à la lumière de ces deux questions clés que peuvent aussi être discutés avec rigueur certains droits et libertés, leur viabilité et les conditions de possibilité qui délimiteront les marges de leur réalisation.

Dans la Révolution cubaine, il n'y a pas d'option pour revenir à des étapes précédentes, caractérisées par l'accumulation de richesses entre les mains d'une classe qui utilise le pouvoir politique, comme cela se produit dans la plupart des pays capitalistes du monde. En ce sens, l'approche du gouvernement révolutionnaire sur le fait qu'il ne peut y avoir de place à Cuba que pour la continuité et l'approfondissement du socialisme dans un processus au caractère irréversible est tout à fait claire. C'est à partir de la cohérence avec les principes solides de la Révolution socialiste cubaine, et non à partir de la pensée libérale bourgeoise, qu'une nouvelle société peut continuer à être créée. C'est à partir de la continuité que la démocratie socialiste peut être approfondie, à partir de la lutte radicale contre les relations d'exploitation, de la lutte sans relâche pour la justice sociale, l'amélioration des mécanismes de participation politique du peuple, le perfectionnement des organisations de formation idéologique et politique de base, le combat contre les écarts sociaux existants dans un contexte économique défavorable, la mise en place des mécanismes nécessaires pour éviter l'accumulation des richesses et garantir une portée de la participation démocratique dans la prise de décision dans chaque espace de la société, à savoir l'optimisation des différents mécanismes de socialisation du pouvoir politique que la Révolution exige. Toutes ces activités impliquent le rôle et la participation directe du peuple à la vie politique à travers la prise de décision aussi bien au niveau local que national, représentant en même temps la continuité du processus révolutionnaire, l'approfondissement du socialisme et le perfectionnement de sa démocratie. Pour ces tâches, il n'existe pas de formules, la révolution socialiste est une œuvre de création propre et unique qui, dans le contexte mondial actuel, fait face à de multiples obstacles. Elle est aussi l'espoir d'un monde meilleur pour tous, ce qui est déjà, en partie, une réalité à Cuba.

Certains intellectuels cubains « progressistes » prétendent qu'ils sont

*suite à la page(18)*

# Les Algériens ont symboliquement renoué avec leur histoire

Par Nabila Amir

Jamais un 1er Novembre n'aura été aussi fortement ressenti par les Algériens. En cette date anniversaire de notre glorieuse Révolution, le peuple a, symboliquement, renoué avec son histoire. Les Algériens ont réhabilité cette date à l'occasion du 37e vendredi du mouvement populaire du 22 Février. Ce 1er Novembre, date qui coïncide avec le 65e anniversaire du déclenchement de la Guerre de Libération nationale, la capitale était prise d'assaut par des hommes et des femmes de tout âge aux cris de «Ya Ali ya Ali!» en référence au héros de la Bataille d'Alger, Ali La Pointe.

Des balcons, des places et des rues noires de monde, les manifestants scandaient «Echaab yourid El istiklal!» (Le peuple veut l'indépendance), «Ya Ali, bladi fi danger!» (Ali mon pays est en danger). Des expressions lourdes de sens. Des slogans qui en disent long sur l'état d'esprit des Algériens qui revendiquent, 65 ans après, leur libération et leur liberté. Ce 1er novembre était un deuxième souffle de la révolution, un moment fort où les manifestants ont, unanimement, rendu un vibrant hommage aux chouhada et surtout au moudjahid Lakhdar Bouregaâ.

Le héros de cette révolution. Ils ont également convoqué l'histoire en brandissant les portraits des six architectes de la Révolution algérienne et la biographie du groupe des «22», figures emblématiques à l'origine du déclenchement de la Guerre de Libération, dont Mohamed Boudiaf, Mustapha Ben Boulaïd, Larbi Ben M'hidi, Zighoud Youcef, Rabah Bitat, Didouche Mourad. Sur la pancarte réservée à Souidani Boudjema, son auteur a reproduit la question posée par ce martyr de la Révolution à ses camarades lors de la réunion du groupe des «22»: «Oui ou non, sommes-nous des révolutionnaires? Alors qu'attendons-nous pour faire cette révolution si nous sommes sincères avec nous-mêmes?»

Ce manifestant fait le parallèle entre le combat de ses aïeux et celui




d'aujourd'hui. Pour lui, les Algériens qui sortent depuis le 22 février sont des révolutionnaires d'un autre genre. «Nous nous battons pour dégager la issaba et pour que l'Algérien vive dignement dans son propre pays. Nous n'avons pas une patrie de rechange», lance-t-il.

Les photos des détenus d'opinion ont été également exhibées lors de cette marche. Des chants révolutionnaires, des slogans hostiles au système, à l'élection présidentielle du 12 décembre et en faveur de la libération nationale ont été entonnés tout le long de cette marche historique, qui a vu une marée humaine déferlée dans les grandes ruelles de la capitale. De la place du 1er Mai, en passant par la Grande-Poste pour revenir à Didouche Mourad, de nombreux manifestants, jeunes et plus âgés, ont manifesté avec un masque représentant Lakhdar Bouregaâ, en détention provisoire depuis quatre mois.

Ce baroudeur de la Guerre de Libération, cet intermédiaire entre les combats d'hier et d'aujourd'hui est le plus vieux détenu du mouvement populaire, 86 ans. L'arrestation de Bouregaâ est dénoncée et condamnée par les manifestants et surtout par ceux qui ont connu la torture infligée par des Algériens. Bouregaâ a été arrêté en juillet 1967 et condamné à 30 ans de prison. Ce vendredi 1er novembre les manifestants ont surtout loué les mérites de cet ancien combattant de l'ALN (Armée de libération nationale), emprisonné en 2019 pour avoir exprimé son opinion. «Bouregaâ est un héros!» tonnent les manifestants, rappelant son refus de répondre aux questions du juge d'instruction car, avait-il dit, il ne reconnaît pas «la justice qui émane d'un pouvoir illégitime et la justice qui obéit aux injonctions du téléphone».

**El Watan 2 novembre 2019**

---

# 37e vendredi du hirak: mobilisation historique à Tizi Ouzou

Par Ahcene Tahraoui

Mobilisation historique, hier, à Tizi Ouzou, où des milliers de manifestants ont assiégé le chef-lieu de wilaya. Une heure avant le début de la manifestation prévue à 13h30, il était quasiment impossible de trouver un emplacement libre où stationner son véhicule. Embouteillages monstres aux entrées de la capitale du Djurdjura et déferlante humaine dans les rues. «Je n'ai jamais vu autant de monde dehors depuis le 22 février», commente un habitué des vendredis du hirak. Le visage bariolé aux couleurs nationales en ce 65e anniversaire du déclenchement de la Guerre de libération nationale, ce

tout le peuple algérien il y a 65 ans», commente-t-il. Il est 14h, le cortège s'ébranle difficilement sur la rue Lamali Ahmed, d'où est parti le premier carré de marcheurs, déployant un drapeau national géant et l'emblème amazigh au-devant de la procession. Juste derrière, une forêt de banderoles et de pancartes sur lesquelles étaient inscrits les habituels mots d'ordre réitérant l'attachement des citoyens au changement radical, au départ de tous les symboles du système, l'annulation de l'élection présidentielle du 12 décembre et la libération immédiate et inconditionnelle de tous les détenus d'opinion et politiques.

Les hommes et les femmes qui ont investi la rue, hier, ont également




Le combat qu'on perd est celui que le peuple n'a pas engagé

de la République aux commandes du pouvoir à la faveur de cette échéance très contestée, s'il venait à avoir lieu dans les conditions actuelles.

«Liban: gouvernement légitime. Après 13 jours de manifestations, il

1er Novembre (date de déclenchement de la Révolution de 1954), connaît une mobilisation massive de la population de la wilaya de Tizi Ouzou, qui veut s'approprier cette date symbole, gravée en lettres de sang et que le pouvoir

Ramdane Abane, Larbi Ben M'hidi, Ali La Pointe, Hocine Aït Ahmed, Hassiba Ben Bouali, Lakhdar Bouregaâ (emprisonné) et la liste est longue.» Les manifestants ont continué leurs parcours jusqu'au Mémorial des martyrs de la Guerre de Libération nationale, sis à la sortie de la ville, où un rassemblement a été observé vers 15h. Jeudi 31 octobre, une 16e marche a été organisée dans la ville de Tigzirt.

Des centaines de personnes ont manifesté pour la 16e fois consécutive, exigeant la libération inconditionnelle des détenus d'opinion, dont Amar Acherfouche, originaire de la région de Tigzirt. Les marcheurs ont exprimé également leur rejet des élections du 12 décembre prochain et scandé des slogans hostiles au pouvoir. Dans

Pointe.

Des balcons, des places et des rues noires de monde, les manifestants scandaient «Echaab yourid El istiklal!» (Le peuple veut l'indépendance), «Ya Ali, bladi fi danger!» (Ali mon pays est en danger). Des expressions lourdes de sens. Des slogans qui en disent long sur l'état d'esprit des Algériens qui revendiquent, 65 ans après, leur

Souidani Boudjema, son auteur a reproduit la question posée par ce martyr de la Révolution à ses camarades lors de la réunion du groupe des «22»: «Oui ou non, sommes-nous des révolutionnaires? Alors qu'attendons-nous pour faire cette révolution si nous sommes sincères avec nous-mêmes?»

Ce manifestant fait le parallèle entre le combat de ses aïeux et celui

qui sortent depuis le 22 février sont des révolutionnaires d'un autre genre. «Nous nous battons pour dégager la issaba et pour que l'Algérien vive dignement dans son propre pays. Nous n'avons pas une patrie de rechange», lance-t-il.

Les photos des détenus d'opinion ont été également exhibées lors de cette marche. Des chants révolu-

système, à l'élection présidentielle du 12 décembre et en faveur de la libération nationale ont été entonnés tout le long de cette marche historique, qui a vu une marée humaine déferlée dans les grandes ruelles de la capitale. De la place du 1er Mai, en passant par la Grande-Poste pour revenir à Didouche Mourad, de nombreux manifestants, jeunes et plus âgés, ont manifesté

«Bouregaâ est un héros!» tonnent les manifestants, rappelant son refus de répondre aux questions du juge d'instruction car, avait-il dit, il ne reconnaît pas «la justice qui émane d'un pouvoir illégitime et la justice qui obéit aux injonctions du téléphone».

**El Watan 2 novembre 2019**

# 37e vendredi du hirak: mobilisation historique à Tizi Ouzou

Par Ahcene Tahraoui

Mobilisation historique, hier, à Tizi Ouzou, où des milliers de manifestants ont assiégé le chef-lieu de wilaya. Une heure avant le début de la manifestation prévue à 13h30, il était quasiment impossible de trouver un emplacement libre où stationner son véhicule. Embouteillages monstres aux entrées de la capitale du Djurdjura et déferlante humaine dans les rues. «Je n'ai jamais vu autant de monde dehors depuis le 22 février», commente un habitué des vendredis du hirak. Le visage bariolé aux couleurs nationales en ce 65e anniversaire du déclenchement de la Guerre de libération nationale, ce fils de chahid, ayant fait le déplacement d'Aït Boumahdi, harangue les foules à l'aide d'un porte-voix. «La génération de Novembre 1954 s'est sacrifiée pour une Algérie libre et indépendante et un Etat de droit digne de ce nom. Plus d'un demi-siècle après l'indépendance, force est de constater que tout reste à faire. Le mouvement populaire en cours à travers le pays depuis le 22 février s'inscrit dans le même combat libérateur que celui porté à bras-le-corps par tout le peuple algérien il y a 65 ans», commente-t-il. Il est 14h, le cortège s'ébranle difficilement sur la rue Lamali Ahmed, d'où est parti le premier carré de marcheurs, déployant un drapeau national géant et l'emblème amazigh au-devant de la procession. Juste derrière, une forêt de banderoles et de pancartes sur lesquelles étaient inscrits les habituels mots d'ordre réitérant l'attachement des citoyens au changement radical, au départ de tous les symboles du système, l'annulation de l'élection présidentielle du 12 décembre et la libération immédiate et inconditionnelle de tous les détenus d'opinion et politiques.

Les hommes et les femmes qui ont investi la rue, hier, ont également mis en avant des portraits des héros de la Révolution 1954-1962, dont celui du moudjahid Lakhdar Bouregaâ, dont le mandat de dépôt a été renouvelé par le juge d'instruction du tribunal de Bir Mourad Raïs (Alger), le 28 octobre. «Baouha, baouha!» (Ils ont vendu l'Algérie) étaient parmi slogans repris en force par les contestataires, en plus du rejet de l'élection présidentielle prochaine (12 décembre) et du retour envisagé des hommes de l'ex-président



**Le combat qu'on perd est celui que le peuple n'a pas engagé**

de la République aux commandes du pouvoir à la faveur de cette échéance très contestée, s'il venait à avoir lieu dans les conditions actuelles.

«Liban: gouvernement légitime. Après 13 jours de manifestations, il démissionne. Algérie: gouvernement illégitime. Après 9 mois de contestations, il refuse de partir!» a écrit un manifestant sur une pancarte. Rencontré lors de cette journée de mobilisation qui a drainé plusieurs milliers de personnes, Hocine Doufene, enseignant-chercheur à l'université Mouloud Mammeri de Tizi Ouzou, nous a confié : «Comme vous le constatez, ce 37e vendredi du hirak, qui coïncide avec le 1er Novembre (date de déclenchement de la Révolution de 1954), connaît une mobilisation massive de la population de la wilaya de Tizi Ouzou, qui veut s'approprier cette date symbole, gravée en lettres de sang et que le pouvoir lui a confisquée. Lorsque le peuple algérien demande le départ du système, il veut récupérer tout ce dont il a été dépossédé, y compris les symboles de la Révolution. Ce qu'il faut retenir, et c'est très important, du soulèvement populaire entamé le 22 février, c'est l'intérêt accordé par nos jeunes d'aujourd'hui à leurs aînés de 1954, auxquels ils s'identifient et dont ils arborent fièrement les photos, à l'exemple de Ramdane Abane, Larbi Ben M'hidi, Ali La Pointe, Hocine Aït Ahmed, Hassiba Ben Bouali, Lakhdar Bouregaâ (emprisonné) et la liste est longue.» Les manifestants ont continué leurs parcours jusqu'au Mémorial des martyrs de la Guerre de Libération nationale, sis à la sortie de la ville, où un rassemblement a été observé vers 15h. Jeudi 31 octobre, une 16e marche a été organisée dans la ville de Tigzirt.

Des centaines de personnes ont manifesté pour la 16e fois consécutive, exigeant la libération inconditionnelle des détenus d'opinion, dont Amar Acherfouche, originaire de la région de Tigzirt. Les marcheurs ont exprimé également leur rejet des élections du 12 décembre prochain et scandé des slogans hostiles au pouvoir. Dans la soirée de la même journée, un imposant rassemblement a été observé à la placette de l'ancienne mairie de Tizi Ouzou, dans le cadre de l'opération «el mehraz» [pilon pour broyer des grains], pour exiger la libération des prisonniers incarcérés pour leur engagement en faveur du mouvement populaire.

**El Watan 2 novembre 2019**

Suite de la page (17)

critiqués à partir de positions extrémistes, radicales et orthodoxes afin de discréditer la dissidence, la diversité et la pluralité. Ils oublient que ce n'est qu'au sein de la Révolution socialiste que la diversité à Cuba a pu s'exprimer véritablement, car les formes de domination qui, dans d'autres parties du monde, suppriment historiquement la dissidence et la différence par la violence ont été surmontées. Et c'est précisément aussi le libre exercice de la pensée critique à partir de la Révolution qui permet de

et vers la gauche verront dans leur vaste spectre l'effort insensé pour créer quelque chose de différent, les rêves des peuples, c'est-à-dire les luttes pour un monde où il y aura de la place pour de nombreux mondes. Ils estimeront la valeur de leurs réussites et de leurs défis, les leçons enseignées par la voie de la résistance ; ils seront capables de reconnaître le défi triomphant que représente la Révolution cubaine face au pouvoir mondial hégémonique, son sens et sa transcendance. Mais, surtout, ils pourront comprendre que la Révo-

**Périphérie)**

(*) Il faut entendre le progressisme à Cuba dans cet essai comme un courant de pensée qui réfléchit sur le présent et sur l'avenir de l'île. Ses représentants se présentent comme une conscience critique de la société cubaine ; ils revendiquent certains droits civils en utilisant comme référent le modèle libéral de l'institutionnalité juridique et politique des sociétés capitalistes, tout en jugeant et en discréditant le social-isme cubain.

**Karima OLIVA et Vibani B. JIMENEZ**
**Traduction Gloria González Justo**
**Le Grand soir 31 Octobre 2019**

age bariolé aux couleurs nationales en ce 65e anniversaire du déclenchement de la Guerre de libération nationale, ce fils de chahid, ayant fait le déplacement d'Aït Boumahdi, harangue les foules à l'aide d'un porte-voix. «La génération de Novembre 1954 s'est sacrifiée pour une Algérie libre et indépendante et un Etat de droit digne de ce nom. Plus d'un demi-siècle après l'indépendance, force est de constater que tout reste à faire. Le mouvement populaire en cours à travers le pays depuis le 22 février s'inscrit dans le même combat libérateur que celui porté à bras-le-corps par tiques.

Les hommes et les femmes qui ont investi la rue, hier, ont également mis en avant des portraits des héros de la Révolution 1954-1962, dont celui du moudjahid Lakhdar Bouregaâ, dont le mandat de dépôt a été renouvelé par le juge d'instruction du tribunal de Bir Mourad Raïs (Alger), le 28 octobre. «Baouha, baouha!» (Ils ont vendu l'Algérie) étaient parmi slogans repris en force par les contestataires, en plus du rejet de l'élection présidentielle prochaine (12 décembre) et du retour envisagé des hommes de l'ex-président

très contestée, s'il venait à avoir lieu dans les conditions actuelles.

«Liban: gouvernement légitime. Après 13 jours de manifestations, il démissionne. Algérie: gouvernement illégitime. Après 9 mois de contestations, il refuse de partir!» a écrit un manifestant sur une pancarte. Rencontré lors de cette journée de mobilisation qui a drainé plusieurs milliers de personnes, Hocine Doufene, enseignant-chercheur à l'université Mouloud Mammeri de Tizi Ouzou, nous a confié : «Comme vous le constatez, ce 37e vendredi du hirak, qui coïncide avec le mobilisation massive de la population de la wilaya de Tizi Ouzou, qui veut s'approprier cette date symbole, gravée en lettres de sang et que le pouvoir lui a confisquée. Lorsque le peuple algérien demande le départ du système, il veut récupérer tout ce dont il a été dépossédé, y compris les symboles de la Révolution. Ce qu'il faut retenir, et c'est très important, du soulèvement populaire entamé le 22 février, c'est l'intérêt accordé par nos jeunes d'aujourd'hui à leurs aînés de 1954, auxquels ils s'identifient et dont ils arborent fièrement les photos, à l'exemple de

de Tigzirt. Les marcheurs ont exprimé également leur rejet des élections du 12 décembre prochain et scandé des slogans hostiles au pouvoir. Dans la soirée de la même journée, un imposant rassemblement a été observé à la placette de l'ancienne mairie de Tizi Ouzou, dans le cadre de l'opération «el mehraz» [pilon pour broyer des grains], pour exiger la libération des prisonniers incarcérés pour leur engagement en faveur du mouvement populaire.

**El Watan 2 novembre 2019**

---

*Suite de la page (17)*

critiqués à partir de positions extrémistes, radicales et orthodoxes afin de discréditer la dissidence, la diversité et la pluralité. Ils oublient que ce n'est qu'au sein de la Révolution socialiste que la diversité à Cuba a pu s'exprimer véritablement, car les formes de domination qui, dans d'autres parties du monde, suppriment historiquement la dissidence et la différence par la violence ont été surmontées. Et c'est précisément aussi le libre exercice de la pensée critique à partir de la Révolution qui permet de revendiquer le socialisme cubain et de dénoncer la manipulation médiatique des courants intellectuels « progressistes » à Cuba.

Il n'est pas si difficile de démasquer la pensée conservatrice derrière la rhétorique « progressiste ». Il suffit d'identifier l'idéologie derrière le regard. Pour cela, il est important de reconnaître non seulement d'où on regarde, mais aussi vers où on regarde.

Ceux qui regardent vers le haut et surtout vers la droite, comme l'est le spectre étroit de la pensée conservatrice, dans leur recherche fébrile du « progrès » dans les modèles des institutions bourgeoises, avec leurs libertés relatives et leurs droits formels, ne trouveront en réalité que les diktats des puissants du monde qui administrent le système et ne se lassent jamais de tenter d'imposer à Cuba un passé indésirable dans le cauchemar actuel auquel le système capitaliste condamne le monde entier.

Ceux qui regardent vers le bas et vers la gauche verront dans leur vaste spectre l'effort insensé pour créer quelque chose de différent, les rêves des peuples, c'est-à-dire les luttes pour un monde où il y aura de la place pour de nombreux mondes. Ils estimeront la valeur de leurs réussites et de leurs défis, les leçons enseignées par la voie de la résistance ; ils seront capables de reconnaître le défi triomphant que représente la Révolution cubaine face au pouvoir mondial hégémonique, son sens et sa transcendance. Mais, surtout, ils pourront comprendre que la Révolution ne navigue pas seule, qu'elle est accompagnée dans sa volonté de créer de meilleures formes de coexistence dans le monde par l'immense marée de la gauche anticapitaliste mondiale. Ils trouveront aussi solidarité et réciprocité pour tout ce que la Révolution a donné à ces luttes par sa seule existence et sa cohérence ; ils reconnaîtront les colères contre l'injustice, y compris dans les coins les plus reculés du monde, où ils pourront aussi voir la résistance face à la destruction, la rébellion face à la domination et, surtout, la dignité.

*Cuba est plus que le long caïman vert des Caraïbes. C'est un point de référence dont l'expérience sera vitale pour les peuples qui luttent, surtout en ces temps d'obscurantisme où l'on vit aujourd'hui et qui se poursuivront encore pendant un certain temps. Contre les agendas et les géographies de la destruction, il y a à Cuba un agenda et une géographie de l'espoir.*

**Sous-commandant Insurgente Marcos (Ni le Centre ni la Périphérie)**

(*) Il faut entendre le progressisme à Cuba dans cet essai comme un courant de pensée qui réfléchit sur le présent et sur l'avenir de l'île. Ses représentants se présentent comme une conscience critique de la société cubaine ; ils revendiquent certains droits civils en utilisant comme référent le modèle libéral de l'institutionnalité juridique et politique des sociétés capitalistes, tout en jugeant et en discréditant le socialisme cubain.

**Karima OLIVA et Vibani B. JIMENEZ**
**Traduction Gloria González Justo**
**Le Grand soir 31 Octobre 2019**





# Pleins Feux Sur : Frantz « Kiki » Wainwright (Port-au-Prince, 1937)

Par Ed Rainer Sainvill

## *« Entre l'engagement et l'art »*

Chanteur, compositeur, danseur, guitariste, tambourineur, acteur, diseur, écrivain, chorégraphe et producteur. Kiki a débuté sa carrière d'artiste comme danseur et chorégraphe ; dirigeant sa propre troupe folklorique à la fin des années 1950. Éventuellement, il s'est retrouvé aux Iles Vierges, puis à New-York à la fin des *sixties*, où entre un passage à BMCC et City College, il a rallié le groupe « Haïtian Bells » d'orientation ethnomusicologique. Entamant une carrière de vocaliste, composant de délicieuses chansons poétiques, telle : ***Séverine***, le morceau fétiche de l'ensemble. Rappelant alors, qu'il a toujours été un compositeur inspiré, lorsqu'il a écrit dans les années 1960, cette chanson immortelle : ***Haïti, terre de soleil"*** pour les « Shleu-Shleu » : *« Je chante à l'ombre de tes palmiers…le doux refrain de ton histoire »*.

Subséquemment, il s'est lancé dans une carrière *en solo* au début des années 1980, en offrant son premier album :***Tap-Tap*** , diffus de chants protestataires et mettant en exergue les péripéties du peuple haïtien fuyant l'enfer des Duvalier dans : ***"33 Nèg vanyan neye"***. Un morceau racontant le drame de 33 boat people haïtiens qui venaient de se noyer en haute mer. Suite au succès de cette réalisation, il est allé s'installer en Floride où



**Frantz « Kiki » Wainwright**

il sortit son deuxième album : ***''Rozo"***, pour ensuite intégrer le groupe culturel « Grenn Bambou » avec lequel il offre d'autres productions qui mettent en valeur le compositeur prolifique qu'il représente. Entre temps, il continue à majorer son talent d'acteur au sein de la troupe « Théâtre d'Haïti » de l'illustre et feu, et, immortel poète et écrivain pionnier Félix Morisseau Leroy.

Parallèlement, il publie en 1988 son premier recueil de poèmes : ***''Pikliz"***, puis ***''Les sentiers de l'aube"*** en 1993 et ***''Zepon file"*** en 1994. Complétant en même temps des études à la Florida International University. Toujours avide de créativité, il cofonde le groupe ***rasin*** « Ayabombe » ; puis, en s'associant avec Jan Mapou dans la création de la troupe culturelle « Sosyete Koukouy » de Miami dont il est aussi le vice-président et pour lequel il compose, arrange et monte les chorégraphies. En 1997, il réalise une nouvelle œuvre *en solo* : ***''Rara liberasyon"***, prouvant que le temps des chants de résistance, dans la mouvance et le cœur des rues n'avaient pas vécu. Que la voix artistique se doit de faire écho à la voie populaire. Que l'engagement ne doit pas être un tremplin temporaire. Et de surcroit, se doit d'être une occupation permanente.

***« Rara liberasyon »*** a en ce sens illustré cet engagement désintéressé d'un samba




**Kiki à la guitare dans ses travaux continus avec « Sosyete Koukouy »**

impénitent. Suivez ses pas : *''ou mèt tande okipasyon/nou pa dwe lage bayo/fó nou gen aktivite nan mas yo/nan yon pratik óganize/sót la Grandans rive nan Nó/anpasan nan Pótoprens/konsolidasyon, afimasyon/vyèytimen, yo paka blokel/yon liy politik, yon demokrasi silabè mas yo , pou nou fê chimen…"*. Chansons rythmées dans des élans de : ***yanvalou, kongo, rabóday*** . Sur des accords d'une guitare à la fois solitaire et solidaire. Avec des airs nous remémorant que les combats et les objectifs d'hier demeurent d'actualité, pendant que le pays sombre sous les desseins du consortium colonial et de leurs indigènes de service. *« Peyi Ayiti, se pou nou li ye/ pou peyizan nan món nan plenn o/ouvriye, etidyan ak ayisyen konsyan/…li pa pou fê tikou/se pa yon jwèt li ye, li pa pou vann , ni pou fê kado »*.

Toujours dans sa longue marche d'artiste inassouvi, engagé dans la dissémination de la réalité et la beauté de son terroir natal, Kiki a persisté dans sa démarche de chantre galvaniseur à travers d'autres productions antérieures telles : ***''Peyi a ''*** et, ***''Kayimit vyolèt"***, celle-ci un métissage de genres caraïbes et de ***pop***, infus de latin. Exposant une autre facette de l'artiste qui a bien voulu sortir de sa zone de confort, pour offrir son brin de musique de climat. Explorant en ultime révérence, des thématiques inusitées comme pour en mettre les décorations et cerises sur le millefeuille d'un parcours valeureux. Pendant qu'il tient encore au chaud, dans ses travaux continus avec « Sosyete Koukouy » dont il garde encore les rênes, pour la galvanisation du patrimoine culturel populaire et originaire.

prolifique qu'il représente. Entre temps, il continue à majorer son talent d'acteur au sein de la troupe « Théâtre d'Haïti » de l'illustre et feu, et, immortel poète et écrivain pionnier Félix Morisseau

le cœur des rues n'avaient pas vécu. Que la voix artistique se doit de faire écho à la voie populaire. Que l'engagement ne doit pas être un tremplin temporaire. Et de surcroit, se doit d'être une occupation permanente.

« *Rara liberasyon* » a en ce sens illustré cet engament désintéressé d'un samba

Chansons rythmées dans des élans de : ***yanvalou, kongo, rabóday***. Sur des accords d'une guitare à la fois solitaire et solidaire. Avec des airs nous remémorant que les combats et les objectifs d'hier demeurent d'actualité, pendant que le pays sombre sous les desseins du consortium colonial et de leurs indigènes de ser-

tiques inusitées comme pour en mettre les décorations et cerises sur le millefeuille d'un parcours valeureux. Pendant qu'il tient encore au chaud, dans ses travaux continus avec « Sosyete Koukouy » dont il garde encore les rênes, pour la galvanisation du patrimoine culturel populaire et originaire.

# Classified Directory

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

**Post CLASSIFIED ADS online for FREE at Haitiliberte.com**

### ATTORNEY

Lung Cancer? And Age 60+? You And Your Family May Be Entitled To Significant Cash Award. No Risk. No Money Out Of Pocket. For Information Call 877-225-4813

### ATTORNEY

REAL ESTATE ATTORNEY; Buy/ Sell Real Estate Broker. PROBATE/ CRIMINAL/ WILLS/ BUSINESS MATTERS: " Richard H. Lovell, P.C., 10748 Cross Bay Blvd. Ozone Park, NY. 718-835-9300; www. LovellLawNewYork.com

### AUTO DONATIONS

Donate your car to Wheels For Wishes, benefiting Make-A-Wish. We offer free towing and your donation is 100% tax deductible. Call (917) 336-1254

### EDUCATION

Mega Institution Mixte. Mission d'Education pour les générations de l'Avenir. Lilavois 53, Plaine du Cul de Sac, Haiti. Ecole Primaire et Bilingue. Fondateur : Jean L. Vallon, M.S. EDU, Tel : (011509) 3813-1107. Email : levallon@aol.com, vjeanlesly@yahoo.com

### EDUCATION / CAREER TRAINING

AIRLINE CAREERS Start Here - Get trained as FAA certified Aviation Technician. Financial aid for qualified students. Job placement assistance. Call AIM for free information 866-296-7094.

### EDUCATION / CAREER TRAINING

TRAIN AT HOME TO DO MEDICAL BILLING! Become a Medical Office Professional online at CTI! Get Trained, Certified & ready to work in

### HEALTH

VIAGRA & CIALIS! 60 pills for $99. 100 pills for $150. FREE shipping. Money back guaranteed! 1-855-579-8907

### HEALTH

Try "SOUL," the anti-oxidant power supplement made from seeds! Banish pain, reclaim youth, inject energy. Packets: $4 each. Box of 30: $78. Two boxes: $143. Call (305) 610-6913 or visit www.myrainlife.com/ rejuvenation.

### HELP WANTED

Jetco Shipping needs DRIVERS to pick up barrels and other items for shipment to Haiti. Good pay! Flexible hours! Call Victorin, 347.998.7112.

### HELP WANTED

Driver Tractor Trailer & Owner Operators Wanted, for Container Work, 3 Years Pier Experience Required, CDL Class A Licence, Clean Record, Twic Cart Required. Good Pay, Steady Work, Please Call Gabriel or Mark (973) 690-5363 or Inquire Within 187-189 Foundry St. Newark, NJ 07105

### HELP WANTED

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

### HELP WANTED

JOB OPPORTUNITY $18.50 P/H NYC $16 P/H LI Up to $13.50 P/H UPSTATE NY If you currently care for your relatives or friends who have Medicaid or Medicare, you may be eligible to start working for them as a personal assistant. No Certificates needed. (347)462-2610 (347)565-6200

### HOME IMPROVEMENT

BATHROOM RENOVATIONS. EASY, ONE DAY updates! We specialize in safe bathing. Grab bars, no slip flooring & seated showers. Call for a free in-home consultation: 888-657-9488.

### MISCELLANEOUS

DISH TV $59.99 For 190 Channels + $14.95 High Speed Internet. Free Installation, Smart HD DVR Included, Free Voice Remote. Some restrictions apply. 1-888-609-9405

### MISCELLANEOUS

Get DIRECTV! ONLY $35/month! 155 Channels & 1000s of Shows/ Movies On Demand (w/SELECT All Included Package.) PLUS Stream on Up to FIVE Screens Simultaneously at No Additional Cost. Call DIRECTV 1-888-534-6918

### MISCELLANEOUS

COMPUTER ISSUES? FREE DIAGNOSIS by GEEKS ON SITE! Virus Removal, Data Recovery! 24/7 EMERGENCY SERVICE, In-home repair/On-line solutions . $20 OFF ANY SERVICE! 844-892-3990

### TV INTERNET PHONE

Spectrum Triple Play! TV, Internet & Voice for $99.97/mo. Fastest Internet. 100 MB per second speed. Free Primetime on Demand. Unlimited Voice. NO CONTRACTS. Call 1-855-977-7198 or visit http:// tripleplaytoday.com/press

Donate your car to Wheels For Wishes, benefiting Make-A-Wish. We offer free towing and your donation is 100% tax deductible. Call (917) 336-1254

**EDUCATION**

Mega Institution Mixte. Mission d'Education pour les générations de l'Avenir. Lilavois 53, Plaine du Cul de Sac, Haiti. Ecole Primaire et Bilingue. Fondateur : Jean L. Vallon, M.S. EDU, Tel : (011509) 3813-1107. Email : levallon@aol.com, vjeanlesly@yahoo.com

**EDUCATION / CAREER TRAINING**

AIRLINE CAREERS Start Here - Get trained as FAA certified Aviation Technician. Financial aid for qualified students. Job placement assistance. Call AIM for free information 866-296-7094.

**EDUCATION / CAREER TRAINING**

TRAIN AT HOME TO DO MEDICAL BILLING! Become a Medical Office Professional online at CTI! Get Trained, Certified & ready to work in months! Call 855-543-6440. (M-F 8am-6pm ET)

**FINANCE**

Denied Social Security Disability? Appeal! If you're 50+, filed SSD and denied, our attorneys can help! Win or Pay Nothing! Strong, recent work history needed. 866-979-0096 [Steppacher Law Offices LLC Principal Office: 224 Adams Ave Scranton PA 18503]

**HEALTH**

A PLACE FOR MOM has helped over a million families find senior living. Our trusted, local advisors help find solutions to your unique needs at no cost to you. Call 855-977-3677

Jetco Shipping needs DRIVERS to pick up barrels and other items for shipment to Haiti. Good pay! Flexible hours! Call Victorin, 347.998.7112.

**HELP WANTED**

**HELP WANTED**

JOB OPPORTUNITY $18.50 P/H NYC $16 P/H LI Up to $13.50 P/H UPSTATE NY If you currently care for your relatives or friends who have Medicaid or Medicare, you may be eligible to start working for

Installation, Smart HD DVR included, Free Voice Remote. Some restrictions apply. 1-888-609-9405

**MISCELLANEOUS**

Get DIRECTV! ONLY $35/month! 155 Channels & 1000s of Shows/

Spectrum Triple Play! TV, Internet & Voice for $99.97/mo. Fastest Internet. 100 MB per second speed. Free Primetime on Demand. Unlimited Voice. NO CONTRACTS. Call 1-855-977-7198 or visit http://tripleplaytoday.com/press







Get help paying dental bills and keep more money in your pocket
This is real dental insurance – NOT just a discount plan
You can get coverage before your next checkup
Don't wait! Call now and we'll rush you a FREE Information Kit with all the details.
Insurance Policy P150NY 6129
MB17-NM003Ec







